

L'entrée en matière

POINTS DE VUE

- 4 L'apport de trois groupes de réflexion.
- 5 Forum électronique : « On marche beaucoup mieux sur la tête quand on sait que le monde est à l'envers ».
- 6 Un sondage exclusif BVA : « Il y a, pour l'agriculture, une sorte de déni du progrès de la part des Français ».

INTERVENTIONS

- 8 « Les représentations sont des espèces vivantes » *par Saadi Lahlou.*
- 11 « Les repères perdus du paysan, nourricier et patriote » *par Catherine Boyer-Durrieu.*

IRRUPTION DE BATACLOWN

- 12 « Elle avait pas la bonne représentation ».

L'agriculture en représentation(s)

RESTITUTION DES TABLES RONDES

- 16 Des cercles vertueux ?
- 16 Paroles restituées.

REACTIONS

- 20 Retour sur images.

POINT DE VUE

- 21 « La figure du paysan comme lieu de fracture culturelle » *par Patrick Denoux.*

CONFERENCE

- 22 « La réalité de l'arbre à frites » *par Rémi Mer.*

EN DEBAT

- 26 « J'ai épousé Jean-Luc parce qu'il me plaisait, je n'ai pas épousé ses cochons ».

POINT DE VUE

- 28 « Quand le jeu de l'image brouille l'image du "Je" » *par Patrick Denoux.*

IRRUPTION DE BATACLOWN

- 30 « Mon nouveau truc, c'est le poulailler à idées ».

SYNTHESE

- 32 « Si les arbres imaginent les oiseaux, pourquoi des frites n'imagineraient pas des arbres » *par Gilles Allaire*

Images et valeurs d'échanges

INTERVENTIONS

- 40 Trois lectures du réel *par Emmanuelle Auriol, Jean-Pierre Estrampes et Bernard Guidez.*

IRRUPTION DE BATACLOWN

- 44 « Sac de nœuds ».

RESTITUTION DES TABLES RONDES

- 45 « Aller vers le réel, maintenir du rêve ».

REACTIONS

- 49 « N'aurions-nous pas manqué un peu d'audace ? »

CONFERENCE

- 51 Neuf paradoxes et quatre pistes *par Bertrand Hervieu.*

55 CLOTURE

L'Université d'Été de l'Innovation Rurale

Des sujets prémonitoires et déconcertants

Depuis sa création, l'Université d'Été de l'Innovation Rurale, qui fêtera son 10^e anniversaire en 2004, se donne pour objectif d'instruire les questionnements qui préoccupent le monde rural et la société. Des interrogations souvent extrêmement sensibles, qui traduisent depuis quelques années le désarroi des agriculteurs, la complexité des enjeux, les dynamiques singulières du monde rural, ainsi que la nécessité d'apporter des clés pour mieux comprendre et analyser les situations. Chaque année, Marciac apparaît comme un lieu unique pour débattre en public de ces malaises et inconforts, pour réaliser les vertus considérables de ces échanges, pour socialiser les problèmes soulevés et mieux se positionner. Jamais de conclusion péremptoire, donc, encore moins d'arrière-pensée guidant l'architecture de ces journées. Mais un défi considérable pour chacun d'entre nous : bousculer les discours préfabriqués, prendre la parole et s'attacher à produire ensemble de nouvelles réflexions sur des sujets qui se révèlent prémonitoires mais aussi déconcertants à première vue.

De ce point de vue, le sujet de cette année a été à la fois particulièrement « aidant » et particulièrement compliqué. Revisiter nos images et nos imaginaires, c'est toucher à l'intime. Eclairer la nature, le sens et les fonctions de ces représentations, c'est se confronter à leur diversité, à leur puissance, à leur enracinement dans l'inconscient. Les neuf cercles de discussion mis en place ont favorisé cette exploration, révélant la richesse du sujet et les ressources de chacun. Les apports d'intervenants issus de la psychologie, de la sociologie, de l'économie ou de disciplines artistiques ont nettement contribué à éclairer les espaces ainsi ouverts et à opérer à chaque fois un « retour d'image ». Les irruptions des clowns analystes de la compagnie Bataclown qui, subtilement, ont mis en scène les idées exprimées, ont joué le rôle de révélateur et de miroir de nos débats, instaurant une salutaire prise de distance.

Témoignages, contradictions, paradoxes, émotions, perspectives, analyses... C'est par la mise en discussion, toujours en mouvement, que des avancées s'opèrent, des sauts qualitatifs sont franchis, pour conduire parfois à... d'autres questionnements.

Par ce document, nous sommes heureux de vous donner à lire les contenus de l'expérience de cette année qui contribue à faire progresser largement ce laboratoire d'idées qu'est devenue l'Université d'Été de Marciac.

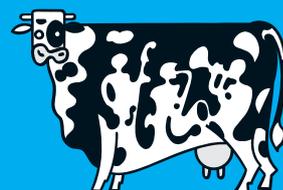
La Mission d'Animation des Agrobiosciences
La Communauté de Communes Bastides
et Vallons du Gers.

Les actes de l'Université d'Été de l'Innovation Rurale sont conçus et rédigés par la Mission d'Animation des Agrobiosciences (MAA), et édités avec le soutien financier de la Communauté de Communes Bastides et Vallons. **Directeur de la MAA** : Jean-Claude Flamant. **Directeur de la publication** : Jean-Marie Guilloux. **Rédaction** : Valérie Péan, Sylvie Berthier. **Mise en page et photographie** : Nuances du Sud. **Imprimeur** : Parchemins du Midi. **Mission d'Animation des Agrobiosciences** : ENFA, BP 38, 31 321 Castanet-Tolosan Cedex. Tél. : 05 62 88 14 50. Fax : 05 62 88 14 51. Mel : barbase@agrobiosciences.com. Site web : www.agrobiosciences.org

L'EN

TREE EN MATIERE

Ils avaient préparé le sujet, chacun de leur côté, les uns à Toulouse, d'autres à Marciac ou à Paris. Il y eut d'abord les trois groupes de réflexion, agriculteurs du Gers, consommateurs de Midi-Pyrénées et enseignants de l'Ecole Nationale de Formation Agronomique : la restitution de leur travail, proposé en ouverture de cette 9^e Université d'Eté, a joué pleinement le rôle d'entrée en matière. De même, le forum électronique mis en place dès le printemps, par la Mission Agrobiosciences et la Mission environnement Société, ou encore les résultats d'un sondage exclusif, mené et analysé par l'Institut BVA, ont éclairé l'état de l'opinion publique sur ses perceptions de l'agriculture. Enfin, c'est au psychologue Saadi Lahlou que revenait la tâche d'explicitier le concept de représentation sociale. Un moment clé de cette longue matinée, suivi par une lecture anthropologique de la terre et du patrimoine, proposé par la consultante Catherine Boyer-Durrieu, et qui s'est achevé sur une surprise...



POINTS DE VUE

L'apport de trois groupes locaux de réflexion

C'est le groupe local de réflexion, constitué dans le cadre de la Communauté de Communes Bastides et Vallons du Gers et animé par Gilles Petit de Mirbeck, qui, avec Michel Dubourg, se lance le premier dans la restitution de leur travail. Comme en écho, Brigitte Prévost vient à son tour faire part des remarques des associations de consommateurs de Midi-Pyrénées, réunis de leur côté par le Centre Régional Technique de la Consommation et animés par Françoise Delaude. Enfin, chargée de synthétiser les échanges du dernier groupe de réflexion animé par Anne-Marie Granié et Agnès Terrieux, Claire Latil, une des douze professeurs stagiaires de l'École Nationale de Formation Agronomique (Toulouse) de ce groupe, opte pour les verbatim.

« Une image qui date des années 50 »

« Le sujet », dit Michel Dubourg, agriculteur, « n'est peut-être pas spécifique à l'agriculture mais pose des questions aux agriculteurs que nous sommes ». Avec ce premier constat : « Nous ne fabriquons ni ne contrôlons les images qui sont diffusées de nous. Ce sont les médias ou les syndicats qui le font pour nous et nous ne reconnaissons pas forcément dans ce qui est représenté. Est-ce une spécificité de l'agriculture ou un phénomène général ? Quelle légitimité peut-on donner à ceux que nous mandatons s'ils ne s'évaluent pas ? ». Quant aux consommateurs, leurs représentations de l'agriculture sont non seulement multiples, mais « versatiles et contradictoires ». Michel Dubourg précise : « Nous voulons tout et son contraire : bon mais pas cher, simple

mais performant, rare mais disponible, naturel mais propre ». Avec cette impression tenace : « Il y a trop d'images passéistes et figées de l'agriculture, alors que c'est un secteur où le progrès technique a été constant. Pourquoi cette image qui date des années 50 ou 60 ? Notre société a-t-elle besoin d'être rassurée avec l'image de la fermière qui donne du grain aux poules ? »

Et puis, il y a ce malaise, souvent exprimé par l'agriculteur : le manque de reconnaissance. « Alors que les rencontres individuelles semblent plutôt faites de compréhension, nous avons l'impression d'être rejetés quand nous passons au plan collectif. Et il nous semble que plus nous communiquons, moins nous échangeons. » Un constat spécifique à l'agriculture ? s'interrogent les agriculteurs. Et si oui, la faute en revient-elle aux intermédiaires qui ne dispenseraient pas une bonne image ? « Dans ce cas, des contre-pouvoirs sont peut-être à inventer et nous espérons que cette université y contribuera ».

« Il appartient aux consommateurs de prendre l'initiative d'un changement »

Ce que les consommateurs pointent en premier lieu ? Nos propres contradictions. Telle cette exigence d'authenticité et de naturel, qui nous fait parfois oublier les règles sanitaires que nous exigeons par ailleurs. Normal, « nous sommes en fait à une époque charnière en matière d'agriculture et d'alimentation : une génération de consommateurs est née avant la guerre, quand la France était agricole à 70 %. Elle a donc vécu à la campagne, a gardé le goût des produits faits maison. A contrario, une autre génération, la plus jeune, n'a connu que la vie citadine. Pour elle,

un poulet est une viande en barquette, dans un rayon de supermarché. Tuer un poulet, le plumer et le préparer relève du roman d'aventure. Tuer le cochon devient un acte criminel. Et les produits de la ferme tiennent du mythe ». Qui a raison ? Où est la vérité ? « Certainement entre les deux. La confiance du consommateur a toujours été liée à la proximité et à la relation humaine. C'est pourquoi les grandes surfaces compensent le manque de chaleur par l'abondance d'images parfois trompeuses. Avec des rayons de produits de terroir, de vins de pays... Les décors, les étiquettes, les emballages, sont élevés au rang de signes de qualité ». Bref, tout serait fait pour inciter à acheter, surtout pas à réfléchir, ajoute Brigitte Prévost. Ce qui n'empêche pas que la responsabilité soit collective. Où sont les remèdes ? « Pour les agriculteurs comme pour les distributeurs, le consommateur ne doit pas être un moyen mais une fin. La première raison d'être de l'agriculture a toujours été l'alimentation urbaine. Elle doit le rester. Mais les consommateurs, par l'intermédiaire de leurs associations, doivent être clairement informés. Ils doivent aussi contribuer à la réflexion, participer aux instances professionnelles agricoles et faire part de leurs choix en amont de la production. Pour cela, la formation à la consommation doit être intégrée aux programmes scolaires, y compris au niveau des écoles d'agriculture. Car il appartient au consommateur de prendre l'initiative d'un changement ».

« L'agriculture, entre esclavage et liberté »

Vous avez dit formation ? Les professeurs de l'ENFA sont chargés de former les enseignants de lycées agricoles qui, paradoxalement, sont

« On marche beaucoup mieux sur la tête quand on sait que le monde est à l'envers »

souvent des urbains. Les principaux axes de réflexion de ce groupe : ce qu'est et ce que devrait être l'agriculture d'aujourd'hui, ainsi que le décalage entre la part idéale et la part réelle de ce secteur.

Parmi ces différents propos saisis au vif, notons celui-là, qui semble tous les résumer : « L'agriculture, c'est quelque chose entre l'esclavage et la liberté ». Quant à la place des enseignants, qui se disent « en empathie » avec le monde agricole, celle-ci ne semble guère se différencier des autres acteurs de la société : « L'agriculteur a une grande place dans l'imaginaire collectif car nous sommes issus, à 90 %, de familles de paysans. Nous partageons donc, en tant qu'enseignant, une bonne partie des représentations des Français. »

Des agriculteurs dont Claire Latil dresse la typologie, telle qu'elle s'est esquissée au travers des débats de ce groupe : l'agriculteur émancipé, d'abord, qui mène une réflexion sur sa pratique professionnelle et qui la raisonne. A l'opposé, coexiste la figure de l'agriculteur aliéné, désespéré, pieds et poings liés par l'Union Européenne et la Grande Distribution. Mais aussi l'agriculteur paysager, l'agriculteur incompris par le monde rural et, enfin, image plus souriante, l'agriculteur dialoguant, qui échange avec les autres acteurs du territoire.

Lancé au mois de mai 2003 avec l'aide de la Mission Environnement Société (MES) de l'Inra, le forum électronique qui portait sur le sujet de cette 9^e Université d'Été, a permis de mettre à plat les principales questions et réflexions qui jalonnèrent ensuite les deux journées de Marciac. Avec notamment la mise en ligne de nombreuses ressources documentaires, les résumés des interventions et l'apport de participants lointains qui ont élargi les horizons du débat. Ces contributions ont été distribuées sur place les 6 et 7 août et résumées publiquement par Yves Le Pape (MES), modérateur de ce forum avec Sylvie Berthier et Jean-Marie Guilloux (M.A.A).

« **U**n lieu où l'on discute des affaires publiques » : telle est la définition étymologique du mot Forum, qu'il soit romain ou... électronique. Car publique, elle l'est, cette affaire d'image et d'imaginaire de l'agriculture, pour laquelle chacun semble avoir son mot à dire. Les agriculteurs, bien sûr, tel Michel Busch, qui se présente comme un pluri-actif rural, dans l'Ariège, pour lequel : « On marche beaucoup mieux sur la tête quand on sait que le monde est à l'envers ». Son point de vue ? C'est celui d'un observateur qui a justement les pieds sur terre : « La réalité agricole, c'est que 90 % des paysans de la planète cultivent manuellement et peu efficacement, mais que malgré tout, la terre produit suffisamment de calories pour tout le monde. Et, paradoxe, 1 milliard

d'humains souffre de la faim, en particulier des paysans ». Deuxième remarque : « On peut réduire l'imaginaire agricole au fantasme nourri du passé rural récent. C'est vrai que les promeneurs viennent voir la vache que je traie au pré, et qu'ils évitent les 120 laitières hors-sol de mon voisin. Mais ils boivent son lait en pack à 0,5 € le litre (...). Partons des réalités pour construire un imaginaire fécond ». Pour d'autres, ces réalités sont aussi celles de l'abîme qui s'est creusé entre l'agriculture et le reste de la société. Ainsi, pour le journaliste Yann Kerveno, ce fossé repose à la fois sur la distance physique des urbains, la distance temporelle entre le rythme citadin et celui de la campagne, sans oublier la distance culturelle : « La campagne devient objet de désir du monde urbain », elle se transforme en « bien collectif national inaliénable », là où elle constitue avant tout un bien privé et un outil de travail pour les agriculteurs... Réduire cette distance en multipliant des opérations du type « Ferme en Ferme ? » La pire des solutions, selon ce même journaliste : « Elles participent plutôt à mon avis à la folklorisation du paysan, largement à l'œuvre dans les médias ». Ecart encore, mais d'une autre nature, que celui pointé par le vétérinaire Philippe Baralon, consultant au sein de Phylum : « Je ne pense pas que la société nie à l'agriculture une fonction productive. Au contraire, je suis convaincu que cette dernière reste au cœur des représentations. En revanche, le hiatus réside dans les modes de production (...). Le point clé réside dans l'incompatibilité entre la représentation d'une agriculture pure ou originelle et l'idée de

« Il y a, pour l' de la part des

technologie. En clair, l'agriculture serait un domaine d'exclusion du progrès technique (et du progrès social) car il n'entraînerait qu'une dégradation des aliments ».

« Quand le sage montre la lune, l'imbécile regarde le doigt »

Césure, hiatus, fracture... Serait-il impossible de refaire le lien entre les réalités du monde agricole et les imaginaires du monde urbain ? Chacun y va de sa suggestion, sachant que le changement de représentation ne passera ni par les médias, ni par la communication publicitaire. Et les uns de préconiser un dialogue approfondi entre les organisations professionnelles et les organisations intermédiaires (associations de consommateurs, de protection de l'environnement, parents d'élèves, syndicats etc.). Les autres de privilégier la formation, tant pour les agriculteurs que pour les consommateurs. De toute façon, il y aurait là un long travail de pédagogie à mener. Et puis il y a ceux qui se rangent résolument du côté de l'image et de la culture. « C'est l'artiste qui, mettant à l'œuvre son imagination, fabrique de nouvelles lectures de ce monde, les conteste et en propose de nouvelles », formule ainsi Michel Duvigneau, enseignant et féru de cinéma. Le poète José Muchnik propose, lui, de reconsidérer l'intérêt du langage poétique et, plus largement, de la dimension anthropoétique des mots de l'alimentation. Dans cette même veine, Julien Taunay, du réseau Civam-agriculture durable, affirme que l'aliment pourrait devenir un objet d'échanges et donc un reconstituant de lien. Bref, une « médiation, qui serait une nouvelle façon de concevoir l'interaction » et une nouvelle image de l'aliment pour le consommateur. Quant au

chercheur Inra Kamel Assoua, c'est dans les symboliques plurielles que résiderait le lien social. « Peut-on admettre l'existence d'une notion de symbolique à plusieurs dimensions ? Celle-ci serait une sorte de diamant dont chaque facette représente un attribut donné. Certains côtés brillent plus que d'autres. Tout dépend à quel endroit et de quel côté l'on se place. L'acception dépendra des contextes géographiques, sociaux, économiques et culturels ». Quant à Jean-Pierre Nicol, de la Mission environnement Société (Inra), regardons d'un peu plus près le sens même des mots. « Qu'y a-t-il de plus dangereux qu'une image ? L'image d'une image. Celle-ci n'est pas le miroir. Processus dynamique, elle fige momentanément les traces du passé, mais elle échappe au discours rationnel et reconduit au domaine du sacré. (...) Le sens du mot latin imago ? La représentation des ancêtres. Ce sens ayant peu à peu évolué vers la statuaire et la peinture. Lesquelles figent la réalité ou ce qui en tient lieu ». Dans ce contexte, toujours selon JP Nicol, l'iconoclaste est salutaire : il détruit les images, les idoles (eidos : ce qui est visible), l'idée figée. « Il fait bouger les lignes et facilite le travail de la fonction imaginaire ». L'image éloigne de l'objet. Cache-misère, elle masque la réalité dont elle offre un substitut. Elle désigne à l'attention ce qu'il « faut » voir. Quand le sage montre la lune, dit le proverbe, l'imbécile regarde le doigt... ».

Pas facile de connaître l'état de l'opinion publique sur l'agriculture aujourd'hui, prise dans le miroir souvent déformant des médias. D'où l'idée de commander à l'institut de sondage BVA de mener une enquête en amont de l'Université d'Été, sur les images spontanées de l'agriculture, sa proximité ou non, et le niveau de confiance. Mené les 11 et 12 juillet 2003 auprès d'un échantillon de 1 000 Français, ce sondage a confirmé voire révélé les perceptions et les sentiments de la société à l'égard de ce secteur. Président-Directeur général de BVA, Gérard Lopez a mis en lumière ces différents enseignements.

Nostalgie... C'est le premier mot qui vient en tête à la lecture des réponses effectuées par les sondés à la première question de l'enquête : « Quelle image avez-vous aujourd'hui de l'agriculture ? ». En clair, il y a là un attachement profond à une imagerie bucolique et traditionnelle de l'agriculture, assortie de valeurs fondamentales telles que la générosité nourricière ou la préservation de la beauté naturelle. Des perceptions qui connaissent une double dimension : l'une, très affective et sensorielle, est basée sur nos racines, l'origine de la vie, le bien-être, le bonheur et la douceur. L'autre, très patrimoniale, rassemble en une même fierté nationale, notre terre, nos paysages, nos paysans, notre gastronomie. C'est à la lumière de ces visions que l'on comprend mieux la réponse à la deuxième question posée : « Quelle est selon vous la marque de produit alimentaire la plus proche de l'agriculture ? » Une interrogation

agriculture, une sorte de déni du progrès Français »

qui laisse perplexes 40 % des Français, incapables de citer quoi que ce soit, et à laquelle 30 % répondent non pas par des marques mais par des mentions de qualité telles que les labels, le bio ou encore par des aliments génériques comme les produits laitiers. « Comme si, finalement » précise Gérard Lopez, « il existait une sorte de désir caché de retrouver plus de proximité entre l'agriculture et l'alimentation. Une sorte de désir de raccourci entre la fourche et la fourchette où l'industrie agroalimentaire n'a pas sa place. D'ailleurs, nous constatons que cette légitimité de l'agroalimentaire n'est pas toujours recherchée par nos industriels. Quand nous analysons la façon dont ces derniers communiquent, nous nous apercevons qu'ils utilisent la plupart du temps l'agriculture dans sa version décor bucolique ».

« Le décalage »

Deuxième mot-clé de ce sondage : le décalage. Un phénomène issu de l'incompréhension et de la méconnaissance des évolutions de l'agriculture par le reste de la société. D'où une majorité de visions exprimées de manière négative : 64 % des sondés pointent soit un système économique agricole en crise, soit des risques, des peurs et des atteintes à l'environnement véhiculées par ce secteur... « Des images qui sont fortement portées par un environnement conjoncturel et médiatique », explique le patron de BVA. Plus grave, « au travers de ces réponses, les Français donnent l'impression de ne pas reconnaître les bénéfices apportés par les progrès de l'agriculture depuis des décennies : une plus grande abondance alimentaire, plus de choix, plus de diversité, plus de qualité et un certain confort alimentaire. Ces éléments ne sont pas rete-

nus par la population. Il y a, pour l'agriculture, une sorte de déni du progrès. Et pourtant, qui, aujourd'hui, songerait à remettre en question d'autres secteurs qui nous concernent au quotidien ? Demande-t-on la suppression des téléphones mobiles du fait d'ondes « maléfiques ». Exige-t-on de se passer d'une deuxième voiture au foyer sous prétexte de pollution ? Non. Les gens ne se posent pas ces questions sur les autres produits de notre quotidien ». Un déni qui éclaire la stigmatisation de tout ce qui est susceptible de nuire à l'environnement et à la santé, ainsi que la dégradation de l'image traditionnelle de l'agriculture, réduite au rôle nourricier et au décor patrimonial, mais aussi seul modèle qui vaille. D'où une forte incompréhension des oppositions entre agriculture conventionnelle et agriculture biologique, ou entre grande et petite exploitation : autant de « querelles de chapelles » mal vécues par les Français qui, méfiants, exigent de plus le contrôle de l'agriculture à 95 %. « Ce refus de toute évolution et cette vision assez manichéenne nous amènent à réfléchir sur le niveau de connaissance et de reconnaissance du métier de l'agriculteur, ainsi qu'à nous questionner sur ce qui a pu conduire à un tel décalage ».

« Le sentiment d'impuissance »

Enfin, le troisième mot clé est sans conteste le sentiment d'impuissance, face au devenir de l'agriculture française au sein de l'Europe et du monde. Que craignent les Français ? Une « agriculture administrée », une « agriculture traditionnelle OPAïsée, volée par le génétique », une « agriculture américanisée et productiviste », une « politique agricole commune incapable de nous défendre et de gérer les crises »

Autant d'éléments qui conduisent, dans l'esprit des Français, à une fragilisation statutaire et identitaire de l'agriculture française, ainsi qu'à une véritable compassion envers l'agriculteur qui, pendant très longtemps, a été perçue comme une personne assistée : « A présent, il est plutôt victime d'un système qui le dépasse », confirme Gérard Lopez.

L'intégralité du sondage BVA peut être consultée sur le site de la MAA : www.agrobiosciences.org.

INTERVENTION **Saadi Lahlou**, Psychologue

« Les représentations sont des espèces vivantes »

Quand Saadi Lahlou explique nos comportements alimentaires et les mécanismes de notre imaginaire, tout devient limpide. Une parole calme et claire, dense et nette. Ce psychologue spécialisé dans les représentations sociales et fondateur de l'Observatoire national des consommations alimentaires, anime aujourd'hui le Laboratoire de Design Cognitif au sein d'EDF R & D, et a notamment écrit « Penser Manger » (PUF 1998) qui constitue une référence dans le domaine de la psychologie sociale. Invité à éclairer le sujet de cette Université d'Été, Saadi Lahlou a d'emblée saisi l'auditoire et donné le « la » des débats à mener.

« Pourquoi les représentations – et plus généralement les aspects immatériels – ont-elles pris une telle importance dans la filière agroalimentaire ? »

Pour deux raisons. La première est une raison commerciale : le marché dans les pays développés est saturé en volume – le ventre des consommateurs est plein - et si l'on veut rajouter de la valeur ajoutée, il est alors nécessaire de vendre plus que des calories : du service, de l'image, de l'imaginaire. On était déjà allé très loin dans l'intégration de services avec l'aliment-service, ainsi que le signalait Bertil Sylvander (1) à la fin des années quatre-vingt [Sylvander, 1988], à travers le conditionnement et les plats préparés. Et vous savez qu'aujourd'hui, certains industriels aimeraient aller vers la nutraceutique, c'est-à-dire vers des aliments-médicaments, mais la réglementation est sévère et le savoir en nutrition est limité. Il reste alors cette voie plus simple : étoffer la

représentation de l'aliment par des valeurs non-alimentaires : éthiques, esthétiques, culturelles, politiques, sociales... De fait, les acteurs de l'agroalimentaire ne s'en privent pas : les représentations sont devenues une sorte de matière première pour cette industrie, exploitées par le marketing, la publicité, les médias et, d'une manière générale, tous les services à la production [S. Lahlou, 1996]. C'est ainsi la filière qui est en partie responsable de l'importance prise par ces aspects immatériels. La seconde raison tient à l'éloignement croissant entre les citoyens et la production agricole. On a vu que dans les débats récents sur l'alimentation, par exemple sur l'ESB, les acteurs débattent d'objets dont ils ont rarement une connaissance directe. Du coup, la représentation devient un enjeu puisque c'est elle qui va influencer les législateurs et les électeurs en l'absence de proximité avec l'objet.

« Les représentations sont l'œil de l'esprit »

Mais avant de pousser l'analyse, j'aimerais vous livrer quelques éléments techniques pour nourrir le débat : au lieu d'utiliser les mots image et imaginaire, je vais employer les termes plus techniques de représentation mentale et de représentation sociale, en relation avec des concepts bien définis en psychologie. Et je vais essayer de vous décrire ce que sont ces objets tels que l'expérimentation scientifique et l'observation les voient. La représentation, c'est ce qui tient lieu de l'objet dans la pensée. Si je vous parle par exemple de chapiteau, ce dont je vous parle est présent à votre conscience en ce moment même par expérience directe, puisque nous sommes sous un chapiteau. Mais si je vous parle de maïs ou de vache, vous vous

représentez avec « l'œil de l'esprit » ce dont je parle. La représentation permet de penser des objets absents. En fait, on peut démontrer que même quand l'objet est présent, c'est cette représentation qui va guider notre pensée. Elle permet également de penser des choses qui ont une partie matérielle complexe, ou même qui sont immatérielles, comme « le gouvernement », « l'ESB » ou « le développement durable » qui n'existent que sous forme de représentations. La représentation n'est pas innée, elle se construit par expériences directes ou par enseignements. Elle va se modifier surtout par la pratique et aussi par la réflexion et la discussion. C'est un objet psychologique et ses propriétés sont psychologiques. Elles peuvent donc être différentes des propriétés physiques, chimiques, juridiques ou économiques de l'objet représenté. Par exemple, en France, le hérisson, la limace ou le chien sont techniquement mangeables – ils sont d'ailleurs mangés dans d'autres pays – mais ils ne sont pas dans nos représentations. Lorsqu'il s'agit de penser, ce sont les propriétés de la représentation qui l'emportent et non pas les propriétés matérielles de l'objet. Modifiez la représentation, et vous modifierez les habitudes.

D'autre part, la logique de la représentation étant psychologique, elle obéit notamment à la loi de l'association : des éléments associés dans l'expérience individuelle peuvent se « coller » à la représentation au point de s'y intégrer. Quand on associe deux représentations, l'une peut marquer l'autre ou la contaminer. Considérons par exemple une bouchée au chocolat sous forme d'excrément : personne ne souhaite la manger, même en sachant bien qu'il s'agit de chocolat. Ce n'est pas parce que nous sommes stupides, c'est

(1) Bertil Sylvander, directeur de recherches Inra, responsable de l'Unité de Recherche sur l'économie des qualifications agroalimentaires (UREQUA). Il est notamment l'auteur, en 1988, d'une publication Inra sur les résultats d'une enquête concernant l'alimentation service.

parce que les représentations se colent dans notre esprit et que les propriétés de l'une gagnent les propriétés de l'autre. La constitution des objets de dégoût peut ainsi être transmise sur une base purement culturelle, en dehors de tout rapport direct avec l'objet, ils n'en sont pas moins puissants comme on le voit pour les interdits alimentaires religieux [Douglas, 1967]. De même, lors de la constitution de représentations, l'homme va associer les éléments du contexte vécu. Il va ainsi utiliser différents indices comme signes de qualité d'un produit : l'aspect, la marque, le lieu d'achat... pratiquement n'importe quoi peut être utilisé comme indice et s'agglutiner à la représentation. C'est ce type de propriétés associatives qui est utilisé par la publicité pour créer des connotations positives afin de vendre un produit.

« Le lapin n'est plus un aliment »

La représentation est presque toujours une construction collective et historique. On parle de représentation « sociale ». Les objets du quotidien, qu'ils soient matériels ou immatériels, depuis « le lait » jusqu'à « le gouvernement », sont présents dans une culture donnée sous forme de représentation sociale qui est une sorte de manuel d'utilisateur du sens commun, qui permet de guider l'action et la prise de position des individus. Dans une culture donnée, les individus partagent tous plus ou moins les mêmes représentations d'un même objet donné. C'est ce qui va leur permettre de se comprendre, d'échanger et de coopérer. Et pourtant, chacun s'est constitué sa représentation de son côté.

Comment est-ce possible ? C'est que les représentations individuelles ne sont pas indépendantes les unes des autres. Elles se reproduisent, elles se

recopient les unes les autres au cours de l'apprentissage, de la pratique, de la discussion entre individus. Elles sont comme des espèces vivantes, avec un certain génotype commun, mais avec des variations individuelles. Votre représentation personnelle du « maïs » a quelque chose de commun avec celle de chacun d'entre nous maïs, en même temps, elle est modifiée par votre position, votre expérience personnelle.

Il faut considérer les représentations sociales comme des espèces symbiotiques, - hébergées par les populations humaines, et qui nous aident à gérer notre relation avec notre environnement, un peu comme la flore intestinale que nous hébergeons nous aide à digérer. Il y a d'ailleurs une sélection naturelle des représentations qui va s'opérer selon leur efficacité ou non à guider l'action du quotidien, et il y a donc un rapport au réel : on ne peut pas fabriquer n'importe quelle représentation, il faut qu'elle soit validée par le réel. Je ne vais pas m'étendre sur ces questions, et je vous renvoie aux travaux des psychologues [Moscovici, 1961 ; Abric, 1994] mais ce que je veux vous faire comprendre, c'est qu'on ne peut pas changer une représentation sociale avec un claquement de doigts. Parce qu'il faut agir sur l'ensemble des représentants et cela se fait lentement. Un exemple, celui du lapin : à force de fabriquer des lapins en peluche, d'en faire des personnages de dessin animé ou de les vendre comme animaux de compagnie, cette espèce est en train de passer du statut d'aliment à celui d'animal familier dans les jeunes générations. Il y a déjà eu un précédent avec le cheval. Bref, on ne mange presque plus ni de l'un, ni de l'autre. La filière cunicole est extrêmement embarrassée par ce changement de représentations et essaye

de renverser la tendance avec de la communication mais c'est très difficile [voir les remarquables travaux de Merdji, 2001].

Malchance pour la filière agro-alimentaire, les représentations y sont particulièrement prégnantes en raison même des spécificités psychologiques de l'alimentation, marquée par la « pensée magique ». L'homme croit ainsi qu'il devient ce qu'il mange. C'est le principe d'incorporation : il s'imagine qu'il va prendre personnellement les caractéristiques de ce qu'il mange [Fischler, 1990 ; Lahlou, 1998]. Les travaux de Paul Rozin (2) [ex. Rozin et Nemeroff, 1989] sont à cet égard particulièrement démonstratifs : les sujets refusent vigoureusement d'ingérer des substances psychologiquement contaminées sans pour autant que leur valeur nutritive soit mauvaise ou présente un danger sanitaire quelconque. Par exemple, une expérience très classique de Rozin, et tout à fait reproductible, consiste à prendre un verre de jus d'orange dans lequel on a trempé un cafard. Même si le cafard a, devant le sujet, été stérilisé dans une étuve, et enlevé du verre, personne ne veut le boire ou du moins tout le monde préfère un jus d'orange qu'on n'a pas « cafardisé ». De même, essayez de boire la salive de quelqu'un d'autre dans un verre, même si elle a été bouillie au préalable... Vous verrez que ce n'est pas un acte anodin. On a démontré expérimentalement que les étudiants américains croient qu'un peuple qui, toutes choses égales par ailleurs, mange des sangliers, sera statistiquement plus poilu, plus résistant, plus rapide à la course qu'un peuple qui mange des tortues de mer, et qui sera, lui, plus placide, meilleur nageur, et avec des yeux verts (rires). Et ce n'est pas vrai seulement pour les étudiants améri-

(2) Paul Rozin, professeur de psychologie à l'Université de Pennsylvanie à Philadelphie. Il a analysé la notion de pensée magique dans l'alimentation et a mené de nombreux travaux sur les goûts et les dégoûts alimentaires, l'image du corps et la morale.

cains! Ce principe d'incorporation est illogique, il découle de la nature même de la pensée symbolique. Il est illusoire de vouloir le modifier à l'aide d'arguments scientifiques rationnels. Il faut faire avec.

**« Endoctriner
les consommateurs pour
changer leurs représentations
est voué à l'échec »**

Pour conclure, un mot sur le changement des représentations. Ainsi que je le disais précédemment, elles guident la pensée et influencent nos comportements. Elles vont donc constituer un enjeu majeur pour ceux qui sont intéressés à l'objet. On le voit bien au niveau politique. C'est pour cela que le débat dans les médias est si important : chacun essaye de changer la représentation pour que tout le monde voie midi à sa porte. Et la représentation est un enjeu d'autant plus fort dans le débat que les objets matériels sont loin car dès lors, la pratique ne peut pas la moduler : la représentation est seule à agir.

S'il est possible, dans une certaine mesure, de changer les représentations, les essais de persuasion des consommateurs pour modifier leurs comportements dans le domaine alimentaire, en les endoctrinant avec des arguments rationnels, sont voués à l'échec, comme on le sait en psychologie sociale depuis les travaux de Lewin (1943). Dans les années 40, pour faire face aux restrictions dues à la guerre, le gouvernement américain a essayé de faire manger des abats à la population. Cela n'a pas marché. Ou plutôt, on s'est aperçu qu'il ne suffisait pas d'essayer de persuader les gens : il faut les faire participer au changement. Une campagne de communication « descendante » a très peu de chances de produire des effets ou du moins des effets durables. Autrement dit, ce

n'est pas en démontrant scientifiquement que le chien est comestible ni en le répétant dans des spots radio qu'on développera la consommation de bouche de chiens en France... L'ignorance de ces faits scientifiques par un certain nombre de décideurs et l'approche naïve qui s'ensuit dans la construction des campagnes de communication n'aboutissent en fin de compte qu'à augmenter la désorientation et la suspicion des consommateurs. C'est sidérant : cela fait 50 ans qu'on continue à faire cela ! Régulièrement, j'expertise des projets qui visent à faire de l'endoctrinement du consommateur, et cela n'a aucune chance d'aboutir.

La construction des représentations sociales et des pratiques est un processus long, négocié, progressif et qui nécessite la participation des acteurs concernés. Cela passe par une sympathie pour ces acteurs, un effort de compréhension de leurs points de vue, le respect de ces derniers, et une ouverture à construire les modèles avec les utilisateurs. J'insiste sur « avec » et non « pour » les utilisateurs. Ce qu'on fait « pour » l'autre, on le fait « à » l'autre. Que faire ? Négocier avec les acteurs les changements de pratique pour changer la représentation, à travers l'éducation, l'expérience directe et aussi à travers la réglementation. Toutes les initiatives qui procurent des expériences directes aux individus, « multimodales » comme on dit en psychologie, c'est-à-dire pas seulement sur le plan symbolique, mais physique, seront plus efficaces que la communication. On peut citer les classes du goût, le tourisme vert, les journées Portes Ouvertes... On sait que l'implication des acteurs dans les processus de changement est une condition favorisée. On peut citer les conférences de consensus, le militantisme, les écoles d'été... Ce

que fait la Mission d'Animation des Agrobiosciences de ce point de vue là est particulièrement pertinent.

Une phrase pour conclure : souvenez-vous que les représentations ont des caractéristiques analogues à celles des espèces vivantes, le processus de changement doit être abordé, non pas comme un combat, mais comme une domestication et comme une culture ».

BIBLIOGRAPHIE

ABRIC, Jean-Claude (1994).

Les représentations sociales : aspects théoriques. In : Abrid, J.-C. (éd.), Pratiques sociales et représentations. Paris : P.U.F., 1994. pp. 11-35.

DOUGLAS, Mary (1967). De la souillure.

Essai sur les notions de pollution et de tabou. trad. A. Guérin. Paris : Maspéro, 1981.

FISCHLER, Claude (1990). L'omnivore.

Paris : Odile Jacob, 1990.

LAHLOU, Saadi (1996). Experts, industriels, médias, consommateurs, institutions : comment les représentations des acteurs et le marché se co-construisent. In Ismène Giachetti (éd.) : Identités des mangeurs, images des aliments.

Paris : Polytechnica, pp. 123-150.

LAHLOU, Saadi (1998). Penser Manger. Alimentation et représentations sociales. Paris : P.U.F., 1998.

LAMBERT, Jean-Louis (1986). Les modèles

de consommation alimentaire en France.

Paris : Lavoisier, 1986.

LEWIN, Kurt (1943). Forces Behind Food Habits and Methods of Change. Bulletin of the National Research Council, n° 108, October, 1943. pp. 35-65.

MERDJI, Mohamed (2001). L'imaginaire du dégoût : une approche anthropologique de l'univers émotionnel de l'alimentation. Thèse, Paris IX-Dauphine. 2001.

MOSCOVICI, Serge (1961). La psychanalyse son image et son public. Paris : P.U.F., 1976.

ROZIN, Paul, NEMEROFF, Carol J. (1989). The Laws of Sympathetic Magic : A Psychological Analysis of Similarity and Contagion. In : J. Stigler, G. Herdt & R. A. Schweder (eds), Cultural Psychology : Essays on Comparative Human Development. Cambridge (UK) : Cambridge University Press, 1989. pp. 205-232.

SYLVANDER, Bertil (1988). L'alimentation service : résultats d'enquêtes, Toulouse : INRA, Économie et sociologie rurale, 1988.

Les repères perdus du paysan, nourricier et patriote

Catherine Boyer-Durrieu est consultante en formation et communication. Auteur d'un mémoire de DESS sur « La terre, enjeux sociaux et anthropologiques d'un métier en mutation » (2001-2002, Université de Pau et des Pays de l'Adour), elle nous a fait part, à Marciac, de ses hypothèses pour expliquer, sur le plan symbolique, les incompréhensions entre l'agriculture et le reste de la société.

« **J**e souhaite vous proposer une lecture qui a fondé ma réflexion concernant le malentendu que je repère entre la société et les agriculteurs. Car pendant vingt ans de ma vie professionnelle, en tant que chargée de communication, cette question m'a taraudée sans que je parvienne réellement à la traiter de façon efficace : comment réduire ce malentendu ? D'autre part, personnellement, je suis fille d'agriculteur : comme je suis de la première génération qui a quitté la terre, je vis tous les paradoxes de cet attachement et de cet éloignement à la terre.

Pour traiter ce sujet, j'ai fait l'hypothèse que ce malentendu s'appuie sur deux perceptions de la terre, elles-mêmes issues d'un socle socio-historique que vous connaissez et dont on peut tirer trois constats : le premier, c'est que nous sommes passés en un siècle d'une société agricole à une société urbaine – il y a aujourd'hui environ 5 % d'agriculteurs en France. Le deuxième est que le « travailleur de la terre » est passé de l'état de paysan au métier d'agriculteur. Le troisième constat, c'est que le statut de

la terre, lui aussi, a changé. Auparavant, chacun avait une relation patrimoniale à la terre. Aujourd'hui, les agriculteurs ne cultivent plus que 50 % du territoire français et le lien direct à la terre s'est distendu. Beaucoup de surfaces sont tombées dans le domaine public.

A partir de ces constats, j'ai voulu regarder ce qui se passait du côté des mythes et de l'imaginaire. D'abord, il est quand même surprenant que le fait que la terre cultivée par l'agriculteur soit en homonymie avec le globe terrestre. La terre, c'est donc un des quatre éléments qui fondent notre univers. Par ailleurs, celle-ci a toujours joué un rôle puissant dans la mythologie grecque ou romaine, à partir de dieux et de déesses, que ce soit Gaïa, la terre primordiale, ou Demeter et Cérès, la terre fécondée, cultivée. Du côté de la religion, les choses sont également très explicites : dans sa traduction de la Bible, André Chouraki appelle Adam, le « glèbeux », celui qui a été issu de la terre, fait de la terre. D'ailleurs, *homo* – homme –, ne vient-il pas du latin *humus*, la terre ? A travers ce que je viens de vous dire sur le sacré et sur la terre élément, j'ai considéré que pour chacun d'entre nous, agriculteur ou non, la terre est un fondement archétypal de notre personnalité et de notre civilisation. Nous nous appuyons individuellement sur un inconscient collectif qui nous modèle. D'une certaine manière, tout le monde, à sa façon, porte la terre en soi.

Du côté du malentendu, si on regarde les représentations et les symboles de la terre, ceux-ci s'articulent, me semble-t-il, autour de deux approches. D'un côté, la terre est considérée comme une matrice, la mère de tous les dieux, la *materia*

prima, la mère nourricière, symbole de fécondité et de régénération. Comment s'inscrit le paysan dans cette vision ? Il nourrit les hommes à partir de la terre. C'est une vision plutôt maternelle de la terre, une terre-mère. Mais de l'autre côté, la terre peut également être perçue comme un pays, un sol, une nation, et un patrimoine, ce qui vient du père : nous avons là une terre-père. Et là encore, le paysan qui occupe le sol, qui l'a terriblement défendu au moment de la guerre de 14-18, se confond avec la patrie. D'une certaine manière, on a là un travailleur de la terre, un agriculteur, un paysan qui est le tenant, pour tout un chacun, à la fois d'une terre-mère et d'une terre-père.

Aujourd'hui, le rapport de l'agriculteur à la terre a changé et la société s'en trouve déstabilisée dans son lien au monde paysan. Si l'on regarde le rapport à la terre nourricière, il existe plusieurs évolutions notables : la fonction de production s'est intensifiée et la préservation de la terre est mise à mal par l'ajout de produits chimiques et la mécanisation. De même, le lien charnel que le paysan incarne de façon mythique avec la terre s'est distendu à travers les remembrements, l'extension des exploitations, et le partage avec le public, symbolique ou réel. En réaction, qu'exprime la société ? Une demande de sécurité sanitaire face à une terre nourricière attaquée, la garantie de l'origine des produits et, bientôt, le soin et la santé à travers l'aliment médicament. Autant de fonctions maternelles.

Du point de vue de la terre-père, le rapport de l'agriculteur à la terre patrimoine a également changé. Elle est devenue source d'un bien commercialisé : le sol est devenu un objet d'investissements financiers

« Elle avait pas la bonne représentation »

et de rentabilité. Que demande la société en réassurance par rapport à ces repères perdus ? Une appropriation des paysages, le refus et la contestation du pouvoir des agriculteurs et un partage des territoires.

Y a-t-il des rapprochements possibles, des voies de réconciliation entre agriculteurs et société ? Si on part du lien à la mère, on peut peut-être réfléchir à une manière de parler de la terre en termes de rapports humains, de durabilité, de modes de vie, de terroirs, de projets personnels et politiques. Si on parle du lien au père, on peut évoquer le territoire, l'organisation collective, les règles publiques, les outils économiques, le marché et les techniques de production ».

Si l'agriculteur parle de son rôle en respectant l'équilibre entre ces deux approches « terre-mère » et « terre-père », il y a toutes les raisons de penser qu'il entrera dans le processus de reconstruction du lien social par la force symbolique de ce métier du vivant.

Parce que les vertus du rire sont à prendre au sérieux, de drôles d'experts ont été conviés, lors de cette édition 2003, à intervenir dès qu'ils le souhaitent. Ce qu'ils n'ont pas manqué de faire, jaillissant dans le chapiteau, ébouriffant les débats, bousculant gentiment les intervenants et renvoyant à l'ensemble des participants un miroir déformant ô combien réaliste. Victor et Lili, de la compagnie du Bataclown (www.bataclown.com. Domaine de la Robin, 32 220 Lombez. Tél. : 05 62 62 46 78), ont l'art de saisir au bond des bouts de phrase, d'attraper au vol des expressions émaillant les débats, pour se régaler à les illustrer au pied de la lettre, en une pirouette. Première irruption intempestive de ces deux « clowns analystes ».

Lili : Coucou...

Victor : C'est nous ! On est content d'être là... NOTRE terre !

Lili : Notre terre, qu'elle est belle !

Victor : NOS paysages. NOS animaux.

Lili : Ma sous-préfète ! (Elle embrasse une dame dans le public).

Victor : MON président de l'Inra. Où il est ? Il faut que je le salue. Ah, il est là-bas. Allez, on se fait la bise. (Il embrasse Bertrand Hervieu).

Lili (qui frotte de sa main le crâne de Patrick Legrand) : Victor, t'as vu, c'est très sec. (Elle prend un arrosoir et verse de l'eau sur sa tête).

Victor : Qu'y ait pas d'ambiguïté, c'est de l'eau de la ville ! On n'a pas pris l'eau de la Neste.

Lili : Je suis la citadine. Je viens juste à la campagne en vacances.

Victor (saluant les trois intervenants à la tribune, qui sont placés devant trois toiles peintes, figurant des portraits d'agricultrices et d'agricul-

teurs) : Vous êtes déjà collés devant les représentations, vous. T'as vu Lili, ça c'est typique : y a des représentations et paf ! les spécialistes font écran. (applaudissements).

Lili : Ce qui est très dur avec les représentations, c'est qu'y a des représentations et des interprétations des représentations. C'est beaucoup, beaucoup de travail.

Victor : En tout cas, j'vais te dire, y a un truc qui m'a choqué, hein. Parce que regarde ces représentations (il désigne les toiles), les hommes, qu'est-ce qu'ils font ? Regarde : un fainéant et un communiste !

Lili : En revanche, il y a une très belle néo-rurale. Elle a la jupe légèrement ouverte.

Victor : Ça, c'est un Parisien qui l'a peinte... Bon, allez, on est là pour bosser. On vient faire la synthèse. Ah, mais y a un problème de place sur cette tribune (G. Lopez se lève alors et s'apprête à quitter discrètement la tribune). Ah non, restez là. On vient faire la ferme et on a besoin des animaux.

Lili : Donc je suis la citadine et je suis une publicitaire en vacances. La la la. Mais où sont donc passés les paysans ? Je vais à la recherche de ma chambre d'hôte.

Victor (en blouse blanche) : J'attends quelqu'un qui vient pour la chambre d'hôte. Faut vous dire que je suis un agriculteur libéré. Non, c'est pas ça. Comment il a dit ? Ah oui, émancipé. Et que j'ai choisi tout seul, moi, de me raisonner et de me faire le gîte.

Lili (désignant Victor) : Ça doit être un chercheur de l'Inra. Bonjour monsieur le chercheur de l'Inra.

Victor : Ah non, non, non. Flamant, il est par là, dans la salle. Moi, je suis agriculteur.

Lili (qui défaille) : Aaaaah...

Victor : Pauvre petite, qu'est-ce qui vous arrive ?

Lili tombe à la renverse et s'écroule à terre.

Victor (*la désignant*): Le choc des images... elle avait pas la bonne représentation (*applaudissements*).

Lili (*se relevant et parlant d'une voix rauque*): Il a l'air d'être chimiste. Il a dû balancer un maximum d'engrais, je vais pas pouvoir boire l'eau du robinet.

Victor (*désignant le public*): Mais regardez, ils vont très bien. Oh et puis si vous saviez... (*il se met à pleurnicher*). Pour tout vous dire, ça va pas du tout (*il se tord et se tâte le corps*). J'ai comme une compression à droite et à gauche, vous voyez, là: j'ai la grande distribution qui m'opprime d'un côté, et l'industrie agro-alimentaire de l'autre qui me bloque le plexus.

Lili: Oh la la.

Victor: Je me sens étranglé. On me dit que je suis libre et je suis attaché. J'en ai plein le cul! En aparté: Pardon, excusez-moi, c'est une expression locale.

Lili: J'avais pas conscience de tout ça, de la réalité. Mais moi, je suis une publicitaire et je vous le dis: il faut absolument changer de look si vous voulez communiquer avec la société. Elle lui tend un pantalon de velours côtelé marron.

Victor: C'est pour la photo, j'imagine. A chaque fois, ils me foutent le pantalon en velours.

Lili: Il parle pas trop le paysan.

Victor: Ah oui, il se tait. Et il réfléchit (*mimique*).

Lili: Non, le paysan, il réfléchit pas, il parle pas. Il est là, il est dans l'être. Ici, on a un paysan simple, mais il manque un petit quelque chose. Il faudrait qu'il fasse simple, mais évolué. (*Elle lui met un boa jaune autour du cou*).

Victor: Vous êtes sûre? Vous vous appuyez sur le sondage BVA?

Lili: Oui...

Victor: Et ils vous ont payé, pour le faire, ce sondage?

Lili *tendant à Victor une cloche de vache*: Et puis, il faut tout de même qu'il garde ses racines. Voilà. Nous avons donc un paysan simple, mais évolué, naturel et... PROPRE. (*Elle l'époussette*). C'est pas mal du tout...

Victor: Mais vous êtes sûre que le sondage est bon?

Lili: Ensuite, ils disent: entre la fourche et la fourchette. Alors, on sucre les intermédiaires (*elle lui met dans le dos une fourche rouge de satire*). Et surtout, il faut qu'il soit trouvable, repérable de loin. (*Elle lui tend un poulet en plastique*).

Victor, se mettant à chanter: Qui veut mes poulets du Gers? Achetez mes poulets du Gers! Avec mes poulets du Gers retrouvez l'identité culturelle locale!... Ah nom de Dieu, et après? (*Il se tourne vers la publicitaire*).

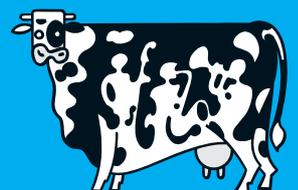
Lili: Pas mal. Mais c'est quand même très bizarre. Comment vous vous sentez?

Victor: Vous voulez que je vous dise? MANIPULÉ.

L'AGRICULTURE EN F

REPRESENTATION(S)

Repérer les représentations mentales que suscite l'agriculture pour chacun, les exprimer, les comparer et en analyser l'origine et la puissance, tel était l'objectif de ce deuxième temps. Des images fortes, drôles, graves ou émouvantes : métaphores d'une agriculture rêvée, visions cauchemardesques d'une productivité refusée, icônes d'une nature idéale... Mais aussi, au-delà de ces mots, des visages, des paysages et des regards d'artistes. Cet imaginaire individuel et collectif que tous ont tenté de mieux cerner, a sans doute contribué à installer une ambiance intimiste, baignée par les analyses culturelles et psychologiques.



Des cercles vertueux ?

On ne change pas une formule qui marche. Expérimentés l'année précédente, les cercles de conversation, conviant l'ensemble des participants à contribuer à la réflexion et à échanger les points de vue, avaient incontestablement participé à une meilleure mise en discussion. Reconduits pour cette 9^e édition, ils se sont déroulés au cours des deux matinées de l'Université. Dans un premier temps pour recenser et analyser les images et les imaginaires que chacun a de l'agriculture, quels que soient son métier et son origine. Et, le lendemain, pour réfléchir à la manière dont ces représentations sont mises en œuvre dans les échanges économiques.

Dispersés à l'ombre des platanes, neuf groupes ont ainsi été constitués, mêlant agriculteurs, universitaires, chercheurs, artistes, psychologues ou représentants d'association au gré des hasards, et impliquant à chaque fois un animateur et un rapporteur. On se présente, on rapproche les chaises pour mieux s'écouter, et puis, progressivement, l'échange se construit. L'ambiance est studieuse, la parole parfois intimiste, un peu timide. Où l'on livre des souvenirs d'enfance, où l'on parle de ses racines, où le subjectif a pleinement lieu d'être. On s'étonne, à l'heure de conclure, d'avoir produit ensemble une réflexion qui se structure, des analyses collectives. On aide le rapporteur, parfois peu habitué à cet exercice, à synthétiser plus d'une heure de débat. On l'encourage à l'heure de la restitution. Et de fil en aiguille, de clin d'œil en petits signes de reconnaissance, il y a comme une complicité qui s'instaure au sein du cercle, bien après qu'il se soit défait. Peut-être parce que ce sont là des individus qui se rencontrent, et qui en oublient d'être justement, « en représentation ».

Paroles restituées

Au cours de la première matinée de l'Université d'Été, les neuf cercles de discussion planchaient sur le thème suivant :

« Quels sont nos images et nos imaginaires de l'agriculture ? » et ont fait des restitutions à l'ensemble du public. Ce sont ces micros comptes-rendus qui sont reproduits ci-dessous.

Une « matière première » qui a largement nourri les débats et les interventions qui ont suivi.

Cercle 1.

Rapporteur : **Cécile Ha Min Tu.**

« Le marketing répond au désir, alors que l'agriculteur répondait autrefois au besoin »

« Notre groupe ne comportait aucun agriculteur et notre travail s'articule autour de 4 points : les mots, le lien au politique, la question de l'image et le marketing.

- D'abord, les mots imaginaires et représentation. Imaginaire est un concept polymorphe, qui peut amener à dire : trop d'images tuent l'image. Ce qui nous a conduit à parler de Dieu, car nous n'en avons pas d'image. Le mot représentation nous a également amené à parler de Dieu car la représentation est un concept qui doit être validé par le réel. Or Dieu est une représentation qui n'a jamais été validée et qui, pourtant, a permis de façonner le monde. D'où le fait qu'il faut être très vigilant dans l'utilisation des mots car la négligence quant à leur sens peut conduire à la manipulation et à des dérives. Nous avons également cité Confucius : « Gouverner, c'est rendre aux mots leur sens partagé ». Mais le sens évolue. Autrefois, campagne était synonyme de ruralité, c'était clair.

- Ensuite, le lien au politique : nous avons parlé de la néo-ruralité, un mot qui a été repris en 1968 par les révolutionnaires, mais aussi par Pétain et le gouvernement de Vichy. Même chose avec le paysage, que Gambetta avait mis en avant dans le cadre d'un projet politique de diversité paysagère destiné à augmenter la capacité de production et à ancrer la République.

- Troisième point : pourquoi la question de l'image se pose-t-elle pour la ruralité et pas pour le milieu ouvrier ? Parce que c'est le lien au vivant et que nous refusons que ce qui nous nourrit soit lié aux groupes financiers. Le vivant est lié à l'affectif.

- Enfin, nous avons constaté que nos images sont troublées par l'invasion du marketing qui nous inonde. Il y a là une perte de repères, qui explique les contradictions, y compris le décalage qui existe entre les réponses des consommateurs au sondage BVA et leurs comportements réels. Nous en avons conclu que le marketing s'adresse au désir, alors que l'agriculteur s'adressait autrefois au besoin ».

Cercle 2.

Rapporteur : **Christiane Pieters.**

« Faut-il organiser la nostalgie ? »

« Notre groupe mêlait agriculteurs et non-agriculteurs. Nous sommes partis de l'image donnée ce matin par le consommateur qui a évoqué une exploitation dont le propriétaire faisait de l'aligot et des productions surprenantes pour certains. Avec un côté archaïque qui ne déplaisait pas et, à côté, une représentation un peu plus moderne demandée par le consommateur, mais qui exige en même temps de l'authenticité. Et nous nous sommes demandés si

l'addition de l'archaïsme et de l'hygiène ne pouvaient pas produire une image un peu plus moderne.

Sur les modes de production, nous avons réalisé que dans l'imaginaire de beaucoup d'entre nous, une exploitation de petite dimension produit, par définition, de la qualité. À l'inverse, ce qui est industriel serait « mauvais ». Dans le même ordre d'esprit, les agriculteurs déplorent d'avoir à justifier en permanence le fait qu'ils produisent finalement de bonnes choses.

Sur le comportement du consommateur, certains ont dit que celui-ci était fortement influencé par les médias qui organisent la consommation. D'autres pensent que cette communication est voulue par les patrons et les politiques pour mettre sous tutelle les consommateurs.

Ensuite, nous nous sommes demandés pourquoi la société aurait le droit d'évoluer et pas l'agriculture ? En fait, il y a une demande de réciprocité : les agriculteurs s'adaptent à ce qui est moderne. Pourquoi les consommateurs n'essaient pas de s'adapter à leurs propres avancées ? Cela nous a conduits à aborder les problèmes de la formation des agriculteurs, où manque le volet communication. L'ouverture des agriculteurs a également été évoquée, sachant que le monde agricole est peut-être un peu vieillissant et que les agriculteurs d'aujourd'hui ont une plus grande faculté d'ouverture que ceux d'hier. Même chose avec la représentation des agriculteurs dans les instances agricoles.

En conclusion, nous nous sommes posé cette question : faut-il organiser la nostalgie ? Cette phrase est de l'un des membres du groupe. Ce qui, du même coup, nous a rendus un peu moins nostalgiques, car la nouvelle PAC qui se profile prend en compte notamment la diversifica-

tion des exploitations et les demandes de la société en termes de paysages ».

Cercle 3.

Rapporteur : **Agnès Terrieux**

« Il y a autant d'imaginaires que d'imaginants »

« Nous nous sommes essentiellement interrogés sur la manière dont on avait construit les images et les imaginaires de l'agriculture. Et nous nous sommes mis d'accord sur le fait qu'il y avait plusieurs agricultures et qu'il y avait autant d'imaginaires que d'imaginants. Car le passage de la tradition à la modernité se fait à travers l'histoire de chacun : chacun a une image de l'agriculture qui lui est propre.

Toutefois, nous étions également d'accord pour dire que le problème de l'image de l'agriculture, c'est celui des agriculteurs, pour les agriculteurs, qui ont le sentiment d'être sur la défensive. Ils sont fiers des progrès qu'ils ont fait accomplir à leur secteur et en même temps choqués de l'ingratitude que leur manifeste le reste de la société.

Enfin, durant ces échanges, une phrase forte est venue de l'agriculteur qui faisait partie de notre groupe : Il faut un imaginaire réaliste. Pour que la technicité assure la production et que la tradition assure la vente ».

Cercle 4.

Rapporteur : **Karine Tavernier**

« De beaux paysages muséifiés... où l'on ne voit pas l'agriculteur »

« Dans ce groupe très équilibré, moitié agriculteur, moitié non-agriculteur, il s'est dégagé de nos discussions une grande différence

entre l'image médiatique de l'agriculture, et l'image d'une agriculture réelle. Prenons l'image de l'agriculteur véhiculée dans les médias, et notamment dans les publicités dont l'agribusiness et la grande distribution sont à l'origine : on y voit de beaux paysages verdoyants, un peu muséifiés, patrimonialisés, dans lesquels finalement on distingue très peu d'agriculteurs. En revanche, les animaux ont une place importante, mais sans qu'on voie la mort. Autre image de l'activité agricole véhiculée par les médias : celle d'une activité naturelle, avec une certaine pureté et où l'intervention humaine est quasiment absente. Tout semble découler de source.

À l'opposé, il y a l'agriculture réelle, qui utilise des techniques modernes pour produire. Il résulte de cette dissociation une forme de dénigrement ou de vision un peu négative de l'agriculture, avec des a priori : les agriculteurs vivent sur le dos des contribuables, ils dépendent des subsides publics, ils polluent, ils gaspillent l'eau... Et puis, il y a aussi l'agriculture porteuse de mort. Donc une dissociation très importante. Il y a eu ainsi une remarque très intéressante d'un des participants : oui, je veux travailler dans les campagnes, je veux vivre dans la nature. Et non pas : je veux produire de l'alimentation ».

Cercle 5.

Rapporteur : **Anne-Marie Granié**

« La recherche de la rencontre avec MON paysan, MON produit, est à la mode »

« Notre groupe comprenait deux agriculteurs. Premier point : nous avons relevé un paradoxe entre d'une part les images sur la diversité des agricultures et des agriculteurs

et, d'autre part, une représentation uniforme du métier. Cela nous a semblé très gênant. S'y ajoute, selon nous, une faible contestation du système qui a pourtant produit une image négative et une crise de la représentation. Le citoyen néo-rural ne sait pas parler avec l'agriculteur. Il y a là un problème de code et de connaissance du métier. Et toute course au profit semble source de représentations négatives.

En revanche, la recherche de la rencontre avec « mon » paysan, « mon » produit est à la mode. Il n'empêche que cela ne doit pas nous faire oublier que la question de la démocratie reste posée plus que jamais, a dit l'un des participants. En fait, en terme de représentation, nous avons constaté un grand écart entre celle de l'agriculteur pollueur, empoisonneur, gaspilleur, et le désir d'une campagne idyllique, dans laquelle l'agriculteur doit jouer le rôle du prince, du charmant et du jardinier ».

Cercle 6.

Rapporteur : **Alain Lefebvre**

« Passer d'une solidarité subie à une solidarité voulue »

« L'ambiance était sympathique et les idées intéressantes, malgré un handicap quasi insurmontable : l'absence de représentation féminine dans le groupe (rires).

Deux mots clés peuvent résumer nos échanges : d'abord le mot entreprise, entrepreneur. L'agriculteur est un chef d'entreprise, il doit savoir mobiliser des compétences fortes et nombreuses pour des missions contradictoires, voire indéterminées. Cette dimension entrepreneuriale a été jugée ambiguë, car elle met l'accent sur le métier, alors que l'agriculteur est aussi au centre d'un certain choix de vie.

Deuxième mot fort : l'étranger. Celui qui arrive dans le monde rural. Un étranger porteur d'innovation, d'activité, de vie sociale, parfois aussi de bras et de jambes, mais aussi de stratégies individualistes.

Ces deux thèmes transversaux nous ont semblé introduire le débat de demain : il convient de passer d'une solidarité nécessaire, voire subie, celle du village d'autrefois, à une solidarité voulue, celle des recompositions d'aujourd'hui – sacré programme –. De même, il paraît nécessaire de passer de la notion de mal-être et de malaise ô combien exprimée depuis ce matin, à la valorisation de la ressource. Un exemple : l'agriculteur vit quotidiennement dans le vivant. Le citoyen contacte le vivant de façon intermittente, voire très distanciée. L'air pur est-il forcément climatisé ou aseptisé ? L'épandage est-il systématiquement antinomique avec l'air pur ? Développer une culture de vivant, c'est un problème d'éducation, ce n'est pas seulement un problème de représentation. Le mot de la fin a été prononcé par l'un des participants : chasser les choix politiques, ils reviennent au galop ».

Cercle 7.

Rapporteur : **Matthieu Calame**

« Un inventaire à la Prévert »

« Premier point sur le déroulement de nos réflexions : notre animateur a souhaité que les gens ne se présentent pas, afin que leurs discours ne soient pas stigmatisés. Nous n'avons donc appris qu'à la fin la composition du groupe, avec une seule personne travaillant sur une exploitation agricole et qui ne s'est pas définie comme agriculteur. Et une seule personne qui n'avait abso-

lument aucun lien avec l'agriculture, qui ne s'est exprimée qu'à la fin, au moment du dernier tour de table.

Il en ressort une grande diversité des images, comme dans les autres cercles, avec des associations d'idées ou des oppositions. Certains ont défini l'agriculture par rapport à l'usine, au jardin. Il y a eu l'association avec la transformation, notamment la mise à mort de l'animal, en lien avec l'aspect sociologique de l'organisation des agriculteurs, la manière dont est gérée la propriété de la terre et, enfin, un lien opéré avec certaines valeurs comme la solidarité.

De cet inventaire à la Prévert, il ressort quelques absents : le lien avec l'alimentaire, le territoire et la ruralité.

Par ailleurs, il y a eu une petite ambiguïté : nous avons glissé de l'agriculture à l'agriculteur avec beaucoup de facilité. Quant à l'agriculteur, certains ont insisté pour dire que c'était un métier, ou plus exactement une diversité de métiers. Quand la personne qui travaille sur une exploitation agricole a exprimé sa difficulté à donner une définition uniforme de l'agriculture et le sentiment que le type de travail qu'il fait sur sa ferme est très différent de celui que font d'autres agriculteurs, il s'en est suivi un dialogue assez vif, notamment avec des personnes travaillant au sein de chambres d'agriculture et de coopératives.

Dernier point : le lien avec les autres acteurs – les industries agro-alimentaires et les consommateurs. Certains ont trouvé que nous enfilions les poncifs comme des perles, et au regard du propos de M. Lahlou qui dit qu'une idée fait partie d'un écosystème d'idées, la question qu'on peut se poser – et c'est là un avis personnel – est la suivante : peut-on parler d'image de l'agriculture sans

parler de celles des autres acteurs : celle des industries agro-alimentaires, des consommateurs etc., également porteuses de beaucoup de poncifs ? ».

Cercle 8.

Rapporteur : **Jean-Pierre Estrampes**

« Les Français veulent la fête agricole sans le travail »

« Notre débat a été extrêmement courtois. Nous avons démarré sur l'image de l'agriculteur à travers les représentations données par les conseils généraux et les comités de tourisme, très archaïques et rassurantes – notons que ce n'est pas le cas des institutions du Gers. Nous avons parlé alors des agriculteurs jouant le rôle d'objets transitionnels pour la société française pour la guérir sans doute de son archaïsme, de ses difficultés à accepter la modernité. Nous avons également évoqué ce retour positif de l'agriculteur avec les fêtes, mais en oubliant que les fêtes étaient la suite d'un labeur épuisant. Il semblerait que les Français veulent la fête agricole sans le travail, le retour à une agriculture rêvée sans avoir les douleurs et les difficultés de ce métier.

Nous avons fait des ouvertures sur le monde et essayé de comparer avec d'autres pays : s'agit-il d'une représentation spécifiquement française de cette dualité, voire cette schizophrénie entre la réalité du monde agricole mécanisé, moderne et l'image traditionnelle, rassurante que l'on veut renvoyer ? Nous avons eu alors un débat sur la société française, où il a été demandé s'il n'y avait pas le désir du village de la force tranquille de F. Mitterrand en 1981, qui serait en fait Marciac, mais sans le jazz et sans toutes ses ouvertures, un monde replié sur lui-même...

Nous avons également évoqué la chape de plomb de la France de Vichy, avec son retour magnifié de l'agriculture, mais nous avons terminé sur une note positive, avec ce que nous faisons tous aujourd'hui à Marciac ».

Cercle 9.

Rapporteur : **Bernard Guidez**

« Il n'est pas facile de communiquer quand il faut se justifier »

« Trois sujets ont été abordés : d'abord, l'image que nous avons, nous, de l'agriculture. Ensuite, la communication entre l'agriculture et la société. Et enfin, le paysage.

Sur l'image que nous avons de l'agriculture, il faut dire que nous étions neuf agriculteurs, dont un bio, sur seize participants. Nous avons estimé que le métier est méconnu, y compris par les membres de notre famille qui viennent régulièrement sur notre exploitation. Il a également été rappelé que l'agriculture est certes une tradition, mais aussi un patrimoine vivant, avec une certaine inquiétude quant à sa transmission. Par ailleurs, c'est un métier difficile qui nécessite des stratégies, des gestions, des technicités. Et enfin, l'image principale qui est diffusée sur l'agriculture est issue de la télévision. Or celle-ci caricature, et ne parle de l'agriculture qu'en période de crise.

Ensuite, en terme de communication entre l'agriculture et la société : l'image, c'est un peu l'héritage. Il y a une certaine authenticité de l'agriculture. Il existe aussi un problème de positionnement de l'image car nous sommes confus, nous, acteurs du monde agricole. Et il est difficile de communiquer avec une image confuse... Pourtant, nous avons des

points communs et nous devons en permanence nous justifier. Et là aussi, il n'est pas toujours facile de communiquer quand il faut se justifier. Nous avons également évoqué la responsabilité des acteurs. Nous avons du mal à moderniser l'agriculture. Il faudrait remettre de l'humain dans la communication agricole. Et il y a à un travail local, de proximité, à mener. Celui-ci doit respecter les points de vue et éviter le mépris. Cela dit, il semblerait qu'émerge une nouvelle forme de relations entre l'agriculture et la société, plus positives, plus transparentes, avec des informations sur la réalité de l'agriculture d'aujourd'hui. Enfin, sur le paysage, nos avis étaient plus partagés. Certains disant qu'il y a du maïs partout, d'autres affirmant au contraire une mosaïque. Cela dit, nous avons constaté qu'il n'y avait pas d'organisation collective sur ce point. Au final, nous avons conclu que l'agriculteur est un acteur mais que les conseillers ne sont pas les payeurs ».

Retour sur images

Chargés d'introduire le sujet, en début de matinée, Catherine Boyer-Durrieu, Gérard Lopez et Saadi Lahlou étaient invités à réagir aux restitutions des cercles de discussion. Un « retour d'images » suivi d'une mise en débat avec l'ensemble du public.

Honneur aux femmes : c'est Catherine Boyer-Durrieu qui réagit la première aux comptes rendus des différents cercles de discussion. Ce qu'elle en retient ? La nécessité de replacer l'humain au cœur des représentations de l'agriculture. D'autant qu'en la matière, « les agriculteurs bénéficient d'un atout considérable dont peu de professions disposent : un capital sympathie. Ils font partie du mythe collectif. Ils incarnent l'identité collective. Il faut que leur passion et leur générosité s'expriment. Malheureusement, il reste un écueil trop souvent rencontré : cela s'exprime encore avec des relents de position de dominants. Et cela, la société ne peut plus l'entendre ». Selon Catherine Boyer-Durrieu, il convient au contraire, pour reprendre une formule de Bertrand Hervieu dans son livre, « L'archipel paysan », de « Faire terre ensemble ».

Vaste programme au vu de tous les poncifs que relève, quant à lui, Gérard Lopez, dès lors que l'on inventorie les images de l'agriculture. « Nous pouvons essayer de comprendre d'où ils viennent. Et nous pouvons aussi nous poser la question : est-on fier de notre agriculture ? » Pour le patron de BVA, l'opinion publique n'est actuellement capable de répercuter que deux visions extrêmes de l'agriculture - la version bucolique et les querelles syndicales - faute de diversité d'informations. Et de citer un exemple de

communication réussie : « Depuis très longtemps, mécanicien n'est plus perçu comme un métier noble. Or regardez aujourd'hui les campagnes publicitaires de certaines chaînes de réparation rapide : il n'y a plus de cambouis... Les mécaniciens sont tous en blouse blanche ! Ils se sont transformés en médecins de la voiture et la modernité est entrée dans l'atelier. En revanche, elle est toujours absente du monde agricole au niveau des perceptions. Du moins, elle n'y est pas perçue positivement ». Le diagnostic de Gérard Lopez : « On ne peut pas faire mine de ne pas comprendre dans quelle société on vit. Dans les magazines, que voyez-vous ? Le culte de la beauté, de la propreté, de la jeunesse éternelle, du loisir. En clair, il ne faut pas que le travail soit dur. Et qu'est-ce que l'agriculture d'aujourd'hui, dans l'esprit des gens ? La terre et les mains sales, le labeur, la pénibilité. Il y a là un gros travail à mener collectivement pour enrichir ces images et les développer différemment. Car s'il y a autant de poncifs, c'est parce qu'on n'a pas nourri l'imaginaire avec d'autres valeurs ».

« Clarifier l'antagonisme entre nature et culture »

Des valeurs peu diversifiées, donc, pour G. Lopez, mais également contradictoires, selon le point de vue de Saadi Lahlou. Ce qui ne pose pas de problèmes en soi : « Toute société est porteuse de contradictions dans ses valeurs. Regardez le fonctionnement des organes biologiques les plus simples : quand vous faites un mouvement, vous avez à la fois des agonistes et des antagonistes qui fonctionnent. Même chose au niveau neurologique. Il y a une dialectique qui permet justement de progresser ». Chance ou malchance, il se trouve que « l'agriculteur et l'agriculture sont placés au centre d'une dialectique

entre deux thèmes fondamentaux de l'humain : la nature et la technique. La nature étant fondamentalement bonne, et la technique merveilleuse mais un peu inquiétante ».

Longtemps, le compromis a très bien fonctionné : « l'agriculteur exploitait la nature pour produire l'aliment et commercialisait le vivant d'une manière parfaitement admise. Avec l'accélération du progrès technique, il y a eu déstabilisation de ce compromis, dérive croissante entre la réalité des process et l'état antérieur au compromis qu'on appelle encore la tradition ». Problème : la réalité et la diversité de process et de métiers, le reste de la société s'en fiche. Ce qu'elle demande concerne plutôt les effets externes de l'agriculture : déborde-t-elle de son domaine, produit-elle des choses nuisibles ? D'où la nécessité, selon Saadi Lahlou, de clarifier un nouveau positionnement de l'agriculture, vis-à-vis de la société civile, par rapport à l'antagonisme entre nature et culture. « Cela se construit dans un débat interne - il a commencé - et dans un débat public entre toutes les parties prenantes. Car une communauté, ce sont des gens qui partagent une histoire commune, même si elle est fantasmée, et un destin commun, même s'il est amené à changer. La notion de projet est cruciale pour affirmer un positionnement, se clarifier soi-même avant de clarifier vis-à-vis des autres ».

Une conviction que partage Bernard Brunet, membre du Comité Economique et Social Régional, qui participait au débat qui a suivi : « Les représentations sont extrêmement diverses, elles n'ont même aucune raison d'être homogènes, et Saadi Lahlou nous a rappelé que ce n'est pas à coup de marketing qu'on va en décréter certaines plus que d'autres. On évoquait le débat public, les conférences de consensus. J'ai la

« La figure du paysan comme lieu de fracture culturelle »

conviction que c'est la voie qu'il faut emprunter en essayant de croiser les représentations, un peu comme on superpose les données dans un système d'informations géographiques afin de voir apparaître, par transparence, des points solides de convergence et une identification plus affinée des divergences ».

« On ne peut pas tout mettre sur le dos de l'agriculture »

Dans le public, Alain Dallier, qui se présente en tant que paysan à la retraite, nuance ce credo : « la communication, c'est très dur à faire. Et chez les paysans, il y a deux mondes : il y a ceux qui cherchent à communiquer – moi je n'ai pas eu de formation, j'ai quitté l'école à 14 ans mais j'ai toujours cherché l'ouverture, d'où ma présence ici - et ceux qui sont enfermés sur eux-mêmes, car c'est plus facile. Cela me fait terriblement mal ».

Ingénieur agronome et responsable de l'animation de la Ferme de Rambouillet, Matthieu Calame ne le conteste pas, mais précise que les agriculteurs ne peuvent toutefois pas définir unilatéralement la fonction qu'ils veulent remplir et inviter ensuite le reste de la société à discuter autour de leur définition : « Cette fonction doit être définie socialement et reconnue par les parties. Les problèmes de l'agriculture seront résolus quand les problèmes de société le seront ». Même son de cloche pour Gilles Allaire : « Il y a des évolutions de la société à prendre en compte. Une prise de distance par rapport à l'agriculture, des changements dans nos comportements alimentaires, une plus grande prise en compte de la santé, une individualisation des choix de décision. On ne peut pas tout mettre sur le dos de l'agriculture ».

Maître de Conférences en Psychologie Interculturelle, à l'Université de Toulouse Le Mirail, Patrick Denoux était convié, au cours de cette première journée, à poser un regard transversal sur les débats en cours. Sa lecture des propos exprimés ? L'agriculteur éprouve une fracture culturelle et connaît une crise identitaire.

« Je ne vous propose ni synthèse ni verbatim des propos de ce matin, mais plutôt de poser un regard transversal, celui d'un psychologue d'une nature un peu particulière, puisqu'il s'attache essentiellement aux conséquences psychologiques du contact entre cultures différentes, champ d'investigation dont vous allez aisément comprendre le rapport avec les questions que nous traitons ici.

« Mon paysan »

Ma première réflexion est que l'agriculture est considérée par tout le monde, dans nos postulats, comme étant une réalité essentielle. Pourquoi ? Qu'y a-t-il de primordial dans l'agriculture, qui donnerait du sens aussi partagé ? J'ai relevé trois réponses en filigrane dans les échanges tenus ce matin : en premier lieu, le monde agricole est quand même pensé, visiblement, comme l'origine. En second lieu, l'alimentation avec son principe d'incorporation constituant un lien très particulier avec la nature, symbolise l'agriculture. Enfin, dernier point fondamental, la nature est ce que l'on en fait, sous l'emprise du rapport que nous entretenons avec elle. Origine, incorporation et modelage, voilà ce qui fuse de l'agriculture dans

les discours que j'entends, faisant d'elle un principe premier, une question de vie ou de mort. Écartant toute interprétation psychologisante, je souhaiterais simplement avancer que ces trois points non seulement présentent un rapport extrêmement étroit avec l'enfance, mais constituent la base d'une puissante évocation, que chacun pourrait nommer « mon paysan », définissant le sien, celui qu'il a connu, qu'il a en lui, qu'il aurait pu être etc.

Il est un deuxième élément que je désire relever, très présent ici me semble-t-il. Nous nous accordons à dire que, dans une certaine mesure, l'image du paysan est, principalement, conjuratoire. Elle permettrait de parer les méfaits du progrès, de la technique, de l'industrialisation etc. Une image qui, dit d'une certaine manière, si elle était totale et totalitaire, condamnerait le paysan à incarner une sorte d'acteur de théâtre d'ombres, destiné à exorciser les malversations des avancées techniques et scientifiques.

Troisième élément : l'impératif d'un changement d'image. Ce matin, il a autant été question de changer l'image du paysan, que de son image actuelle. Certains en sont même venus, dans leur discours, à proposer quelques moyens pour transformer cette image, suscitant chez d'autres nombres de réticences.

« L'épouvantail n'est plus anthropomorphique »

Quel rapport s'établit avec la psychologie interculturelle ? De nombreuses analogies surgissent avec les difficultés que l'on rencontre, dès lors que sont mis en contact des individus de culture différente, qui doivent s'organiser ou vivre ensemble. Je vous propose donc, non pas de nous intéresser aux contenus de la représentation du paysan, pas plus

« La réalité de

qu'à son décodage, mais plutôt de considérer la figure du paysan comme un lieu de fracture culturelle où se voient projeter les sous-cultures s'affrontant dans le champ social.

De fait, nous ne savons plus que faire de notre évolution technologique et la tentation du déni se fait pressante, parce que les sociétés à haute technologie souffrent d'un déficit symbolique, elles peinent à produire du sens. Du moins, elles n'en fournissent pas d'autre qu'autoréférencé : la technique et le produit. Comme nous avons besoin de sens pour exister, ce déni trouve un lieu propice dans la figure du paysan. Nous nous tournons assurément vers l'endroit qui lui en a donné le plus, celui qui est supposé nous nourrir, être à notre origine et nous intégrer dans la nature, la façonner en se laissant façonner par elle : l'agriculture si proche de mère-nature. Je vous invite à considérer l'agriculteur, comme un être qui « éprouve » les conflits culturels que projette une société en difficulté sur sa créature : la figure du paysan. Beaucoup de propos d'agriculteurs, que j'ai entendus, relevaient d'une souffrance s'approchant, pour un psychologue, d'une crise identitaire qui paraît sourdement marteler : « Nous ne sommes pas ce que vous croyez que nous sommes », « Nous ne voulons pas être (ou vous laisser dire) ce que vous voulez que nous soyons » etc. Pour ma part, je n'entends que cela depuis ce matin.

Pourquoi le paysan est-il devenu un enjeu symbolique ? Pourquoi porte-t-il une fracture culturelle, amenée par l'ensemble de notre société ? Trois grands types de représentations ont traversé les discussions, qui sont autant de façons de penser les rapports entre urbanité, ruralité, science, nature, technicité, tradition,

hygiène, écologie, authenticité etc... Voilà autant d'univers culturels en confrontation que nous n'arrivons pas à mailler, à croiser : une authentique question de psychologie inter-culturelle.

Je terminerai sur une petite image, que je voudrais vous renvoyer. J'ai le sentiment que, peu à peu, l'agriculteur se réduit à l'état de simple agent économique, se virtualise dans la crainte. Et je repensais tout à coup à ce que j'ai vu ce matin, en venant à la conférence : un CD accroché dans un arbre pour éloigner les oiseaux. Et je me suis dit : « Tiens, l'épouvantail n'est plus anthropomorphique, ce n'est plus un homme. Aujourd'hui, l'épouvantail, c'est le digital ».

Rémi Mer est consultant, de formation ingénieur agronome. Il s'est spécialisé dans le traitement des différentes crises par les médias comme celles de la vache folle.

Pour lui, l'agriculture est un terreau de paradoxes, de symboles et de mythes. Une fertilité d'autant plus difficile à gérer pour l'agriculteur que certaines de ces représentations sont totalement déracinées par rapport à la réalité de son activité, tel cet arbre à frites que cherche un jeune banlieusard.

Et pourtant, parce qu'elles existent dans la tête de certains, même les images les plus fausses sont à prendre à compte.

« Il faudra faire avec », selon Rémi Mer. Mais pas n'importe comment.

Le débat de ce matin a été très riche. Mais il faut avoir conscience qu'il s'agit là d'un micro-débat dans un débat public qui n'existe pas encore. Nous faisons partie des privilégiés qui ont la chance de poser ces questions. Une d'entre elles me semble très importante : si l'on se réfère au sondage de ce matin, que penseront, demain, les 40 % qui n'ont aujourd'hui rien à dire sur l'agriculture et est-ce que ces gens-là seront demain 60 ou 90 % ? Certains peuvent penser : l'image de l'agriculture, c'est le problème des paysans. Qu'ils s'en débrouillent, finalement. Précisément, je voudrais vous démontrer que ce n'est pas seulement leur problème et que cela nous dédouanerait d'un certain nombre de questions. A mon sens, les enjeux posés par l'agriculture sont d'abord sociétaux.

l'arbre à frites »

Je vais vous raconter trois petites anecdotes révélatrices pour démarquer. La première, qui est mentionnée sur le site Internet du forum, c'est la question d'une petite fille de Toulouse, qui allant dans les Pyrénées, demande à l'animatrice : « A quoi ça sert, toute cette terre ? ». Quelle est donc l'utilité sociale de cet espace ? Deuxième anecdote : une agricultrice installée en zone péri-urbaine à Nantes accueille un groupe de jeunes de la banlieue. Un de ces jeunes, visitant l'exploitation, demande à voir « l'arbre à frites ». Et le gamin a été vexé que sa question ne soit pas prise au sérieux. Sa représentation, fut-elle perçue par nous comme ridicule, est tout aussi importante, et sa non prise en compte décredibilisait sa démarche. L'agricultrice a alors eu la présence d'esprit de lui expliquer ce qu'est une pomme... de terre. Pour ce jeune, les pommes venaient des arbres. Il n'avait aucun lien entre la frite et ce légume venant de la terre. A mes yeux, l'arbre à frites est une image symbole forte, pleine de contradictions, entre l'idée de racines et l'éphémère. Un « mot-valise », bourré d'images, de rêves et un terrain d'aventures pour qui veut communiquer. Dernière anecdote, un peu plus récente, dans le cadre d'une porte ouverte dans une ferme expérimentale de Bretagne, à l'intention des élus et des associations. L'objet de cette ferme est d'étudier les effets de l'activité agricole sur l'environnement et les milieux naturels. La visite s'est parfaitement déroulée. Les responsables ont très bien montré le protocole expérimental. C'était un discours technique parfait. A l'issue de cette visite, je demande au technicien comment s'appelle la rivière qui passe en bas de la ferme. Il me demande pourquoi je lui demande cela et je me contente de lui répéter

ma question. Il me répond : nous sommes dans le bassin versant de Quimper. Je réitère ma question. Cette rivière a un nom, enfin ! Il me dit : c'est le Steir (ce qui, en breton, signifie justement la rivière). Pourquoi ne pas nommer les choses ? Comme quoi, cela ne va donc plus de soi que l'activité agricole soit intégrée dans son environnement, son territoire, ou dans une chaîne alimentaire ? Non, cela ne va plus de soi pour beaucoup de nos concitoyens. Et si demain, cela n'allait plus du tout de soi, y compris pour les agriculteurs, est-ce important ? Personnellement, je suis tenté de penser que ce serait très grave.

Au passage, précisons lorsqu'on parle « des agriculteurs » : il y a plusieurs agricultures et plusieurs types d'agriculteurs. Même chose quand on parle des relations entre les agriculteurs avec la société. Les agriculteurs sont aussi dans la société ! Mais au-delà de cette évidence, ce qui nous intéresse, c'est le type de relations que les agriculteurs entretiennent avec la société et la société avec ses agriculteurs.

Premier postulat : l'agriculture n'a aucun intérêt à se penser en dehors de la société. De même que les jeunes immigrés, les retraités ou les intermittents du spectacle aujourd'hui... Tous ces corps sociaux ont intérêt à se penser dans la relation, et à la place qu'ils occupent réellement et symboliquement dans la société. Deuxième postulat : l'agriculture n'est pas une activité comme les autres. Ce n'est pas pour autant qu'il faille cultiver cette spécificité et encore moins pour s'isoler socialement. Mais c'est précisément pour cette raison que l'agriculture doit faire l'inventaire de ses spécificités : la relation au vivant, la production

d'aliment, la relation aux milieux naturels, son inscription spatiale et historique dans le paysage... C'est précisément parce que ces enjeux sont posés à l'agriculture que celle-ci est spécifique.

« Même fausses, les images existent réellement »

L'agriculture est un terreau propice à la création d'images paradoxales. Des contradictions dont certaines méritent d'être levées, et d'autres entretenues. Il faudra apprendre à vivre avec. Ainsi, si l'activité d'élevage est maintenue, il faudra accepter l'idée que les animaux devront être abattus pour être consommés et assumer cette contradiction. L'intérêt du paradoxe, c'est qu'il contient cette contradiction. Les paradoxes nous obligent donc à penser ensemble le tout et son contraire. Cette dialectique comme les débats d'ici tournent autour des contradictions entre nature et culture, entre industriel et artisanal. Et il faut ajouter naturel et artificiel, paysage construit et paysage donné, vivant et mort... Il faut reconnaître que quand on est agriculteur, ces questions peuvent être sacrément douloureuses à porter ou au contraire riches et propices au débat, aux échanges selon la façon dont on les vit.

Le travail sur l'image oblige les agriculteurs à poser la question de leur relation à la société et oblige la société à se demander comment elle voit les agriculteurs. Problème, les contacts réels n'ont quasiment plus lieu. Un sondage réalisé en Loire-Atlantique montre qu'aujourd'hui, les occasions de contact entre les urbains et les agriculteurs sont de plus en plus rares, voire très souvent nulles. C'est encore plus vrai dans les banlieues et les grandes agglomérations et pour les jeunes. Une

grande majorité d'entre eux va passer toute sa vie sans voir un paysan. Cela ne veut pas dire qu'ils n'en auront pas d'image, au contraire. Ils en entendront parler à la télé, par exemple. A contrario, les quelques expériences qui sont menées autour de la découverte du monde agricole posent la question de manière accrue, pour leurs initiateurs, de diffuser une bonne ou une mauvaise image. Car ces occasions sont quasiment uniques. D'autant que l'image que l'on a de soi se construit aussi à partir de l'image que les autres portent sur nous. Et il est évident qu'une société urbaine comme la nôtre va transposer, si ce n'est imposer, un certain nombre de visions urbaines sur les modes de production agricole. Cela inquiète en partie les agriculteurs. On peut, par exemple, avoir une expérience de l'alimentation qui s'arrête à l'aliment, sans voir derrière le producteur. Cela serait à mon sens dramatique.

En revanche, comme l'a bien montré Saadi Lahlou, il ne faut pas se leurrer sur les représentations : certains les trouvent dangereuses parce que fausses. Mais c'est un principe de réalité : même fausses, ces images existent. Le problème, c'est qu'on a très peu d'éléments pour les objectiver. La question se pose pour tous, y compris pour l'agriculteur : c'est quoi un écolo aujourd'hui, pour lui ? Cela n'empêche pas qu'il faut accepter ces représentations même fausses. Il faudra bien faire avec, tout en se préparant au choc des représentations, ou à l'affrontement avec la réalité, comme lors des crises.

« Le conflit, la fuite ou la coopération »

Parce que la société est aujourd'hui éloignée de l'agriculture, il y a nécessité de gérer cette confrontation. Trois scénarios coexistent actuelle-

ment, en termes de stratégies professionnelles ou sociales. Le premier, c'est le conflit, avec des intérêts et des représentations divergents : on se « tape dessus », on se fait des procès s'il le faut et on alimente ainsi la tension. Pour avoir travaillé avec des responsables professionnels, ce discours « guerrier » existe : « il faut se battre, se bagarrer... Les écolos, on va leur montrer... ». Le deuxième scénario est celui de la fuite en avant : « circulez, y a rien à voir ». Cela a été le cas de la première crise de la vache folle, alors qu'au contraire il s'agit de comprendre ce qui s'est passé lors de cette crise et de celles qui ont suivi, même si cet exercice est douloureux. Le troisième scénario est celui de la co-construction, de la coopération, la médiation, l'interaction, la contractualisation... Dans ce cas, la question posée est la suivante : l'agriculteur devenu minoritaire doit certes accepter de coopérer, mais que devient-il dans un débat où il pèse si peu ? Je pense toutefois qu'il reste essentiel au débat. Un débat sur les paysans sans les paysans n'a pas lieu d'être !

Dans cette confrontation, au bon sens du terme, des représentations, comment l'agriculture aura non seulement droit de parole, mais sera-t-elle amenée à prendre la parole et à s'exprimer dans les débats qui la concernent ? Comment la société va l'intégrer dans ces débats, qui sont aussi parfois des conflits d'intérêts ou des enjeux de pouvoir ? Saluons le fait qu'à Marciac, il y ait beaucoup d'agriculteurs et que le débat ne se réduise pas à des chercheurs. Il y a de plus en plus d'initiatives comme celle-ci, mais il reste des initiatives totalement divergentes, avec des débats par exemple sur le bien-être animal sans un seul éleveur invité à s'exprimer. De même que des agri-

culteurs font parfois des débats sur l'environnement sans y associer un seul écologiste. Ce sont là, à mon avis, que résident les germes de conflits à venir. Nous devons donc construire des processus, créer des lieux de confrontation, d'écoute, de compréhension, même s'il y a désaccord.

« Il n'est pas forcément sain que l'image soit positive »

Autre point abordé ce matin : l'image du métier agricole aujourd'hui par la profession elle-même. On entend actuellement parler du blues des agriculteurs, on découvre des études sur les départs anticipés ou sur la souffrance psychologique qui peut aller jusqu'au suicide. Ce point-là nous concerne aussi. Le même sondage réalisé en Loire-Atlantique montre que les agriculteurs sont globalement fiers de leur métier, et les jeunes encore plus ! Ce n'est donc pas l'image de leur activité qui leur pose question, mais bien la reconnaissance sociale qu'ils estiment ne plus avoir, et la valeur ou le sens de leur métier aux yeux d'autrui. Y compris à travers les valeurs qu'accorde ou non le marché. Là encore, la résolution de ce problème passera nécessairement par la confrontation avec l'environnement. Faut de quoi ce métier pourrait bien se gangrener de l'intérieur et être abandonné.

Pour l'heure, les agriculteurs sont coincés entre deux paradoxes extrêmes : le premier, c'est que leur image publique balance en permanence entre la version bucolique de la publicité et celle plutôt négative des médias. Le deuxième paradoxe, c'est que l'image des agriculteurs dans l'opinion est plutôt bonne, mais elle est basée sur une forte méconnaissance de cette activité. Et il n'est pas forcément sain que l'image soit

positive si elle doit biaiser le débat ou cacher une réalité complexe. Les autres paradoxes, vous les connaissez. Par exemple, l'inquiétude autour de l'alimentation augmente, en même temps que la sécurité. Pour autant il n'y a semblait-il de craintes plus fortes par rapport aux agriculteurs, plutôt cités comme victimes d'un système. Tout juste une certaine forme de défiance. En revanche, cette fameuse « vocation nourricière » suscite beaucoup d'interrogations : si vous n'avez qu'une image du produit-aliment, sans voir qui est derrière, qui nourrit qui ? Qui est derrière le poisson carré ou les frites. D'autre part, a-t-on encore besoin des paysans pour se nourrir ? J'ai été très surpris d'avoir vu récemment un débat en Angleterre sur cette question. Après tout, les Anglais - comme d'autres - peuvent par Internet se rendre sur les market places pour acheter au meilleur offrant les fromages et les vins de France, les fruits de tel autre pays, et le blé le moins cher de tel continent... En France, on donne l'impression que la présence de l'agriculture va de soi. Méfions-nous de cet a priori.

Enfin, je voudrais également interpellier les agriculteurs : êtes-vous bien sûrs de « nourrir » vos concitoyens ? Tant que vous dites que vous faites 200 000 litres de lait et que vous produisez votre quota, vous ne nourrissez pas les gens. Tant que vous dites que vous avez un GMQ de tant (Gain moyen quotidien) pour nourrir votre taurillon, vous ne nourrissez pas les gens. Vous nourrissez l'animal, certes, vous faites votre quota de lait, oui, mais vous n'êtes pas dans cette « vocation nourricière ». Cette fameuse vocation nourricière ne va donc plus de soi non plus pour les agriculteurs. Par ailleurs, il me

semble inquiétant de surestimer la fonction de production car cela conduit à restreindre l'agriculture à cette fonction technique ou économique. Quelqu'un qui commet un acte rationnel (ou raisonné) d'optimisation des intrants pour produire tout ce qui peut sortir de l'exploitation, ne s'inscrit pas forcément dans cette « vocation nourricière », ni dans une chaîne alimentaire. Il se limite à être gestionnaire d'un système de production.

« Les leçons des crises sanitaires »

Les crises qui ont eu lieu autour de cette fonction nourricière ont mis en évidence que l'agriculture est détentrice de symboles forts... et les agriculteurs sont en partie gestionnaires de ces symboles. Mais un symbole n'appartient pas à celui qui en est gestionnaire, il appartient à celui qui en est destinataire et lui donne sens. On est donc dans un système interactif. C'est bien ce qu'ont montré les alertes sanitaires. Elles obligent selon moi, les systèmes de production, et donc les producteurs à se réorganiser autour des conceptions de la vie, du vivant et de la mort. Car les interrogations de nos concitoyens vont de plus en plus loin, précisément parce qu'ils n'ont pas compris ce qui s'était passé dans l'affaire de la vache folle. Ils exigent des explications : que faites-vous, au nom de qui et de quoi ? Un des meilleurs exemples concerne les farines animales. Fatalement, le débat social sur les pratiques agricoles, que ce soit la fertilisation, la protection des plantes, l'alimentation des animaux, doit avoir lieu. Cela ne sera pas simple à organiser ni à légiférer. Il est intéressant d'analyser les mots apparus dans le débat public au moment des dernières crises. Avant 96, on ne parlait pas ou peu de traçabilité.

Même chose pour transparence, principe de précaution, contamination, consommateur-citoyen, développement durable, éthique, responsabilité... Tous ces mots-clés sont omniprésents au moment des crises et au cœur des débats qui ont suivi, comme autant de questions posées souvent sans réponse simple. Autre « leçon » de ces crises : les agriculteurs sont globalement apparus avec un statut de victime. Cela n'est pas nécessairement sain. Encore moins quand personne ne revendique le statut d'opresseur. Cela « déresponsabilise » les victimes. Heureusement, tous syndicats agricoles confondus, une partie importante des professionnels revendique leur part de responsabilité, par rapport au passé et à ce qui pourrait advenir demain.

« La terre n'est pas qu'une matière »

Dernier paradoxe, l'espace. De quelle façon va-t-on être amené à gérer les conflits autour de l'espace rural ? Si on n'y prend pas garde, tout conduit vers la « conflictuosité ». Le désir de campagne augmente et la pression foncière devient telle que l'activité agricole pourrait être demain impossible, notamment en zone péri-urbaine. Dans un certain nombre de territoires où la pression sociale est forte, du fait de néo-résidents et de néo-ruraux, l'acceptabilité sociale d'un certain nombre de pratiques telles que l'élevage est posée concrètement. Les extensions de porcheries, l'irrigation, les remembrements posent problème et ces nouveaux habitants verraient bien, en certains endroits, une campagne sans paysans.

Ces conflits autour de la gestion de l'espace relèvent pour moi, non pas seulement d'un conflit d'usage, mais

« J'ai épousé je n'ai pas ép

aussi d'un conflit de représentations, dans la mesure où une société urbaine considère que l'espace agricole est un espace vert, accessible à tous, comme un jardin public. Alors que l'agriculteur le considère comme un espace de travail, de production, avec à la clé quelques nuisances, de bruits, d'odeurs... Pour les élus locaux, il y a là un travail d'anticipation à mener. Encore faut-il qu'il y ait des hommes derrière ces objets matériels que sont la terre, l'aliment, l'arbre, la haie... Sinon on ne gèrera que de la matière et non pas du lien social. Si on en reste à sa définition classique, la fonction se pense en termes de relation entre deux sujets. Or, la fonction de la terre implique d'abord quelqu'un qui produit quelque chose pour nourrir quelqu'un d'autre. On passe de la matière à l'immatériel, du bien au lien, fut-il symbolique ! Ce débat oblige à poser la question du réel, de la terre, mais aussi à quoi sert cette terre et qui est derrière. Il faut faire parler la terre et ceux qui vivent autour.

La question posée aux agriculteurs, comme à chacun d'entre nous en tant que consommateurs et citoyens, c'est de s'obliger à reconstruire une identité commune, qui passe par notre identité personnelle, dans la façon dont on mange, par exemple. En faisant cela, on s'inclut ou non dans une relation à des producteurs. D'où vient cet aliment et aussi à quoi sert cette terre, pour reprendre l'interrogation de départ ? Il faudrait se poser ces questions de l'origine, de la réalité du lien social au lieu de se dire simplement : « Je mange des protéines ». Qui sommes-nous, que mangeons-nous, d'où ça vient ? C'est notre débat à tous. Il en va de même pour l'aménagement et l'usage du territoire, la relation au vivant et à la nature...

Si on en reste à dire que le débat d'image est un débat accessoire, on n'a pas avancé. Autour de l'image, il y a des représentations sociales, un passé commun à échanger, un imaginaire collectif à construire dès aujourd'hui et à réinventer pour demain. Il faut un projet sociétal pour l'agriculture et ses agriculteurs, en mettant en place des processus de co-construction sur le long terme. A-t-on le choix, finalement, d'éviter de se poser ces questions-là ? Je reste persuadé que non, parce qu'elles sont vitales et politiques, au sens premier du terme ».

Reconnaissance sociale, question identitaire, dureté du regard d'autrui... le débat qui a suivi la conférence donnée par Rémi Mer a tourné principalement autour de cette aspiration des agriculteurs à se sentir nécessaires aux autres et perçus à une juste valeur. Le rejet et le déni pouvant créer un désarroi tel que « Si l'état d'esclave nous assure du regard des autres, il devient désirable », écrivait récemment le philosophe Tzvetan Todorov (1), avant d'ajouter : « Être seul, c'est ne plus être ».

L'agriculture : un métier ou un état ?

Alain Deshayes, ancien responsable du développement des biotechnologies végétales à l'Inra : Je voudrais insister sur des paradoxes que vous (N.D.L.R. : Rémi Mer) n'avez pas soulevés. Vous avez dit que l'agriculture n'est pas une activité comme les autres, qu'il est à craindre que le consommateur ne voie plus l'agriculteur derrière le produit et que les agriculteurs sont fiers de leur métier. Pour rester sur ces seuls points, est-ce que, vraiment, l'agriculture n'est pas un métier comme les autres ? Je pense à la santé, à l'éducation... Ces domaines me semblent avoir, eux aussi, leur spécificité. Deuxième remarque, que je sache, l'agriculture n'est pas un métier que l'on choisit. J'aurais tendance à dire que c'est un état. Il y a une sorte de fatalité : c'est écrit, je vais reprendre la ferme de mon père. Enfin, en termes de produits, lorsqu'on achète une voiture, voit-on la sueur de l'ouvrier ? Cela dit, je reconnais qu'il y a des problèmes spécifiques à l'agriculture mais je crains qu'à force de vouloir souligner les particularités d'une profession qui représente aujourd'hui moins de 900 000 personnes, on oublie des millions d'autres personnes.

(1) « Sous le regard des autres », article de Tzvetan Todorov dans le magazine « Sciences Humaines » d'octobre 2002.

Jean-Luc parce qu'il me plaisait, j'ai abattu ses cochons »

Rémi Mer : Le métier agricole est quand même de plus en plus choisi par les jeunes, qui ont le plus souvent eu une autre activité avant de s'installer. Même s'il y a quelques secteurs de production où on le fait encore un peu par défaut. Et le fait qu'ils aient choisi est une bonne chose : cela responsabilise l'agriculteur. Moi, je ne trouve pas idiot qu'un agriculteur dise : tiens, je vais faire cela pendant quinze ans. Pas plus. Ou qu'un écologiste fasse une expérience paysanne.

Bien sûr, chaque métier a ses spécificités. Et celles de la santé, de la culture ou de l'enseignement ne sont pas mineures. C'est justement cela qui inquiète aujourd'hui les agriculteurs, un peu embêtés d'ouvrir leur porte pour discuter avec d'autres, car ils savent qu'ils vont être remis en cause. Du moins, ils ne sont pas sûrs de la manière dont le dialogue va s'installer. L'objet de leur activité est questionné par leur environnement. Ce n'est pas rien. La voilà la spécificité : les gens sont en droit de venir embêter les agriculteurs sur ce qu'ils font, pour plein de raisons.

Quant à savoir s'il est encore essentiel de voir l'agriculteur derrière le produit, je reste persuadé que c'est une vraie question. Sauf si l'on n'admet pas la spécificité de l'agriculture. Je suis convaincu qu'il y a beaucoup d'intellectuels que cette question-là n'intéresse pas, parce qu'eux-mêmes l'ont réglée. Ils ont la possibilité intellectuelle de trouver des alternatives à la question. Sauf que cette dernière est centrale pour l'identité culturelle des agriculteurs, mais aussi du banlieusard et de son arbre à frites. C'est à l'arbre de répondre, pas à la frite.

Samuel Ferret, sociologue : N'y aurait-il pas un autre paradoxe, mais interne à la profession agricole ? On dit que l'agriculture n'a pas intérêt à

se penser à l'extérieur de la société, or il me semble qu'aujourd'hui, le monde agricole, tel qu'il est structuré, convie à penser le contraire. Beaucoup de faits contredisent encore cette volonté d'ouverture aux autres acteurs.

Rémi Mer : Les agriculteurs ont beaucoup changé. C'est récent, mais l'évolution est positive. Cela reste cependant un exercice difficile. Vous, chercheurs, vous accepteriez qu'on vienne vous embêter sur l'objet de vos recherches, la manière dont vous publiez ? Certes, vous le faites, mais dans le cadre de comités scientifiques, pas d'un débat social et public.

Déprise et dépression

François Guillon, Cnam et Isab : Actuellement, avec mon équipe, nous travaillons sur l'image agroalimentaire bretonne. Nous constatons qu'un certain nombre d'éléments relèvent en fait de l'analyse marketing : des problèmes de positionnement de produits ou d'image globale. Dans ces études, nous avons constaté que les Bretons sont plus sévères avec eux-mêmes que les non-Bretons, qui ont une image assez romantique de cette région. Et que les agriculteurs ont une image plus sévère sur eux-mêmes que les non-agriculteurs. Cela ne concerne pas leur métier, comme vous l'avez dit. Ils en sont fiers. Mais ils ont une déprime liée à un problème identitaire profond. Cela ne relève pas non plus de l'image de l'agriculture qu'a la société. Selon moi, la réponse à ce problème réside à l'intérieur même du corps des agriculteurs. Et je ne vois pas de solution autre que celle d'un apaisement interne lié à un projet. Quand les projets fonctionnent, les agriculteurs n'ont pas de questions métaphysiques.

Sylvie Bonny, Inra : Je parle en mon strict nom personnel et non à titre professionnel. Il y a une question qui n'a pas été abordée, c'est celle de la diminution très forte du nombre d'agriculteurs. Certaines régions connaissent une très forte déprise agricole, avec des conséquences économiques pour la société. Or quand on fait partie d'une communauté très réduite, il est beaucoup plus difficile d'avoir des projets collectifs et une plus grande solidarité pour faire face au pouvoir financier et publicitaire de l'agroalimentaire et de la grande distribution. On critique beaucoup les lobbies agricoles. Mais au fin fond des campagnes, surtout dans la moitié Sud de la France, j'ai surtout rencontré des agricultures et des agriculteurs en déperdition, des terres dont plus personne ne veut. Aussi, je pense que ce qu'a dit Rémi Mer s'adressait principalement à des professionnels agricoles de l'Ouest. Alors, faut-il aider ces agriculteurs du sud par des aides indirectes ? Qui va entretenir ces terres comme ils le faisaient ?

Rémi Mer : Je ne partage pas du tout votre analyse politique et surtout, ce n'est pas la question posée. Paradoxalement, il est plus facile de créer une porcherie en Bretagne qu'en Dordogne. C'est une question de pression et d'acceptabilité sociale telles qu'elles s'exercent dans un lieu donné.

Bernard Guidez, réseau Farre : En complément de ce que vient de dire S. Bonny, je vous rappelle que, récemment, deux ministres de l'agriculture française ont dit successivement que l'Europe n'avait plus de vocation exportatrice. Je peux vous dire que dans les campagnes, cela fait un dégât monumental. De mémoire d'agriculteur, on n'avait

« Le jeu de l'i

jamais pensé que des exploitants de 40 ou 45 ans quittent le métier. On peut discuter sur les images et sur tout ce qu'on voudra. La réalité, c'est que la stratégie agricole européenne est en train de foutre le camp. On est en train de faire ce que l'Angleterre a pratiqué pendant 200 ans : on ne veut plus d'agriculteurs, on achètera tout à l'extérieur. Quand on va se réveiller, cela va être très rude.

Rémi Mer : C'est un débat de politique agricole. Soit dit en passant, j'ai entendu un Allemand s'étonner de notre « vocation » exportatrice, car avant 1980, nous n'exportions pas ! Je comprends bien votre remarque, mais c'est une image récente.

Qui suis-je ?

Rémy Le Duigou, sociologue : Je réagis sur ce qui vient d'être dit. En effet, l'agriculteur se trouve aujourd'hui confronté à un problème d'identité. Il vit de manière accrue le « Qui suis-je » que se pose tout un chacun. Car jusque-là, l'identité lui était attribuée par la collectivité. Et aujourd'hui, c'est à lui de la construire. Comment ? C'est d'abord un chef d'entreprise qui va vivre dans sa relation à l'autre un retour d'image. Le problème, c'est que ce retour d'image est de moins en moins positif et on peut se référer là à la pyramide de Maslow (2) sur le besoin d'estime de soi. Nous avons eu l'occasion de travailler sur des causes de la précarisation de l'agriculture ou sur le suicide : c'est un sujet qu'il faut aborder. La situation économique, le contexte général, certes, jouent un rôle majeur, mais ce qui va déclencher le processus de mise à distance de la vie, c'est tout simplement le problème qui va se poser dans le couple ou dans la famille, quand on ne peut plus discuter de son métier avec son

conjoint, quand les enfants reviennent de l'école en disant : papa, c'est toi le pollueur... dans les deux-tiers des cas, le jeune agriculteur est seul sur son exploitation, même s'il a des associés. Sa femme ou sa compagne travaille à l'extérieur et, à l'inverse d'il y a dix ou quinze ans, elle ne s'investit plus dans l'exploitation, elle ne veut plus entendre en parler. Je terminerai par un extrait d'entretiens, avec cette phrase de Marie-Charlotte : « J'ai épousé Jean-Luc parce qu'il me plaisait, je n'ai pas épousé ses cochons ». Le drame est là.

Matthieu Calame, la Bergerie de Rambouillet : J'espère que ma femme ne m'a pas épousé pour mes vaches!... (rires). Vous avez parlé, en commentant le sondage, du fait qu'une image pouvait être bonne et que cela pouvait néanmoins poser un problème. Mais est-il possible qu'une image vraie soit mauvaise ? Si les gens savent vraiment ce qu'il se passe, leur image ne se dégrade-t-elle pas ?

Rémi Mer : C'est la question que je me pose sur les relais d'opinion, qui sont critiques mais souvent lucides et qui posent parfois des questions justes. Sauf que les solutions ne le sont pas. Quant aux propos de Rémy Le Duigou, je partage son idée d'une co-construction de l'identité à partir de soi. La question n'est plus, à mon sens, uniquement technique ni économique. Elle est fondamentalement sociale. Et la question que je pose aux techniciens de communication des chambres d'agriculture est la suivante : en quoi vous accompagnez les agriculteurs pour régler ces problèmes de relation à autrui ?



oin de moi l'idée de donner des leçons. Ayant initialement l'intention de vous parler de trois grands types de représentations en relation polémique qui me semblaient émerger, je consacrerai principalement ma réflexion à la troisième, qui me semble receler un enjeu plus important, au su de nos débats. Quelques mots cependant, sur les deux premiers types de représentations repérés.

D'abord, une représentation classique dont plus personne ne veut, cette mythification du monde agricole, dont même les paysans souffrent. Mais une mythification qui, malgré tout, n'a pas disparu, et est encore présente, parfois même chez ses détracteurs, préservant par-delà les prises de position officielles un coin plus secret de coupable nostalgie. C'est l'image du laboureur, celle abondamment exploitée par le régime de Vichy, qui « ensemence le sol avec son soc ». Cette icône idéologique du pétainisme désigne le monde agricole comme l'espace de la révélation des réalités immanentes. Rappelez-vous : « La terre, elle, ne ment pas ». Cette terre éternelle, indestructible, qui va nous dire, lorsque nous sommes égarés, ce que sont en vérité les choses. Sachez que dans les contacts culturels, nous rencontrons exactement les mêmes phénomènes, lorsque les individus d'une culture assignent aux individus d'une autre culture la place symbolique de la nature, de l'authenticité, de la vérité. En fait, qu'il s'agisse de l'état pétainiste à l'égard du paysan ou du touriste à l'égard de l'autochtone, il s'agit toujours d'un regard surplombant et manipulateur, assorti d'un puissant mépris visant, au service d'une cause, à assigner une place particulière à l'agriculteur. Sous les apparences d'une revalorisation, il

(2) Abraham Maslow est un psychologue américain renommé, décédé en 1970. La pyramide qu'il a mise au point est une référence en marketing et en sociologie. Cet outil détermine un ordre de priorité dans la satisfaction des besoins humains, sachant que celle-ci ne peut être réalisée que si les besoins de niveau inférieur sont eux-mêmes satisfaits : tout en bas de la pyramide, qui comporte cinq niveaux, se trouvent donc les besoins physiologiques, puis le sentiment de sécurité, les besoins affectifs, l'estime de soi et d'autrui, et, au sommet, le besoin de se réaliser.

Image brouille l'image du "Je" »

s'agit, le plus souvent, d'un regard de domination et d'inféodation. Puis, vient un second ensemble de représentations, peu évoqué, qui conduirait à une forme de ghettoïsation et d'enfermement du monde agricole dans des réserves. Il consiste à le juger porteur de certaines valeurs, qu'il suffirait de conserver au sein d'un muséum anthropologique local. Une sorte de commémoration vivante, d'exposition universelle permanente, là encore, sous les auspices du respect...

« On ne peut pas échapper au marketing »

J'aborde à présent la troisième représentation, qui me paraît la plus intéressante, et vers laquelle nous allons. Nous sommes ici dans un mouvement de ré-appropriation, par les agriculteurs, de la fracture culturelle décrite plus haut. Pour accompagner ce mouvement, j'acquiesce, bien sûr, à toutes vos suggestions de dialogue, débats, discussion sur les représentations, car à mon avis comme au vôtre, le dépassement de nos représentations se fera dans et par la confrontation, mais comment? Cela peut s'opérer de deux façons, et, là, réside à mon avis une difficulté majeure, sur laquelle nous ferions bien de nous pencher. Nous pouvons résoudre cette question par l'interculturalité, processus de construction d'une tierce culture dans le contact culturel. Au sens où vous pouvez générer de nouvelles représentations qualifiant l'agriculteur qui appartient aussi bien au monde de la technique qu'au monde paysan classique, au monde de la nature et qu'au monde de la science. Ces compromis, ces constructions élaborées tendront à constituer l'agriculteur en créateur plus qu'en créature. « L'arbre à frites » (1) me semble représenter métaphoriquement cela. Pour moi,

cette fiction illustre le besoin d'interculturalité. Voilà une construction mentale qui n'est ni industrielle-urbaine, ni naturelle-rurale mais relevant pourtant bien des deux, certes aberrante, mais témoignant en tout cas d'une nécessité de dépasser des contradictions et des oppositions. Nous montrons à cet endroit l'issue la plus heureuse. Mais un autre aboutissement possible et plus néfaste, dont nous ne parlons pas et qui domine à l'heure actuelle : la virtualisation du monde paysan conduisant à un agriculteur qui ne cultiverait guère plus que son image dans laquelle il s'évanouirait. Cependant, pour aucune de nos sociétés dans leur forme actuelle, il n'y a de possibilité d'échapper au marketing. C'est dire que le monde paysan, comme tous les autres secteurs de production ou de services, est mis en demeure de construire ou de contribuer à l'image qu'il donne à l'ensemble de la société. Il n'y a pas d'autre dégagement possible, sinon se rendre invisible, pour illusoirement tenter d'échapper au contrôle. Cela conduit à devenir objet de tous les stéréotypes projetés dont nous avons vu, qu'à travers les archaïsmes et simplifications modernistes qu'ils véhiculent, ils entretiennent la souffrance d'un monde agricole qui ne s'y reconnaît pas. Toutes nos communautés sont contraintes d'entrer dans le jeu du marketing. Le problème est de savoir où s'arrête ce jeu de l'image, qui brouille l'image du « je ». Nous obligeant à composer avec le marché et ses idéologies, cette virtualisation est très puissante. J'en veux pour preuve, dans le témoignage rapporté par le sociologue Rémy Le Duigou, cette phrase d'une agricultrice qu'il a citée, censée exprimer le désarroi authentique et personnel d'une agricultrice : « Je n'ai pas épousé Jean-Luc pour ses cochons ». Mais rendez-vous compte

(1) En référence à l'anecdote qui a eu tant de succès, d'un petit urbain demandant à l'agriculteur recevant sa classe : « Où se trouve l'arbre à frites ? ». Dans son univers citadin simplificateur, une pomme (fût-elle de terre) ne peut pousser que sur un arbre.

(2) NDLR : il s'agit d'un spot sur le fromage de brebis Lou Pérac, dans lequel une jeune femme demande à son mari, producteur, qui est dans la bergerie : mais ils le savent, chez Lou Pérac, que tu es marié ?

que cette situation est déjà un argument publicitaire pour vendre des fromages (2)! Il n'y a plus de réalité au plein sens du terme, mais la réalité d'une image qui est prise pour la meilleure expression d'une réalité subjective dramatique. Permettez-moi un petit commentaire sur ce qui a été dit par Rémi Mer : il appelle de ses vœux la restauration d'un rapport que l'on pourrait qualifier en psychologie de « sujet » à « sujet » dans la chaîne de production agricole. Que le producteur puisse, par exemple, attribuer une visée à son activité, en se représentant, voire en personnifiant, un consommateur et réciproquement. Je voudrais insister fortement en disant que cette vision exalte un produit qui n'existerait que comme un rapport entre deux sujets. Mais ne s'agit-il pas de la caractéristique même des sociétés archaïques dites communautaristes?! Celles qui personnalisent tous les rapports y compris de production, et ramènent le produit à sa valeur d'usage.

« La nostalgie est déjà construite »

En fait, nous vivons l'inverse : le paysan est un sujet, coincé entre deux produits. La terre est devenue un produit foncier, géographique, muséographique, l'aliment est aussi devenu un produit nutritif, hygiénique...

Produit échangé entre deux sujets et sujet coincé entre deux produits signifient le face à face, tangible au niveau planétaire, entre un mode de pensée individualiste et un mode de pensée communautariste.

Je terminerai par la nostalgie. A ma grande surprise, la question a été posée de savoir s'il fallait organiser la nostalgie. Mais cela fait très longtemps que la nostalgie est organisée, comme le montre la création artificielle de traditions inventées, drainant vers la ruralité (mais laquelle?) touristes et budgets. D'ailleurs, cela fait tout aussi longtemps que, par le même jeu, la nostalgie nous organise. Notre imaginaire a virtualisé le monde paysan, la nostalgie est déjà construite. Mais les paysans ne sont pas les seuls à subir ce phénomène. Toutes les communautés le subissent.

« Mon nouveau truc, c'est

J'en prendrais un exemple : je me trouvais dans un congrès international, sur les questions interculturelles dans une grande ville espagnole et, à la tribune, siégeaient différents représentants, notamment le maire de la ville, le représentant de la communauté juive etc. S'amorce un dialogue public, où l'on entend le maire détailler la dette morale à l'endroit de la communauté juive, compte tenu de la persécution qu'avait vécue cette dernière. Nous étions donc dans la logique plus que légitime du bourreau faisant amende honorable auprès de la victime, jusqu'au moment où quelqu'un se lève et dit : « Excusez-moi, Monsieur le Maire, mais combien y a-t-il de juifs dans la ville ? ». Et le maire, penaud, de répondre qu'il n'y en a plus aucun, ils sont tous maranes (3) depuis des siècles ! De quoi parlions-nous alors ? Peut-il y avoir un débat sur les paysans, sans les paysans ? Mais oui ! Ce serait une grossière erreur d'en conclure qu'il n'y a plus de réalité et que nous évoluons dans un monde imaginaire. Car revenons à cette ville espagnole : en réalité, sous-tendant le discours du maire, se préparait une politique israélienne d'investissements sur la côte, qui, elle, était bien concrète. Comme pour l'univers paysan, l'image acquiert un tel ancrage que la réalité en apparaît artificielle. D'une certaine manière, nous avons à nous battre pour que ce croisement, cet affrontement des représentations ne débouchent pas sur quelque chose d'autre que de l'interculturalisation, c'est-à-dire de la co-construction, de la production d'une réalité tierce que serait une nouvelle culture agricole, à cheval sur des éléments traditionnels, des éléments scientifiques, des éléments mondiaux de l'agriculture. Ne laissons pas dériver cette culture naissante vers une virtualisation dans laquelle nous sommes déjà de plain-pied, ce qui nous amènerait, bien sûr, à vivre une situation extrêmement difficile. Reste la question : comment faire ? La réponse est simple et compliquée en même temps, je n'en connais qu'une : la ruse, en grec « métis », le croisement ».

Clôture de la première journée, les deux clowns analystes ont, eux aussi, mais à leur manière, synthétisé les débats. Où l'arbre à frite est remplacé par des poules pondeuses à idées et où les trois scénarios précédemment exposés par Rémi Mer, sur les relations entre l'agriculture et la société, font l'objet d'une mise en scène très personnelle...

Victor : Excuse-moi, Patrick, si je peux rajouter un petit mot (*il se cambre, les mains sur les hanches, en regardant toute l'assistance*). Eh bé... J'suis un atypique. J'suis un paysan, mais un nouveau. Moi, j'ai choisi ! Oui, oui. Des fois on me dit : mais monsieur, on choisit pas d'être paysan. Eh ben si, moi j'ai choisi. Avant j'étais autre chose et pis là, j'ai choisi. C'est possible ! Ce qu'y a, c'est qu'il faut trouver le p'tit morceau de terre. J'ai acheté ici. Ah, ça a été dur, hein, avec la Safer. Ouh, la bagarre... ça coûte un pognon fou, la terre. Et pis les paysans, ils veulent que des jeunes mais y en a pas un qui voulait me le vendre, le terrain. Hou les salauds. Enfin, je me suis installé. J'ai conservé un peu de tradition (*il a un béret sur la tête*) – pasque je m'suis dit, on sait jamais, des fois qu'on y revienne, hé hé, et pis j'y ai mis un peu de modernité quand même (*il met une casquette par-dessus le béret, à l'envers, à la manière des rappeurs*). Et enfin, j'ai stocké toutes les valeurs traditionnelles (*il soulève une énorme valise*) et j'ai tout emmené avec moi. Je vais les mettre là (*il pose la valise sur l'estrade*). Ah...

Lili (*habillée en jeune banlieusard*) : Hé salut !

Victor : Voyez, comme j'ai compris qu'on n'était plus que 200 000 paysans et qu'il y a 60 millions de Français, et qu'il faut que les 60 millions

connaissent au moins un paysan, je me suis fixé une classe de découverte par semaine (rires). Et pis, y vaut mieux, pasque si on n'est plus que 100 000, ça fera deux classes de découverte, et pis quand on sera 50 000, trois classes de découverte et pis j'vais faire que ça... Oh là, mon petit.

Lili : Je viens du zoo urbain, moi. Je m'appelle Métis.

Victor : Oh putain...

Lili : Je suis venu voir comment c'est foutu, un paysan. C'est la rencontre du dernier type, hein. Alors, qui t'es, toi ?

Victor : Bonjour, jeune homme. (*Lili lui tape dans la main*). Putain, j'vais lui envoyer les chiens si ça continue, pour le calmer. Bon, t'as vu, je suis agriculteur.

Lili, regardant la veste de Victor, constellée de taches de peintures : C'est crade !

Victor : Mais non. C'est les projections de la société sur moi. J'ai pas commencé que j'en ai pris plein la gueule. Si ça te fait rien, j'enlève les traditions parce que ça me tient chaud au capot (*il enlève son béret*).

Lili : Bon alors, c'est là ? (*Elle désigne l'auditoire*).

Victor : Eh oui. Mon nouveau truc, c'est le poulailler à idées. C'est un concept que j'ai inventé quand j'ai vu un gosse qui m'a demandé où était l'arbre à frites. Et moi j'ai pensé « poulailler à idées ». J'suis allé à Gérone, j'ai vu le maire, ils m'ont filé du pognon en me parlant des juifs, j'ai pas compris mais avec ça, j'ai acheté le terrain, comme quoi ya qu'la réalité qui compte. T'as compris ?

Lili : Rien.

Victor : Ah ben, c'est normal (*il désigne P. Denoux*), c'est comme quand il parle, j'comprends pas.

Lili : Alors, c'est tes poules, ça ? (*Elle pointe du menton l'auditoire*).

(3) Convertis à la chrétienté.

le poulailler à idées »

Victor : Eh oui. Tu vois, c'est pas compliqué. Je les ai mis bien au chaud et alors, tu passes dessous de temps en temps et tu ramasses des idées d'innovation rurale.

Lili : Mais elles crèvent de chaud, tes poules ! Elles sont enfermées, r'garde ça. (*Il faut dire qu'il doit faire 40° sous le chapiteau...*). Elles ont même pas à boire. Et combien tu les payes, tes poules ?

Victor : Non mais, attends, qui t'es, toi, pour avoir un avis sur le bien-être de mes poules ? ! Est-ce que tu as fait au moins un stage de paysan ? ! Ecolo, va !

Lili : Moi, je suis une survivante. Alors en tant que survivante, j'suis venue voir le vivant de près. Enfin, elles sont un peu mollasses, tes poules. Elles bougent pas, tu les as droguées ou quoi ? Qu'est-ce tu leur as filé ?

Victor embarrassé : Behhh... C'est des poules... enfin, tu vois... C'est avec l'Inra, quoi, on a fait des trucs. Et maintenant, je cherche la poule synthétiseuse, pour synthétiser les idées ; Là, j'ai pas trouvé. Quoi que... Il y a comme un prémisses par ici (*il montre P. Denoux*). Et puis, alors, ce qu'y a de bien, c'est qu'elles sont très fatiguées et y a un moment où, paf (*il fait un geste du plat de la main*) et juste avant qu'y ait le paf, je la prends, et crac, hé hé... Tu vas manger ici, petit, tu vas voir, les produits de la ferme. On va faire une grillade.

Lili : Mais de quelles poules tu parles, là ?

Victor : Tiens, tu vois, j'en ai une, là (*il sort de la valise un poulet déplumé en plastique*). Tu vois, c'est un chercheur Inra que j'ai fait beaucoup couvrir et à un moment, il a séché, alors on va le manger.

Lili, faisant une moue de dégoût : J'vais pas bouffer ça, moi ! C'est dégueulasse ! Ca ressemble même pas à un carré de poisson.

Victor : M'enfin, c'est du vivant, enfin je veux dire, c'était du vivant.

Lili : Ah non, moi j'bouffe pas ça. J'veux pas m'faire empoisonner.

Victor : Eh oh, mes poules, elles sont pas bien traitées, les poulets, tu les bouffes pas quand ils sont morts... Un petit civet de lièvre, ça te va ? Tu le verrais pas, le lièvre. Bouge pas. (*Il sort de sa valise un bouquet de fleurs qu'il lui tend*). Regarde, et hop ! Voilà un petit civet de lièvre...

Lili : Oh, tu me prends pour un con ?

Victor : Goûte, tu vas voir...

Lili : Attention, hein. Faut pas m'prendre pour un con. Qu'est-ce que c'est qu'ça ?

Victor : Eh bé, j'ai pris quelques molécules d'ADN du lapin, je les ai mis dans la plante et voilà. Quand elle pousse, ça fait un civet de lapin. C'est une plante transgénique lapineuse.

Lili : P'tain, c'est dégueulasse ! Ca ressemble à rien, ça. Qu'est-ce tu m'fais manger, là ?

Ca m'intéresse à moi d'le savoir ! C'est ma question !

Victor, maugréant : C'est ta question, c'est ta question... J'veux bien qu'ce soit ta question, il l'a dit (*désignant Rémi Mer*), mais si on peut pas les élever normalement, au chaud, les tuer comme il faut, vivants pour les rendre morts, et si en plus tu veux pas bouffer des trucs que j'ai transformé, qu'est-ce qu'il te reste ?

Lili : Eh be...

Victor, sentencieux : Eh bé, c'est un problème de société, cher ami, il va falloir que tu réfléchisses. C'est pas à moi de le régler, le problème ! Moi, je t'offre tout ! Je suis le père nourricier, nom de Dieu ! Je nourris tout le monde et voilà comment tu me remercies !

Lili : C'est qu'avec tous ces publicitaires qui me mettent des désirs de partout, je sais plus ce que je veux, moi. C'est vrai, quoi.

Victor, grave : Tu sais comment ça va finir ?

Lili, inquiète : Comment ça va finir ?

Victor, croisant ses mains dans le dos, il commence à arpenter à grands pas la tribune de long en large : Y a trois possibilités, trois scénarios. Premier scénario : le combat ! (*tous deux mettent des casques et se battent à coups d'épées, face à face, tout en parlant*).

Victor : Je suis l'agriculteur

Lili : Je suis la société. Pollueur, crado !

Victor : Voyez, je suis diabolisé (*il a une fourche de Satan*). Salauds ! Regarde-moi : comme je suis toi, comme tu es moi, car la société, c'est moi aussi, et le paysan, il est dedans et la société, elle est dehors... Oh et puis zut, (*il jette ses armes*) je sais plus où je suis, j'en ai marre de tout ce vocabulaire... C'est un coup à tomber d'équerre.

Lili : On est con, hein...

Victor : Est-ce qu'il y a un agriculteur, ici ? C'est vrai, hein, c'est un coup à tomber d'équerre, non ? C'est pas sérieux !

Lili : On a failli s'entretuer pour une question de bouffe. Franchement...

Victor : Deuxième scénario. Je suis toujours paysan. Qui tu es, toi ?

Lili déguisée en vache : Je suis la vache folle.

Victor : Ah, mon dieu, je cours devant ! (*il fait le tour en courant de la salle, poursuivi par Lili*). C'est le scénario de la fuite !

Lili : Je vais le bouffer !

Victor, s'arrêtant net : Attention... Et hop ! (*Il sort d'un geste brusque un grand morceau de tissu vert, dont il se sert pour masquer Lili, comme un écran. Il prend une voix*

« Si les arbres imaginent l'agriculture, nous n'imagineraient pas »

doucereuse). La France tranquille, les paysages verts, l'agriculture... (*rires et applaudissements*).

Bon, troisième scénario, le plus super. On se met à deux, tout ça, on échange, hé hé. C'est un truc que ça roule, quoi. Les mecs, ils discutent, y sont pas d'accord mais tout va bien. C'est la co-machin, là... J'ai toujours le paysan.

Lili : Moi, j'ai toujours la société.

Victor, sifflant l'air du film « *Il était une fois dans l'Ouest* », se tient face à Lili. Ils se rapprochent lentement, face à face. Tous leurs gestes sont au ralenti : La co-production se met en place.

Lili parlant au ralenti : Comme je suis bien plus nombreuse que les agriculteurs, c'est moi qui vais faire le premier geste...

Victor parlant également au ralenti : Comme je suis minoritaire, mais essentiel, j'accepte. Ce n'est qu'un début ! Car je suis essentiel mais mine de rien, je pèse (*toujours au ralenti, Lili et Victor sont à présent face à face et font mine de se battre. Il écrase Lili de tout son poids*). Ah, nom de Dieu !

Lili : Ahhh ! C'est vrai ! Il faut que tu répondes à mon besoin, mais (*elle se redresse et reprend le dessus*) c'est moi qui ai le désir !

Victor : Aïe, aïe, aïe ! Et tu crois que je vais me laisser me faire bouffer ? ! (*Il prend à son tour le dessus*). Tu vas voir, la représentation, où j'te la mets !... Vous voyez, c'est franc, cordial et on va arriver à un résultat. Il vaut mieux, il a dit, sinon, c'est foutu. *Se redressant brusquement en regardant le fond du chapiteau* : Oh, putain, ya la presse !

Victor et Lili se lèvent d'un bond, se serrent côte à côte et se tiennent bras-dessus bras-dessous, avec un large sourire.

Gilles Allaire, directeur de recherche en économie et sociologie rurale à l'Inra de Toulouse, fait partie des « piliers » de l'Université d'Été. Présent dès son origine, il a participé à son évolution. L'Économie des savoirs, des compétences, et Innovation : tel est la thématique majeure de ses recherches. Ainsi, pour cette 9^e édition, il lui a été proposé de remettre en perspective les propos de la première journée, en y apportant un éclairage théorique.

Mon impression générale est qu'hier nous avons plus parlé de représentations, de communication, d'information et de dialogue que d'imagination et d'imaginaire. Nous

avons plus discuté des rapports agriculture et société, que de la façon dont chacun construit un imaginaire à partir de sa perception des choses de l'agriculture ou de la campagne. Du moins en plénière, car sous les arbres, on s'est plus abandonné à dire des images intimes.

Certes le thème de cette Université d'Été, en prolongement de celui de l'an passé, était centré sur la relation agriculture société. Ce qui s'est exprimé de cette relation est un trouble, voire une souffrance, un malaise perçu comme une mise en question identitaire.

Dans le regard qu'il a porté sur nos débats, Patrick Denoux a relevé que la « figure du paysan », de l'ordre du mythe, était un lieu de fracture culturelle, mais aussi il a mis à jour la complexité et l'ambivalence des

images de l'agriculture et surtout il nous a appelé à reconnaître les distances culturelles (si je puis dire ainsi), c'est-à-dire l'éloignement réel entre producteur et consommateur, là comme ailleurs, qui fait que la recherche d'une « vraie » relation est aussi de l'ordre du mythe (qui peut être un mythe socialement dangereux...).

Saadi Lahlou a éclairé pour nous le rôle des représentations mentales en soulignant qu'elles ont une réalité psychologique et sont les véhicules de notre connaissance du monde, en s'articulant dans l'échange social. Les représentations, qui ont un caractère social, ne se transforment pas aisément...

Il reste un décalage entre l'usage dialectique de la notion de représentation que font les sciences sociales, rappelées fort à propos, et la façon dont nous tous, nous parlons, disons moins détachée, lorsque nous évoquons globalement cette crise identitaire agricole. Nous en parlons alors en mobilisant des représentations plutôt monolithiques, pour leur opposer une vision tout aussi monolithique, mais il est bien légitime que notre vision soit ainsi armée de passion. Parce que nous aimerions agir, il ne faudrait cependant pas ramener cette question à un problème de communication ou de marketing.

Dans cet essai de synthèse de la journée d'hier, j'aborderai quatre points. En premier, je voudrais préciser mon impression en m'étonnant d'une quasi absence du thème de la « qualité » dans les discussions. Puis, je développerai quelques remarques autour des notions d'imagination, d'imaginaire, de représentations. Ensuite, je traiterai les rapports entre agriculture et société sous deux

es oiseaux¹, pourquoi des frites des arbres ? »

angles : celui des produits, de l'aliment, de l'échange économique, du rapport producteur-consommateur, donc un aspect plutôt individuel, et celui de la profession et des acteurs sociaux, donc un aspect plus collectif du problème.

Pour réfléchir aux rapports entre agriculture et société, il faut introduire un tiers.

Comme je l'ai dit, j'ai été étonné que l'on parle assez peu de qualité, de signes, de noms, d'origine, de marques etc., qui sont des véhicules d'images. Aussi, il m'a semblé qu'il y avait eu un absent dans nos échanges, ou qui à peine a été évoqué, c'est le produit : l'aliment que l'on mange ou bien aussi le paysage, en tant qu'objets matériels et immatériels à la fois. Certes, la nourriture s'impose comme l'intermédiaire des relations agriculture société. Cela nous a placé d'emblée au niveau des représentations globales de l'agriculture et de ses « fonctions ». Avant de revenir sur ces questions, je voudrais remarquer que nous avons tous une relation matérielle avec les objets de l'agriculture, ne serait-ce qu'avec l'arbre à frites ou le paysage qui borde l'autoroute. C'est-à-dire que nous en avons des représentations imagées et vécues, qui certes finalement s'inscrivent dans les représentations sociales que nous mobilisons dans notre discours, mais dont peut-être le dévoilement peut nous aider à démonter ces représentations.

Plus généralement, je pense pour ma part que les objets sont les intermédiaires de nos relations, par les repères qu'ils génèrent. C'est sur les objets que s'accrochent les images. Aussi, si je dois analyser les relations entre agriculteurs et consommateurs, je ne peux pas oublier le produit, qui a sa présence dans cet

(1) C'est ce que j'ai perçu en écoutant José Muchnik nous lire un extrait de « Amazonie, j'ai vu ».

échange, quoique très étirée entre plusieurs dimensions.

Il y a dans la « communication » (de type publicitaire) une étrange absence des objets et même un effacement de ceux-ci, remplacés par des icônes (la vache, le pot au lait, la laitière). A contrario, la communication entre professionnels repose sur une connaissance commune des objets, mais une connaissance limitée à ce qui est de l'ordre de l'expérience partagée ou partageable de ceux-ci. C'est le cas entre agriculteurs de la même localité ou du même métier, et aussi bien sûr entre ceux-ci et les techniciens et partenaires avec qui ils sont en rapports. Comme c'est également le cas, jusqu'à un certain point entre le professionnel et son client, par exemple le boucher et la cuisinière qui cuit la viande. Mais, cette chaîne de connaissance est bien imparfaite. Pas seulement du fait de la transformation du produit au long de la chaîne des échanges et de la longueur de celle-ci, mais aussi du fait qu'à chaque étape, les opérations de production sont complexes et mobilisent des ressources invisibles des autres points de la chaîne. Aujourd'hui, que sait-on, par exemple, de la fabrication d'une automobile alors que le garagiste du village ne sait plus la réparer, que des automates font les réglages et que des blocs complets sont changés si un défaut survient. D'une façon générale, les activités de production sont complexes et font appel à des savoirs diversifiés, abstraits et de domaines multiples ; sait-on que les viticulteurs de Saint-Emilion gèrent la vigne cep par cep en enregistrant toutes les opérations par GPS ? Contrairement aux multiples apparences, finalement insaisissables autrement que par l'expérience singulière, de ce qui est le produit

échangé (ou le produit des échanges), les icônes offrent une représentation transcendante et globale, mais elles sont tant ambivalentes que contradictoires.

Le groupe local de préparation a posé la question : pourquoi les images de l'agriculture d'aujourd'hui sont celles des années cinquante ? Une des réponses, qui a été exprimée, est que les images de l'agriculture s'enracinent dans notre enfance. Les objets liés à ces images sont anciens, sauf pour les plus jeunes, ce sont ceux du travail de la terre. Il y a comme un jeu de miroirs entre les souvenirs que l'on a pu garder de l'agriculture des années 1950 ou 1960 et les icônes dont j'ai parlé. Mais, si on regarde l'agriculture d'aujourd'hui à travers ces objets, ceux-ci sont très loin de ceux qui peuplent notre imaginaire de l'agriculture. Puisque l'on parle de rétablir un contact entre le producteur agricole et le consommateur, une des façons est sans doute de prendre la mesure des objets qui participent de l'activité agricole (inclus les satellites pour la météo, l'électronique et les automatismes de plus en plus présents...).

La nourriture est un autre monde d'objets et de représentations de l'agriculture. Les représentations de la nourriture (à travers la fonction nourricière) ne sont qu'une des sources, très indirecte, de représentations de l'agriculture. Cela renvoie à l'idée d'éloignement qui a été évoquée, entre la ville où l'on se nourrit et la campagne nourricière. L'authentique y est opposé. Mais le mythe de l'authenticité fournit-il un modèle qui intégrerait tous les registres de la relation agriculture société ? Je ne le pense pas.

(2) La « Psychanalyse du feu » est parue chez Gallimard en 1938, les autres volumes chez José Corti (1942, 1943, 1948). Le premier livre consacré à l'élément terrestre est un « Essai sur l'Imagination des forces » ; la matière s'y présente comme une « résistance » et appelle le « projet du travailleur », du « modeleur », du « forgeron » : « Ainsi se fonde une psychologie de la préposition « contre » qui va des impressions d'un « contre » immédiat, immobile et froid, à un « contre » intime, à un « contre » protégé par plusieurs retranchements, à un « contre » qui n'en fini pas de résister » (Avant-Propos aux rêveries du Repos, p. 2). Le second est un « Essai sur les Images de l'Intimité », sous le signe de la préposition « dans ». Les images de la profondeur n'ont pas que l'aspect de l'hostilité : « Elles ont aussi des aspects accueillants, des aspects invitants » et renvoient à « toute une dynamique d'attraction, d'attirance » (id). On trouve dans ces dernières rêveries, la maison et la bouche, la grotte et le labyrinthe, le serpent et la racine...

Au fil de ces quelques observations plusieurs médiateurs sont apparus qui forment la variété des représentations des liens entre l'agriculture et la société : les objets, les icônes et l'imagination.

La source de l'imagination est matérielle, celle des représentations est sociale

L'imagination a une base matérielle. Certes, les images sont des immatérielles, mais elles sont matérielles par leur origine et par leur efficacité puisqu'elles peuplent le monde. L'imagination a pour source l'expérience sensible, avec des objets et plus fondamentalement avec les éléments. Et puisque la poésie était convoquée, je pense qu'on ne peut pas parler d'image sans se référer à Bachelard, qui a publié « La Psychanalyse du feu », « L'eau et les rêves », « L'air et les songes » et deux tomes consacrés à la terre : « La terre et les rêveries de la volonté » et « La terre et les rêveries du repos ». (2)

Comme me l'a fait remarquer Catherine Boyer-Durrieu, la terre labourée est peu présente dans les images étudiées par Bachelard sous le signe de l'élément terrestre. Toutefois, la terre labourée a sa place dans l'imaginaire de la volonté. Elle me paraît se rapporter différemment à l'imagination du laboureur et à celle du paysan. D'une part, le labour fait partie des combats du travail contre la matière résistante (voir dans les *Rêveries de la Volonté*, tout ce qui concerne la « volonté de travail », notamment le chapitre I). D'autre part, dans l'imagination du paysan, non pas au moment du travail mais à celui de la satisfaction de l'œuvre accomplie, la terre labourée évoque l'étendue : « Voir loin, c'est la rêverie du paysan » (Georges Sand, « la vallée noire », cité dans les *Rêveries de la Volonté*, p. 380). L'expression

« prolonger le sillon » qui désigne la volonté du père de léguer à ses enfants une propriété plus importante que celle qu'il a reçue en héritage, suggère à mon sens que cette imagination de l'étendue est aussi, dans le temps, un sujet d'inquiétude et une question de sécurité. Par ailleurs, en restant sur le plan de l'imagination matérielle, dans l'imagination du contemplateur de paysage, où s'active un « onirisme panoramique » (voir *Rêveries de la Volonté*, p. 378 à 387), la terre labourée, si j'en juge par ma propre expérience, soit s'étend à perte de vue, comme la mer, soit elle apparaît comme des sortes de déchirures qui mettent à nu la couleur intime de la terre. Le paysage bachelardien attire parce qu'il permet de rêver l'immensité et la profondeur.

Par ailleurs, le laboureur ou le paysan sont eux-mêmes la source d'une symbolique qui porte sur la vie et sur l'humanité.

Bachelard distingue les images « imaginées », celles qu'on pourrait appeler « vraies » ou « authentiques », au sens où elles sont éprouvées - mais, je ne pense pas qu'il y ait des images vraies ou fausses au sens d'une vérité universelle -, et les images « construites ». Il donne un exemple très intéressant, concernant les ailes. Vous ne pouvez pas imaginer des ailes situées dans le dos d'un homme, vous pouvez construire cette image, mais vous n'en avez jamais eu l'expérience sensible : vous n'avez jamais senti que vous étiez tiré par le dos. Vous ne volerez jamais ainsi, vous n'aurez jamais l'impression de voler ainsi. C'est une image construite, comme celle du poisson carré. Si vous avez déjà vu un oiseau, vous placerez les ailes d'un ange au même endroit. En revanche, les ailes imaginées sont aux pieds... Les ailes

de Mercure, par exemple. Car si vous avez déjà ressenti le fait de vous élever, c'est forcément en poussant sur la terre.

L'arbre à frites comme objet de l'agriculture moderne, cela parle de la même façon. Cette image est « vraie ». Car quand on vous parle des « fruits » de l'agriculture, à quoi pensez-vous ? Pas aux pommes de terre en train de germer au fond de la cave, mais à ce qui sort de terre, à un arbre, avec des fruits. Dans notre imaginaire occidental, l'homme aussi est le fruit de l'arbre de la Création. Je ne vois donc pas, si je me mets à la place de celui à qui on vient de révéler que la vie des frites commence à la ferme, comment imaginer que les produits issus de l'agriculture viennent autrement que de cette façon-là. L'arbre à frites est bien une image vraie et en même temps, c'est une image de l'agriculture moderne. Elle nous interroge. Car, avec elle, on passe immédiatement de l'acte de création - lié à l'image de l'agriculture - au produit, la frite. Il faut reconstruire cet espace, entre l'acte et la frite.

En suivant Bachelard, la force des poètes est d'éclairer notre imaginaire matériel. J'ai parlé des images pour faire sentir encore plus ce qu'a dit Saadi Lahlou à propos du temps des changements : l'imagination se transforme en des millénaires... Peut-être, si la période actuelle est celle d'un éloignement, c'est d'un éloignement du travail et de la matière dont il s'agit. Pour Bachelard (dans les années 1940...) : « Rien de plus clair, pour classer les volontés, que les matières travaillées de main d'homme » (*Rêveries de la Volonté*, p. 11) (dont d'ailleurs fait partie la page blanche). Le travail aujourd'hui, y compris, le travail de l'agriculteur, repose moins sur des

perceptions matérielles directes, mais sur des informations. Pour conclure sur les images, qui ne sont ni vraies ni fausses, je dirais qu'un travail sur les images construites est tout autant légitime. On parlera alors plutôt de signes (et c'est le domaine de la sémiologie).

Les représentations, qui mobilisent images et signes, nous ont été présentées du point de vue de la psychologie et de l'anthropologie. Ces représentations servent essentiellement à communiquer et c'est par la communication que l'on peut dire qu'elles sont socialement construites. Cette construction est celle des savoirs, au sens générique du terme. Les représentations, qu'en ce sens on désigne souvent comme conventions sociales (notamment ce qui est de l'ordre du goût, de la qualité ou, encore, de la responsabilité), sont des formes de savoirs « sociaux » (pour un sociologue) ou « institutionnels » (pour l'économiste que je suis). Dans ceux-ci, il y a la trace des arbitrages, des valeurs, de la politique. Mais, une fois encore, il faut souligner la résistance temporelle des institutions sociales, qui pourtant ne reposent que sur des représentations.

A cet égard, il faut citer le célèbre ouvrage de Marc Bloch qui oppose les pays de champs ouverts et ceux de bocage, ainsi que la France des familles élargies ou nucléaires, et souligne que ces structures sont stables sur plusieurs siècles et ne se transforment que sur de très longues périodes (3). La Chalosse (tout près d'ici), lorsque j'ai fait des enquêtes sur le métier d'agriculteur en 1985, était encore une société rurale avec des familles collectives (4) ; à l'opposé, l'autre terrain d'enquête, dans le Morbihan (Landes de Lanvaux), était marqué par les caractères des

familles individuelles de l'Ouest ; cela se traduisait dans une organisation des collectifs de travail et une représentation du travail sensiblement différentes dans les deux cas. La question du changement des images et des représentations n'est donc pas un chantier de « communicants » ! (par contre la communication mobilise, plus ou moins habilement, des images et reflète les sensibilités collectives. A mon sens, elle est partie active du monde des médias). C'est un chantier beaucoup plus vaste, qui repose sur l'émergence de compétences collectives et que l'on ne peut appréhender qui si l'on en définit les enjeux.

Et l'information, dans tout ça ? Est-elle plus du côté de la réalité que du côté de l'imagination ? La question n'est pas là. Tout fait partie de la réalité, car on rêve tous les jours... L'information passe par une communication formalisée. Elle peut être ambiguë, vraie ou fausse selon l'intention qui l'accompagne. Ce n'est que du point de vue du sens qu'elle peut être une contre-vérité. S'il y a un problème d'information dans les relations agriculture et société, il se situe au niveau des circuits ou des vecteurs de l'information, qu'il s'agit des questions techniques ou alimentaires. Mais il ne s'agit pas d'une simple insuffisance de la diffusion d'une information qui serait objective (techniques scientifiques de production ou de nutrition). Il s'agit plutôt d'une insuffisance de connaissance. Le projet de la Science est de repousser la frontière de la non connaissance. Mais c'est aussi, pourrait-on dire, le projet de toute culture qui tend vers une vision globale du monde. Par extension, je dirais que c'est aussi le contenu de toute appréciation qualitative ou normative, qui certes renvoie à des stan-

dards, mais qui se définit aussi comme complète. Les questions de qualité sont au cœur des problèmes de communication. Elles comportent de nombreux aspects et pas plus qu'elles ne se réduisent à une question d'information, elles ne peuvent se résoudre uniquement au niveau local dans des forums de résidents ou de consommateurs, quand bien même vous avez souligné justement l'importance de ces forums. Les parties prenantes de ces questions sont aujourd'hui nombreuses. Le monde rural n'est en rien un bloc face à la société.

Agriculture et société : les échanges économiques

Je vais reprendre les deux niveaux qu'a distingués hier Saadi Lahlou. Il a indiqué qu'il y a deux éléments qui changent. Le premier concerne des raisons économiques qui poussent à une transformation de la nature des produits. Le second est l'éloignement des consommateurs de la production.

En premier lieu, Saadi Lahlou a distingué une raison qu'on peut appeler commerciale, si on le voit du point de vue de l'agriculture, du producteur : les estomacs sont pleins, il faut donc rajouter des dimensions aux produits, comme le service. Mais c'est là une évolution plus générale. L'évolution de l'offre suit aussi une évolution des modèles de consommation. Effectivement, nous avons des aliments qui incorporent des services spécifiques avec des fonctions de santé, la nutraceutique – les Américains parlent d'aliment fonctionnel –. Mais il n'y a pas que cela dans cette évolution. Ce qui est important, c'est aussi le développement des services autour de l'alimentation : on mange de plus en plus en dehors de la maison, à la cantine ou au restaurant. On va adhérer

(3) Bloch M., 1931. Les caractères originaux de l'histoire rurale française. 1^{re} éd. : Oslo, 1931, rééd. A. Colin, 1952, 1988. 316 p.

(4) Dans cette région, le métayage s'est maintenu jusqu'après la seconde guerre mondiale. C'est avec ces rapports sociaux que s'est maintenue plus longtemps qu'ailleurs une dominance des familles abritant plusieurs générations.

à un « wining club », s'abonner à des magazines sur la cuisine, consulter le pédiatre pour l'alimentation de nos enfants... donc on recourt à une recherche d'information, à des avis d'experts et à des conseils de différentes natures. L'évolution va des produits vers les services. L'agriculture n'échappe pas à cela. Non seulement les services sont introduits dans les produits, mais l'alimentation et toute une série de services sont externalisés par rapport au ménage.

Saadi Lahlou a évoqué le fait qu'actuellement, on étoffe l'aliment avec des valeurs éthiques, esthétiques, culturelles, sociales... Ces valeurs sont créées, mais pas par le seul producteur du produit matériel, elles le sont par des acteurs sociaux, par un réseau. Et elles vont être incorporées au produit à travers les images, justement. Comme disait Patrick Denoux, en évoquant le marketing, on n'y échappe pas. C'est une évolution du monde vers l'immatériel, les savoirs associés aux produits matériels.

On va effectivement vers une sorte de virtualisation des produits, lorsque l'on peut leur faire correspondre un ensemble de procédures formalisées, aussi complexes soient-elles. Mais j'ajouterai que cette virtualisation est problématique, car il s'agit aussi d'une « globalisation », au sens où, en fin de compte, dans un monde où les marchés s'étendent, éloignant chacun des lieux de production multiples de ce que nous consommons, on a simultanément toutes ces valeurs qui viennent s'ajouter aux produits, ceux-ci appartenant alors à un monde de savoirs polymorphes. Les valeurs immatérielles d'ordre éthiques ou esthétiques ne s'attachent pas seulement à des produits ou à des circuits très spécifiques. Les grandes

marques industrielles développent aujourd'hui des images autour de la sécurité, des valeurs vertes etc. Après les grandes crises sanitaires que nous avons vécues, ces images ne sont pas que des discours. Il y a de vrais changements des procédures, mais aussi des questions. Des alternatives ont été introduites dans le monde de la distribution... Et aussi dans les comportements. Regardez le sondage : peu d'entre nous consomment vraiment du bio labellisé, et pourtant, on croit en consommer, car on confond bio et proximité avec l'agriculture. Toutes ces alternatives reconnues nourrissent l'imaginaire bien au-delà de leur marché. On peut parler de globalisation parce qu'il y a une addition de toutes ces valeurs qui viennent investir, peupler les images du produit. Des sociologues anglais, Lash et Urry (1993), font une distinction que je trouve heuristique concernant les qualités immatérielles de l'alimentation ; ils distinguent entre deux types de signes selon qu'ils ont, soit un contenu principalement cognitif ou informatif, qu'ils désignent comme biens « post-industriels », soit un contenu « esthétique », les biens « postmodernes ». On retrouve une opposition entre produit industriel et service. On avait une image des produits qui était liée à l'industrie. Et aujourd'hui, nous sommes dans un monde des services. Avec des marques industrielles qui s'affaiblissent par rapport à d'autres acteurs, comme les distributeurs qui prennent de l'importance car ils sont plus capables d'articuler ces images globales. Il y a une relation entre les changements de mode de vie, le développement des services alimentaires marchands et la différenciation des modes de consommation alimentaire. L'esthétisation n'est pas qu'un placage d'image, cela signifie

qu'au fur et à mesure que le fait alimentaire sort de la maison et que manger passe par des services diversifiés, divers sens et divers enjeux de communication sont en jeu. L'esthétisation est en quelque sorte la réponse à l'éloignement. Tandis que le projet moderniste était celui d'une normalisation de type réductrice, les voies de communication entre les individus et les objets (en l'occurrence les aliments) sont multiples.

Les agriculteurs dans la société

J'aborde maintenant la question de ce qui fait cet éloignement entre les citoyens (consommateurs ou résidents) et la production agricole, les rapports entre agriculture et société et l'identité collective.

Le groupe local de réflexion et de préparation l'a un peu évoqué, l'éloignement vient des intermédiaires, qui créent les représentations. Il serait donc question de les contrôler ou de les créer à leur place. Les contrôler, je n'y crois pas. En revanche, il est vrai qu'on participe à les créer, mais à travers un jeu social complexe. On a cité les syndicats, mais ce ne sont pas les seuls créateurs de l'image professionnelle. Ce qu'on appelle la Profession est justement, en général, cet intermédiaire entre les agriculteurs et la société. C'est un peu sa définition, son rôle social. Elle repose sur des groupes, mais elle ne se limite pas aux groupes professionnels locaux ou aux coopératives. Bon nombre de questions qui ont été débattues dans les tables rondes d'hier tournaient autour de la place et de l'évolution de la profession. Y a-t-il un élargissement de la profession ? Est-ce que le territoire et l'écologie font partie des questions qui se posent à la profession, au-delà de la celle de défendre les produits, leur image et leur marché ? Jusqu'où,

d'ailleurs, la collectivité professionnelle peut défendre l'image des produits sur les marchés ? J'étais récemment à une rencontre entre des chambres d'agriculture et l'Inra, et j'étais animateur du groupe sur la « maîtrise de la qualité », une des questions qui se posait aux agents consulaires présents était la suivante : jusqu'où accompagner les agriculteurs dans cette démarche commerciale ? Le commercial est-il collectif ? Le collectif se résume-t-il à l'information qu'on peut recueillir sur le marché et au contrôle ou à la création des images ?

Cet élargissement de la profession va-t-il plus vers le commercial avec une prise en compte de la multifonctionnalité autour des thèmes de l'aménagement rural ? Ou bien, au contraire, y a-t-il un éclatement de la profession ? est-ce que la notion même de la profession perd son sens dans un monde qui s'individualise ? Et si elle en a encore, quel est son sens politique ? La question de l'éloignement, d'ailleurs, rejoint aussi la notion d'individualisation des comportements (sur laquelle repose l'esthétisation que j'ai évoquée).

Catherine Boyer-Durrieux nous a proposé une lecture des relations à la terre, je vais en reprendre quelques éléments. La terre, qui se divise en père et mère, c'est effectivement la structure de l'ordre bourgeois et de l'ordre moderne. Chaque figure ayant elle-même deux dimensions. Le patrimoine a deux fonctions : une fonction productive (le domaine de l'homme dans l'agriculture des années 1960) et une fonction politique (la cité, l'organisation de la profession). Et puis, du côté de la mère, il y a la maison, la nourriture, le jardin, et aussi le symbolique, fondé sur la valeur de la fécondité. Et dans la profession, on a ces deux dimen-

sions : elle recouvre à la fois des façons de s'organiser, ce qui est la dimension du père, et une dimension symbolique très forte, qui date des débuts de l'agriculture, qui est la fécondité. J'appelle cela une convention (sociale) de « qualification ». C'est là un axe fort du rôle social de la profession. Cela apparaît d'ailleurs dans le sondage BVA. 94 % des sondés pensent que l'agriculture est faite pour nourrir la société. C'est comme cela qu'on qualifie l'agriculture. Et cela vient de loin. Mais regardez où on en est : ça leur a complètement échappé, aux agriculteurs. Pour assurer la fonction de fécondité, aujourd'hui, il y a... l'Inra ! Sérieusement, il y a toute une série d'experts, de médiations, dont la plus importante est celle du marché et qui assurent une certaine reproduction de l'ordre des choses, avec des difficultés, voire des échecs. Mais, il y a aussi toute une série d'institutions entre l'agriculteur et la société, qui assurent les deux fonctions, politique et symbolique, de la profession.

Est-ce que, actuellement, la crise de la profession est une crise des imaginaires ? Comment reconstruire tout cela ? Il n'y a pas que les agriculteurs en cause. Nous avons dit que c'était la société qui se posait ces questions.

En fait, les questions de communication se posent au niveau de tous les intermédiaires : au niveau du marché - comment informer les consommateurs ? - au niveau de la recherche, au niveau des médias, au niveau des « animateurs », des élus locaux... La deuxième crise de la vache folle a quand même été attisée par les maires, qui ont décidé de supprimer la viande de bœuf des cantines... Ils ont joué, de fait, de par leur position institutionnelle, un rôle d'« intermédiaire », entre les parents

utilisant le service « cantine » et le marché et aussi dans le développement d'un mouvement de refus des consommateurs.

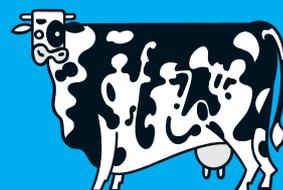
En conclusion, les questions sous-jacentes à nos débats sont les suivantes : est-ce qu'il y a une crise professionnelle ? Est-ce que la profession a un sens ? Est-ce que le collectif a un sens ? Quels sont les sens, les formes que prend le collectif ? Cela interroge, à mon avis, les intermédiaires, qui sont plus nombreux que les seuls syndicats, et dont nous faisons partie.

IMAGES, VALEU

RS D'ECHANGES ?

S'il n'est pas question de faire l'économie de nos imaginaires, il serait déraisonnable de se laisser aller à la gratuité du rêve, quand d'autres comptent, communiquent, et vendent... Tout a un prix, dit-on familièrement. En la matière, il nous faut bien faire l'effort de comprendre les mécanismes économiques et organisationnels en jeu, de cerner les effets et les règles du marketing, de prendre la mesure des représentations faussées, et d'imaginer – nous y revoilà – les pistes pour avancer.

Interventions, tables rondes, débats et conférences ont permis, au cours de la journée du 7 août, de réintroduire les réalités des hommes, des territoires, des produits et de leur commerce pour esquisser ce que pourrait être la construction collective d'un projet, métissant le besoin de rêve et le rappel au réel.



Trois lectures du réel

Une fois recensés les images et les imaginaires que nous avons du monde agricole, reste à comprendre ensemble comment ils nourrissent les échanges économiques entre agriculture et société, sous-tendant notamment nos actes d'achat, sans oublier le rôle du marketing qui exacerbe souvent nos nostalgies et nos utopies.

Pour introduire cette réflexion en tables rondes, trois intervenants ont proposé leur propre lecture économique : une économiste, Emmanuelle Auriol, un agriculteur, Bernard Guidez et un architecte, Jean-Pierre Estrampes.

« La demande, les subventions et la décision ».

Emmanuelle Auriol, économiste, professeur à l'Université de Toulouse 1 et ancienne directrice de l'IUP d'ingénierie économique. Tout récemment nommée à l'Institut Universitaire de France, ce qui distingue ses travaux de recherche. Spécialiste des régulations des marchés et des politiques économiques, financières et fiscales.

« Comment un économiste peut-il traiter la question de l'imaginaire de l'agriculture et de la crise identitaire des agriculteurs, notamment pour tenter d'expliquer les raisons d'une telle situation ? Revenant à mes fondamentaux, je commencerai par analyser la demande. Avec ce fait : nous mangeons tous les jours... Il s'avère cependant que cette demande n'est pas très élastique. Je m'explique : d'un côté, la quantité d'aliments que nous pouvons consommer dans une journée, même s'ils étaient gratuits, demeure limitée. De l'autre, même si les aliments étaient très chers, nous serions obligé d'y consacrer notre revenu, pour ne pas mourir de faim. Cela signifie donc que la réaction de la demande aux variations de prix est assez faible. C'est un fait très impor-

tant pour les économistes. Nous en avons un exemple dramatique avec le café, dont la demande est extrêmement inélastique, au point qu'on parle de « croissance appauvrissante ». Que s'est-il passé ? Le Brésil a investi massivement dans cette production, à une époque où les prix du café étaient satisfaisants. Cela a constitué au départ un succès agricole, permettant de produire de manière massive. Sauf que la demande n'étant justement pas élastique – il y a des limites à notre consommation de café – le prix s'est effondré. Du coup, les producteurs brésiliens se sont appauvris en produisant davantage.

Deuxième fait notable en économie : l'agriculture est un secteur à rendements d'échelle constants. Cela veut dire que si je double tous les inputs – le travail, le capital, la terre – je vais produire au moins le double. Evidemment, il y a une contrainte, c'est la terre, car on ne peut pas doubler les surfaces indéfiniment. Mais ce n'est pas totalement exact parce que le secteur agricole a tellement substitué du capital – la mécanisation, les engrais... – à la main-d'œuvre, qu'il s'avère qu'on décultive les terres : il reste des surfaces rentables en France, qui ne sont plus cultivées. Cette contrainte est ainsi estompée. Mais que signifie le fait que l'agriculture soit à rendements d'échelle constants ? Tout simplement que c'est un secteur potentiellement concurrentiel : c'est-à-dire qu'une foule d'agriculteurs peut en vivre. Et qu'une foule d'agriculteurs peut aussi disparaître.

Donc une demande inélastique, un secteur concurrentiel et, ajouterai-je à présent, des denrées périssables. On ne peut pas stocker en effet la nourriture pendant des années, notamment les produits frais.

Ces trois grandes caractéristiques me rappellent... le secteur de l'électricité. Là aussi, la demande pour l'éclairage est assez peu élastique, la denrée est peu stockable et cela oblige les électriciens à équilibrer en permanence l'offre et la demande. Sans oublier qu'un réseau électrique est très fragile, connaissant des surchauffes : on ne peut donc pas router l'électricité comme on l'entend. Que font les électriciens pour se sortir de ce problème technique ? Ils fonctionnent sur la règle du « n-1 » : le réseau électrique peut fonctionner si n'importe quel élément, n'importe quelle centrale, n'importe quelle ligne haute tension tombe en panne... Dans ce cadre, garantir la sûreté d'approvisionnement oblige à être en permanence en surcapacité. Ce qui m'amène à penser que c'est en partie pour cette même raison de sûreté d'approvisionnement que le secteur agricole des pays développés connaît les phénomènes de surproduction. Car ne l'oublions pas, pour affamer une ville comme Paris, il suffit d'une semaine ! Sachant que la population mondiale vit de plus en plus dans les villes et qu'en 2025, il y aura 61 % de citadins sur la planète, la notion de sûreté n'est pas sans importance. Du même coup, celle-ci justifie en partie les subventions que, collectivement, nous accordons à l'agriculture. Garantir la surcapacité a un prix, dans la mesure où les producteurs ne peuvent pas écouler leurs stocks. L'Etat contribue donc à organiser cette surproduction à travers des subventions. Enfin, la collectivité paye également pour des externalités de l'agriculture, notamment en terme d'aménagement du territoire. Pouvoir aller dans une campagne agréable a une valeur collective et il n'y a pas de raison que ce soient les agriculteurs qui en assument seuls les coûts.

Reste néanmoins le mal-être des agriculteurs, coincés d'un côté par l'Etat ou l'Europe, donc les institutions collectives qui décident des subventions, tandis que de l'autre côté, ils ont affaire à un secteur très oligopolistique, regroupant les producteurs d'engrais, les distributeurs et les transformateurs qui, là aussi, décident seuls de la manière dont s'organise la consommation. Comment faire, dans ce contexte, pour ne pas se sentir dépossédé? Certains sont puissants syndicalement et parviennent à influencer l'Etat, et notamment la manière dont sont distribuées les subventions. D'autres boycottent la grande distribution en nouant un contact direct avec le consommateur et en jouant sur la qualité. A ceci près que cette dernière stratégie ne permet pas de nourrir la planète. Surtout, il existe bon nombre d'agriculteurs qui sont dans une posture médiane: ils ne peuvent ni influencer l'Etat, ni échapper à la grande distribution. Et là, je comprends qu'il y ait beaucoup de frustration ».

« Une perte de vue des réalités »

Jean-Pierre Estrampes, maître de conférences à l'Ecole d'Architecture de Montpellier.

Je commencerais par une interrogation: je me demande si les mythes que nourrit notre pays à propos de l'agriculture ne sont pas constitutifs de ce malaise qui existe entre la France et ses paysans, entre la France et son territoire. Je ne sais pas si vous vous souvenez d'un feuilleton récent, « Garonne ». Bon nombre de gens de la région ont approuvé l'idée d'une série qui parlait de ce

pays. En fait, il s'agissait d'une histoire caricaturale, opposant le grand Satan – un promoteur immobilier – aux paysans dont on allait prendre les terres. Apparemment, cela n'a ému personne car il s'agissait d'une représentation parisienne, mais il n'empêche que cette idée des villes dévorant les campagnes est assez partagée. Or, je ne pense pas que l'urbanisation soit inéluctable car nous constatons par ailleurs que de nombreux citoyens réinvestissent les campagnes. D'autre part, je songe au dernier numéro d'une revue très sérieuse, le « Moniteur des bâtiments et des Travaux publics », qui a publié un dossier sur les politiques de défense des zones rurales près des villes. En la matière, le discours habituel consiste à dénoncer la croissance tentaculaire des villes et à prôner la nécessaire préservation des terres agricoles péri-urbaines. Ce que font justement les pouvoirs publics en France. Il se passe donc exactement le contraire de ce que met en scène le feuilleton « Garonne »: même si les paysans, situés aux alentours des villes, ont envie de vendre leurs terres, les pouvoirs publics les en dissuadent pour limiter l'expansion urbaine... Vous voyez le malentendu et le conflit territorial qui tient pour une grande partie à une mauvaise représentation de la relation entre les villes et les campagnes.

Car les chiffres, eux, sont clairs. 5 % de la population est agricole. Dans l'imaginaire collectif, ces 5 % correspondent à 5 % de terres. En clair, bon nombre de nos concitoyens imaginent que 95 % du territoire national est accaparé par les villes « dévoreuses » d'espace. La réalité est bien sûr tout autre: si l'on prend les statistiques INSEE, les zones agglomérées en France occupent moins de 10 % de la surface natio-

nale totale. Je précise que par zone agglomérée, l'INSEE entend une zone construite sur au moins quatre hectares séparés d'au moins 200 mètres des autres zones construites. C'est une définition assez large qui inclut de grandes zones rurales. Il reste donc au minimum 90 % du territoire national qui n'est pas urbanisé. Ce qui ne reflète pas, vous l'admettez, une pénurie de terres rurales, qu'il conviendrait de défendre. En fait, il me semble que nous allons rencontrer le problème inverse: comment gérer cette immensité de territoire?

Comment en est-on arrivé à une telle perte de vue des réalités et que peuvent répondre des lieux de réflexion comme celui-là, mais aussi les spécialistes de l'INSEE et les professionnels de la recherche, de l'urbanisme? Je ne vois qu'une explication, il y a dans notre pays une coupure historique entre le monde de la recherche, de l'université et le monde de la politique. C'est une tradition ancienne qui prend sa source au Moyen-Age, au moment où l'Université française s'est construite en autonomie par rapport au pouvoir politique. Au cours des siècles, cette indépendance de l'Université est devenue constitutive de la culture française. A tel point qu'il a fallu que l'Etat crée les grandes écoles pour être certain d'avoir du personnel à son service, telles que Polytechnique et, plus tard, l'Ecole Nationale d'Administration. Mais cela a tellement bien fonctionné que les serviteurs de l'Etat en sont devenus les maîtres. Ainsi toute l'élite politique et administrative est formée dans le même moule. C'est un système un peu désespérant d'autoreproduction. Mais il y a plus grave: les administratifs et encore plus les administratifs devenant politiques n'apprécient

guère les spécialistes qui détiennent une légitimité dans leur domaine hors de leur monde incestueux. Ils vont donc prendre leurs informations... dans la presse ! Et c'est là que se noue le problème. Aujourd'hui, les professionnels des médias obéissent aux mêmes profils psychologiques que les élèves de ces grandes écoles. Ils sont choisis eux aussi en fonction de leur faculté de répondre rapidement et avec certitude à des problèmes qu'ils ne connaissent pas, sur le modèle du grand oral de l'ENA. De ce fait, l'information médiatique est véhiculée à partir d'une approche sensationnelle des problèmes qui fait place à des interprétations souvent caricaturales ou fantaisistes. Par ailleurs, les politiques, démunis d'une réalité qui leur permettrait de faire des propositions charpentées sur lesquelles on pourrait débattre, se réfèrent plus à la presse ou aux derniers bateleurs à la mode plutôt qu'à une réelle instruction des problèmes telle qu'elle est réalisée par la science par la production de savoirs analytiques et prospectifs.

Ainsi se crée une sorte de symbiose généralisée des informations entre les idées de la presse écrite et les discours de la classe politique.

Face à cette coupure entre le monde réel et les politiques où le monde universitaire et la recherche est exclu, je ne suis pas très optimiste car que je ne vois pas très bien la solution. Dans le système politique des Etats-Unis, qui est en France l'objet d'une condescendance méprisante, on dit des nouveaux présidents qu'ils font faire leur marché dans les grandes universités en embauchant les professeurs comme conseillers... Impensable chez nous. Et selon moi, ce qui est grave, c'est l'exclusion de ce que l'on appelle d'une expression pas très heureuse d'ailleurs, la société civile, qui doit pourtant

impérativement constituer le troisième pilier de la structure de la société française. Or, je crains qu'elle n'apparaisse plus que sous la forme d'un quota obligatoire, pour sauver les apparences.

Quand la réalité dépasse la friction

Bernard Guidez : agriculteur, éleveur de canards et de porcs dans le Tarn, secrétaire général de Farre, réseau de l'agriculture raisonnée. Auteur de « Paysan, un nouvel avenir », Editions Balland (1998).

Fort de son bon sens paysan et de son accent chantant du Sud-Ouest, Bernard Guidez, traque les points de frictions entre l'agriculture et la société, pointe quelques conséquences de cette fracture croissante et plaide pour une nouvelle forme de relations entre agriculture et société, le partage des émotions.

« **Têtu et plein de convictions** » Il y a 7 ou 8 ans, j'ai découvert qu'en tant qu'agriculteur je posais un acte technique, mais aussi un acte économique et environnemental, et que je menais les trois de front sans problème, sans que cela ne me coûte plus cher. C'est ce que j'ai essayé d'expliquer à mes collègues agriculteurs, mais ce n'est pas toujours facile. Néanmoins je suis têtu et plein de convictions, j'ai donc le temps. Mais revenons à notre sujet « Images et imaginaires au cœur des échanges »

« **Retour sur la vache folle** » Disons un mot de cette pauvre vache que l'on va finir par rendre folle à force de parler d'elle. En 96, la France découvre la première vache folle. Il y

a rupture de confiance entre l'agriculture et la société et la découverte, jugée un peu sordide, d'une réalité qu'on ignorait : les animaux mangeaient des déchets. Depuis, le décalage entre la réalité quotidienne de l'agriculture et l'image que la société s'en fait n'a cessé de s'accroître. Ce n'est pas sans conséquences.

Je suis responsable d'un abattoir. Avant la crise de la vache folle, nous dépensions 20 000 F par an pour éliminer nos déchets sains ; aujourd'hui, il en faut 700 000. Résultat : nous devons économiser sur les charges, acheter des machines et réduire le personnel. La réalité quotidienne, c'est celle là. Que peut-elle face à l'émotion, à l'irrationalité... ? Les scientifiques ont eu beau nous dire et nous redire qu'il n'y a pas de prion dans le muscle, ça n'a pas suffi à faire tomber la fièvre. Pourtant, je me souviens de la réflexion d'un vieux voisin : « Le catari, on connaît ça depuis qu'on a des vaches. Ce n'est rien d'autre que la vache folle. Sauf qu'avant, quand une vache tombait, les paysans lui coupaient la tête, ils la jetaient et mangeaient la viande ». Le bon sens paysan avait déjà découvert qu'il n'y a pas de prion dans le muscle. Et pendant ce temps Mme Gillot, Secrétaire d'Etat à la santé, annonçait une catastrophe extraordinaire... On nous a dit que la vache folle tuait. Effectivement, elle a tué des agriculteurs. Il y a eu huit suicides en six mois en Aveyron même si, on le sait, un suicide n'est pas dû qu'à un seul facteur. C'est vrai, il y a eu aussi 5 morts de la maladie de Creutzfeldt-Jacob. Depuis, plus un.

« **Traçabilité et proximité** » Et puis, on a découvert la traçabilité et, avec elle, qu'une vache pouvait contaminer 39 magasins. Panique générale, deuxième crise en 2000, naissance

du phénomène de proximité. A cette période, j'étais administrateur de la Fnsea. J'ai pris des contacts avec la Chambre des métiers pour réfléchir à ce qu'on pouvait faire ensemble. Les charcutiers nous ont dit : « Aujourd'hui, les clients veulent du cochon du coin ». Avec une poignée d'agriculteurs nous vendons donc 200 cochons/semaine à 40-45 charcutiers. Nous avons réalisé une plaquette commune pour les gens qui voulaient du cochon du coin. Il n'est pas meilleur, il n'a rien d'extraordinaire... simplement, nous avons suivi le cours des choses.

« La faute à qui ? Loin des racines... »

Ce décalage croissant entre agriculture et société tient d'abord au fait que les gens qui vivent à la ville sont de plus en plus éloignés de leurs racines et ne savent plus très bien ce qui se passe dans la campagne au quotidien, d'autant qu'ils la visitent à 100 à l'heure. Enfin, on subit tous les jours, durant des heures, les images décalées de la réalité. Récemment, un patron de Carrefour me disait que ce qui déclenche l'achat, c'est d'abord le packaging, puis le prix. Puis, si le goût correspond à l'imaginaire, les consommateurs redemandent le produit. Du coup, nous sommes obligés de vous fournir toujours le même produit parce qu'une fidélité s'est installée. C'est là que vous êtes forts et que nous sommes faibles.

« La pub contribue à fausser le jeu »

Pourquoi le packaging tient-il la première place ? Parce que l'imaginaire l'emporte sur le réel et la pub contribue à fausser le jeu. Elle montre ce qu'elle veut et non ce qui est. La preuve : le traditionnel a une bonne image sauf que lorsque les gens découvrent comment est fait un foie gras (qu'ils trouvent par ailleurs

pourtant extraordinaire), ils voudraient changer notre manière de faire, donc supprimer la tradition. On en arrive à la question du bien-être animal. Les Suisses ont agrandi les cages des poules. Conclusion : plus de poules en Suisse. Les Anglais ne veulent plus de cochons sur caillebotis. Conclusion : ils n'ont plus de filières porcines et achètent au Danemark les porcs élevés sur caillebotis. Morale de l'histoire : plus les consommateurs imposent de normes ou de contraintes, plus ils réduisent le choix. Il faut que vous le sachiez, sauf si vous voulez payer plus, ce qui n'est pas la tendance générale.

« La télé, c'est noir ou blanc, un peu rouge sang de temps en temps »

Les médias ont une part de responsabilité dans cette histoire. La télé, notamment, nous influence énormément, sauf qu'elle n'a pas le temps pour l'information ni pour l'explication. Elle simplifie et caricature, c'est noir ou blanc, un peu rouge sang de temps en temps. Sauf que la vie compte sept couleurs et des tas de nuances. A la télé, si vous voulez commencer à expliquer les mélanges, ce n'est pas possible.

« Entre traditions et OGM »

Pour revenir aux traditions, nous ne les garderons que si nous réussissons à les adapter à notre époque, en particulier aux 35 h. Moi aussi, paysan, je veux mon week-end et m'arrêter à 6 h du soir, comme vous ! Et si je ne peux pas, vous n'aurez plus de tradition, vous n'aurez plus le choix. Vous aurez du brésilien et des OGM. Bien que les OGM soient déjà une réalité depuis cinq ans. Dans le monde, la surface utile en OGM est égale à la surface française. J'achète 75 % de protéines à l'extérieur or, 75 % du soja mondial est OGM. Le

calcul est simple : mes cochons sont nourris avec 50 % d'OGM. Hier, vous avez donc mangé des OGM, à midi, vous en mangerez ce soir aussi. Ainsi va le progrès. Alors, autant en prendre ses avantages et apprendre à gérer et à maîtriser ses inconvénients. C'est ainsi que l'humanité progresse. Si on avait appliqué le principe de précaution aux recherches de Marie Curie, elle n'aurait pas trouvé le radium et vous n'auriez pas de radios.

« Il ne peut y avoir de liberté dans l'aveuglement »

Pour conclure, il ne peut y avoir de liberté dans l'aveuglement et dans la méconnaissance, or plus on s'éloigne de la pratique, plus on devient aveugle. Aujourd'hui, on intellectualise, on conceptualise, on virtualise et l'informatique n'arrange rien. Alors on essaie de trouver des informations par la formation, en particulier dans les grandes écoles qui donnent des diplômes et des clés, mais pas toutes. Certains, parfois, restent au chômage. Aujourd'hui, si je suis à la tribune c'est parce que j'ai fait une très grande école, HEC : les Hautes Etudes Concrètes. Finalement, ma clé, c'est le concret, un passe partout fait d'observation et de bon sens paysan que je suis prêt à partager. Il faut réinventer une nouvelle forme de relations entre agriculture et société qui passe par le vécu des émotions et leur partage. D'autant que c'est dans l'échange que les hommes grandissent.

IRRUPTION DE BATA CLOWN – 7 août –

« Sac de nœuds »

Lili : Il y a beaucoup de points entre la culture et l'agriculture d'ailleurs, on vous appelle pas intermittents de l'agriculture mais ça va venir.

Victor : Nous, on est un petit peu les agriculteurs du spectacle, d'une certaine manière, on reçoit aussi beaucoup d'aides de l'Etat. Sinon on s'en sort pas, nous aussi on cultive le bien commun, il faut pas l'oublier.

Lili, se voilant de blanc : Je suis Eve, et je suis paysicultrice.

Victor, vêtu de noir : Moi c'est Adam, je suis agriculteur. On va vous faire l'histoire des temps d'autrefois. Déjà à l'époque, la télévision avait frappé, c'est un récit noir et blanc, blanc et noir. Il est était une fois Adam agriculteur, et il y avait Eve, la maternité, le jardin secret. Et au milieu ils avaient l'arbre « à frites ». Il y a pas quelqu'un qui voudrait jouer « l'arbre à frites » ?

Lili : je vous rassure, je cueillerai la frite d'une façon très délicate.

Victor : Personne ? Pas grave, on va intégrer la valeur dans l'image imaginaire, il est là l'arbre.

Lili : Je vais choper la frite

Victor : Adam ne voit rien...

Lili : Ah ! une frite mure. C'est pour moi, elle a plein de valeur ajoutée ! Elle est traversée par une image magnifique.

Victor : Tu vas faire de la surproduction, celle-là, elle est grosse.

Lili : Tu crois ?

Victor : Oui, c'est une frite subventionnée, c'est normal.

Bon, allez. Cueille-là. Voilà... La fécondation commença. Dans la tête d'Eve, viennent se mêler des images complexes, cherchant l'identité de l'agriculture. Le projet commença à naître mais il est d'une complexité extraordinaire, on cherche le fil pour trouver le projet commun. Et puis neuf mois plus tard, enfin deux jours plus tard, l'Univer-

sité d'Été allait enfin accoucher. *Il tend un drap blanc masquant Lili au public.*

Lili : Il fait chaud, c'est vraiment pas le moment de tomber enceinte. Avec la chaleur qui fait. Et puis, il est lourd le projet, il pèse, il pèse.

Victor : Nous sommes déjà le 7 août, il est presque 11 heures, l'Université va accoucher du projet qui va sauver l'agriculture.

Lili : Dépêche-toi parce que je suis dans une espèce de surproduction qui pèse terriblement.

Victor : Avant de partir sous les platanes, elle accouche. Je l'encourage.

Lili se met à crier. Ah, c'est sûr, il y a un énarque qui a pris la parole. *Elle pousse des hurlements.* C'est la presse qui se rebelle. Elle gémit. Aie, l'agriculture qui parle, là je sens que ça va venir et après vous pourrez arrêter, vous aurez le projet fini ! Bon tu accouches ou pas ? Tu es pas venue pour les vacances, il y a le Conseil Régional qui bosse, lui.

Lili : Je voudrais être prête pour le concert ce soir.

Victor, s'adressant aux premiers rangs : Ne la croyez pas, ils ont travaillé sérieusement hier. Je le dis parce que le monsieur du Conseil régional, là, il faudrait pas qu'il sucre la subvention.

Lili pousse un dernier hurlement. Ah, enfin le projet arriva. Voici le bébé de l'université !

Il tend à bout de bras, face au public, un énorme sac de nœuds de toutes les couleurs.

Lili : Mon petit !

Victor : D'une clarté ! Il sait pas encore de quel côté aller. Du coup il part dans toutes les directions. Mais il est vaillant, il est courageux comme sa mère.

Il tire les uns après les autres des petits bouts de ficelles emmêlés. Oh il y a la FNSEA qui est représentée aussi. Ils y sont tous. Le point fort

c'est le cordon, un sacré cordon, il ne nous lâche pas. Oh l'INRA ! tiens, un petit laboratoire. Qui veut un laboratoire ? *Il retire de l'enchevêtrement un bout de ficelle qui se détache.* Et voilà les scientifiques encore coupés du reste ! On va le laisser en totem.

Lili : Tout ça c'est un gros paquet de liens. Une fois dénoué, on arrivera bien à relier tout ça. On vous le laisse, prenez-en soin, je reviendrai voir.

Victor, d'une voix forte : Et d'ici là, y a intérêt qu'il soit trié, le bordel, hein !

Aller vers le réel, maintenir du rêve

On ne change pas des cercles qui fonctionnent... C'est donc sur le même modèle et avec les mêmes groupes que la veille que les participants se sont répartis sous le couvert des platanes. Avec une étape nouvelle : analyser les relations entre les fonctions de l'image et les rouages économiques. En clair, à quel degré nos désirs pilotent nos achats, en quoi les grands groupes et les distributeurs nous empruntent nos représentations idéalisées pour mieux nous vendre les produits, comment concilier l'impératif de vérité et le besoin de rêve ? Sur tous ces points, les neuf cercles de discussions ont pris des directions parfois très différentes.

Cercle 1. Rapporteur :
Cécile Ha Minh Tu

« Eduquer au risque »

Notre débat s'est articulé autour de quatre mots principaux : « le mot et la représentation », « l'échange », « l'information » et « l'éducation ».

Un mot est forcément accompagné d'une connotation : deux personnes auront une explication différente du même terme. Donc il convient de faire parler tous les acteurs en parallèle, leur permettre de donner chacun leur représentation, simultanément, pour bâtir une action commune. Mais l'échange ne peut se nourrir qu'à partir de l'information, car si l'on présume que l'autre n'est pas capable de comprendre, on va forcément à l'échec. Il s'agit alors, en préalable, de donner accès à l'information, de combattre les contre-vérités et la simplification excessive manipulée par les politiques. Bref, il faut donner l'accès à l'éducation et au jugement. Sans oublier l'éducation au risque, car aujourd'hui, l'aspect normatif réduit le choix et conduit à des processus de complexification des cahiers des charges pour les agriculteurs. De même, cette éducation au risque permettrait peut-être de réduire les contradictions des consommateurs qui, d'un côté, intentent des procès

contre ceux qui ne respectent pas les règlements sanitaires, de l'autre, revendiquent le droit de continuer des pratiques à risque, comme la surconsommation de graisses, d'alcool ou de cigarettes.

Cercle 2. Rapporteur :
Geneviève Cazes-Valette.

« Un jour, le réel rattrapera les rêveurs »

Les images et les imaginaires influent-ils sur les comportements ? Oui, avons-nous répondu, non seulement sur les comportements économiques mais aussi sur les comportements sociaux. Cela crée notamment des échanges entre le monde agricole et le monde urbain. Aller à la campagne, par exemple, répond à un réel besoin des citadins de trouver de la tranquillité. Cela dit, il ne suffit pas de maintenir le rêve. On peut certes jouer dessus, mais un jour, le réel rattrapera les rêveurs surtout si ces derniers vont à la campagne : ils s'apercevront que le lisier pue, que les coqs chantent, que le tracteur fait du bruit, etc. Il est donc préférable de leur communiquer aussi un petit morceau de réalité sur les produits, sur leur processus de fabrication, sur les contrôles existant, sur la vie à la campagne. De même, il convient d'éduquer les jeunes pour qu'ils apprennent qu'il n'y a pas d'arbres à frites. Sans oublier qu'il faut que les agriculteurs apprennent à communiquer avec leurs concitoyens. Les associations de consommateurs peuvent jouer là un rôle, ainsi que les enseignants.

Cercle 3. Rapporteur :
Agnès Terrieux

« La transparence peut être angoissante »

Nous nous sommes trouvés en accord sur l'idée qu'il existait une distance entre l'image et la réalité,

mais que nous ne pensions pas possible de réduire cet écart. D'autre part, nous sommes assez têtus et opiniâtres, donc, comme hier, nous continuons à penser qu'il y a DES images, DES réalités et donc DES écarts : si on réduit l'écart pour l'un, cela risque de l'augmenter pour l'autre. Cet écart se déplacerait ainsi au fur et à mesure qu'évolueraient les images et les réalités.

Alors comment s'y prendre ? Nous nous sommes dit que la transparence n'était pas forcément bonne parce qu'elle pouvait être angoissante. Pour citer Alain Pouliquen, la transparence a succédé à de grands mensonges et le consommateur n'est pas prêt à tout voir : il faut conserver probablement une part de mensonge ou du moins faire précéder l'information d'une éducation pour que chacun soit capable d'entendre et d'assumer la réalité.

Enfin, nous nous sommes demandés si tout était soluble dans l'économie. Oui, si l'économie est l'échange, l'inter-connaissance, la circulation des informations et des produits. Mais il y a également une bonne part de politique qui reste irréductible et il convient de signaler l'émergence d'associations réunissant des citoyens consommateurs et des citoyens producteurs, pour échanger des produits mais aussi et surtout pour assurer la pérennisation de l'implantation des agriculteurs, voire l'installation de jeunes agriculteurs.

Cercle 4. Rapporteur :
Rémy Le Duigou.

« Retrouver des lieux d'échanges et d'explications »

Nous avons abordé sept points, à partir d'une problématique initiale : comment concilier le rationnel de la science et de l'économie, et l'irrationnel du comportement de chacun des acteurs, que ce soit le produc-

teur ou le consommateur. Sachant que le circuit court rassure et que les images influencent les décisions. A partir de là, ont émergé les remarques suivantes. Première contrainte : le cadre spatial s'est élargi. Nous sommes passés du local au régional puis à l'Europe et c'est à cette échelle qu'aujourd'hui, les décisions se prennent dans un cadre d'incertitude.

Deuxième point, le droit est impératif. Il s'agit d'intégrer les normes dans l'acte de produire et nous avons là un outil, le cahier des charges, qui permet de fixer le cadre de la qualité, avec a priori : la qualité.

Le troisième point est celui de l'éthique. Derrière chaque produit, il y a une image, mais il y a aussi des pratiques diversifiées et les questions d'éthique qui se posent au monde agricole sont au cœur de la société, puisqu'elles concernent entre autres le vivant.

Quatrième point, le socialement acceptable : nous sommes aujourd'hui dans l'impératif de produire ce qui est socialement légitime et l'agriculteur doit constamment justifier son mode de production.

Cinquième point, l'économie : il existe un écart entre l'intention d'achat et l'acte réel du consommateur, ce qui montre que même si on cherche à évacuer la dimension économique, elle est constamment présente et revient en toile de fond.

Le point suivant : le niveau de risque que les gens acceptent de prendre pour continuer à rêver. Par exemple, le bio est forcément bon, mais il est aussi susceptible de comporter des mycotoxines. Le principe de précaution abaisse certes le seuil de risque, mais si on élimine totalement le risque, il n'y a plus de plaisir. Autrement dit, est-il réaliste de gérer le risque en laissant un espace de liberté, de rêve et de désir ?

Pour finir, nous avons évoqué les OGM. Car il s'agit d'un débat de société, qui exacerbe un imaginaire démesuré et qui oppose des avantages et des inconvénients, mais où il existe beaucoup de généralisations. En conclusion, nous nous retrouvons devant un triple problème. D'abord, un problème de démocratie : quels sont aujourd'hui les lieux de débats et de décisions ? Comment pourra-t-on parvenir à les rapprocher ? Ensuite, un problème de communication : nous savons former des agriculteurs à produire, mais former à la communication, qu'est-ce que cela implique, sachant que la relation de proximité s'élargit avec Internet et ses nouvelles technologies ? Enfin, il nous a semblé qu'il était essentiel de retrouver ces lieux d'échange, d'explication, de compréhension, aux niveaux local, national et européen. Un dialogue social doit s'instaurer pour éviter les conflits et les malentendus et aboutir à une conciliation. C'est la seule manière d'en sortir.

Cercle 5. Rapporteur :

Bernard Mondy

« Faut-il se battre avec les armes du marketing ? »

Nous nous sommes intéressés à ce qui faisait image entre agriculteurs et consommateurs. Avec cette question : l'image de l'agriculture passe-t-elle exclusivement par le produit et ce dernier doit-il être le seul pilier du système de médiation ? Nous sommes convenus qu'il y a à la fois un comportement d'achat régulé par ces représentations, des images qui sont de l'ordre du comportement relationnel, et ce qui relève plutôt du lien avec l'agriculture. Enfin, viennent se greffer là-dessus un certain nombre de stéréotypes qui s'imposent via le marketing, l'agro-business et la grande distribution.

Les campagnes publicitaires de la grande distribution véhiculent en effet des messages du type « Nos régions ont du talent », qui ciblent, au-delà du produit, une certaine image de l'agriculture qui fait valeur culturelle chez les consommateurs. Autre aspect soulevé : au travers du produit, il y a également un rôle d'achat citoyen, notamment avec les éco-label, les produits bio, les produits issus de l'agriculture raisonnée... Autrement dit, on achète un produit pour venir conforter un peu l'image que l'on a de sa propre identité.

Concernant la construction de l'imaginaire, nous avons essayé de lister tout ce qui faisait interface entre l'agriculteur et le consommateur et comment les initiatives de type fermes pédagogiques, ventes de produits fermiers, accueil et éducation des consommateurs, peuvent influencer sur l'imaginaire de ces derniers. Selon nous, l'image véhiculée par ces expériences recouvre une identité de l'agriculture qui est traditionnelle, alors même que l'agro-business propose des produits standardisés. Où se situe exactement la démarcation ?

Dans un troisième temps, nous nous sommes intéressés aux relations entre l'image et le prix. Car ce dernier constitue parfois une barrière, pour des produits de haute qualité qui relèvent du festif. Et là, les comportements des consommateurs sont radicalement différents, avec des habitudes alimentaires, des séquençements dans le temps qui ne sont plus les mêmes. Ces produits relèvent de la niche commerciale : ils ne peuvent pas vraiment influencer sur l'imaginaire des consommateurs. D'autre part, il existe une sous-information des consommateurs : le poste alimentaire des ménages atteint un peu moins de 15 % de leur budget, dont 4 % seulement retournent directement à la production. Avec une aug-

mentation de 1 % pour les agriculteurs, on arriverait à couvrir l'ensemble des subventions versées à l'agriculture par les collectivités publiques.

Le quatrième point abordé concerne l'éducation du consommateur et ce, à deux niveaux : une éducation d'ordre général qui passe par des voies très classiques, et une éducation des jeunes générations, avec notamment l'exemple des repas bio à la cantine pour les écoles du Gers, ou le travail d'information réalisé dans un certain nombre de fermes auprès des consommateurs ou encore dans le cadre des marchés de plein vent : il s'agit là de participer à la fabrication d'une autre image du produit.

Dernier point : quelles leçons en tirer pour les agriculteurs ? Il faut d'abord s'adresser plutôt à la raison, à l'intelligence des consommateurs et donc faire preuve d'éducation. D'autre part, il y a la démarche marketing classique, et l'un d'entre nous a évoqué une action réalisée lors du dernier festival de Mirande, avec des montgolfières sponsorisées par les poulets de Loué. Une démarche très coûteuse, mais qui semble bien fonctionner, puisque qu'actuellement ils sont les premiers vendeurs de poulets fermiers en France. Cela dit, les agriculteurs doivent-ils rentrer dans ce type de promotion ? Faut-il aller se battre avec les armes du marketing pour transformer l'image du produit ? Nous en avons conclu qu'il fallait plutôt travailler sur un autre registre et sur l'éducation.

Cercle 6. Rapporteur :

Alain Lefebvre

« **Attention à la folklorisation** »

Le « handicap » de notre cercle, vous le savez déjà, c'est qu'il ne comporte toujours pas de femmes. Trois idées ont été débattues. Premièrement, il conviendrait de tenter de maîtriser la

communication. Nous avons signalé, en particulier, le passage d'une communication portant directement sur le produit ou sur les lieux de production, vers ceux et celles qui produisent. Avec des risques de ces déplacements : le béret c'est bien, mais attention à la folklorisation. Evitons le surcroît de tradition. Par ailleurs, sur la communication des produits, il faudrait insister sur le travail effectué, les process, les techniques utilisées, mais, d'une manière générale, méfions-nous de la versatilité des images, surtout lorsqu'elles portent sur l'emballage : le consommateur est un individu fragile et surtout inconstant.

Deuxième idée : il ne faut pas s'enfermer dans les ruses et les pièges de la communication. Les dysfonctionnements des filières agroalimentaires sont bien souvent issus de toute autre chose que du marketing et de la publicité. Ainsi, les 30 à 40 % de marge sur les produits frais dans les hypers, contrastent curieusement avec les 2 % consentis sur les produits de la société Ricard. Nous avons noté à ce sujet l'importance des consommateurs organisés collectivement pour aider à la prise de conscience et au développement d'attitudes nouvelles vis-à-vis des producteurs ainsi qu'au changement de comportement des consommateurs individuels. Troisième point sur lequel nous souhaitons insister : quels sont les cadres et les outils nécessaires pour construire et développer des expérimentations et des actions collectives ? Ces outils existent dans de nombreux cas, mais il existe un certain décalage entre la logique de réflexion et de travail qui s'opère sur des bases professionnelles et les logiques territoriales. Ainsi, dans les intercommunalités ou les pays, la prise en compte des secteurs professionnels touchant à l'agriculture et à l'agroalimentaire n'est pas forcément

présente. Il y a là, pourtant, des opportunités très importantes pour combiner les acteurs sur une base sectorielle ou de filière d'un côté, et sur une base territoriale de l'autre, afin de développer des expérimentations et des actions collectives.

Enfin, le mot de la conclusion : n'oublions pas ce qui nous réunit, ce qui peut-être peut nous sauver, ce qui peut nous perdre aussi : nous sommes tous concernés par ce qui est vivant et qui se mange, ce n'est pas rien.

Cercle 7. Rapporteur :

Matthieu Calame

« **Il n'est pas dramatique qu'un enfant de sept ans ne connaisse pas la pomme de terre** »

Quatre mots différents ont été évoqués : image, imaginaire, modèle et symbolique.

Dans le groupe, une partie des personnes a pointé un clivage entre image et imaginaire : l'image serait quelque chose de subi, alors que l'imaginaire relève de la capacité de construire ses propres images avec une dimension de liberté, de libre arbitre. Il a été constaté que les images évoquent surtout le passé et que l'imaginaire permet au contraire de se projeter dans le futur.

Cela nous a amenés à évoquer la lutte entre les différents groupes qui ont intérêt à imposer une image construite, chacun considérant qu'il a construit une image vraie et que les autres sont ceux qui mentent. D'où la question de la légitimité à parler : qui a le droit de présenter son image ?

Dans un second temps, l'un d'entre nous a soulevé un paradoxe entre le besoin d'imaginaire et d'images, même pour les agriculteurs et, en même temps, une référence constante, dans le discours, au

concret qui se référerait au vrai, par rapport à l'image qui ne le serait pas. Il y a eu un vif débat par rapport à l'arbre à frites : l'un d'entre nous, agriculteur, a fait remarquer que c'était comme pour les poissons carrés, une anecdote qui pouvait être de l'ordre de la rumeur qu'on se transmet pour dramatiser une situation. Le même a signalé que lorsqu'il était enfant, ses parents lui avaient fait croire à un arbre à macaronis et il l'a cru jusqu'à six, sept ans. Mais qu'un enfant de cet âge là ne connaisse pas les macaronis ou la pomme de terre n'est pas dramatique, nous passons notre temps à vivre dans des mondes dans lesquels nous ne comprenons pas ce que nous utilisons...

Ensuite, une autre personne a déploré que les gens qui s'occupent du vivant, les chercheurs et les agriculteurs, aient été incapables de produire leur propre imaginaire : ils ont subi l'imaginaire industriel qu'ils plaquent parfois sur le modèle de la gestion du vivant.

Enfin, nous avons abordé la question du monopole des agriculteurs dans la production de la nourriture. Une partie des personnes présentes a rappelé l'importance des jardins et de la production agricole dans les villes et qu'on ne pouvait pas laisser de côté ces petites activités qui, même minoritaires économiquement, constituent un contact réel entre les humains et le vivant.

Quant à la symbolique, une personne a eu une parole forte qui sera notre conclusion : une société qui n'a plus de symboles se meurt.

Cercle 8. Rapporteur :

Jean-Pierre Estrampes

« *Une nature à la Walt Disney* »

Notre cercle a été rejoint aujourd'hui par un agriculteur du Gers qui nous a apporté un témoignage différent,

notamment en termes de transmission. Il ne s'est pas situé dans l'alternative que nous avons posé, à savoir y aura-t-il encore des agriculteurs demain, pour exprimer plutôt cette remarque : les agriculteurs seront dans un monde de production entrepreneuriale, et la réduction à venir portera peut-être sur le nombre d'agriculteurs, mais aussi et surtout sur les terres agricoles. Ce qui posera le problème des terres rentables et des terres qui ne le sont pas.

Nous avons alors confronté la vision des urbains et celle des ruraux sur le territoire, avec une hypothèse : ces problèmes de territoire sont peut-être un enjeu déterminant, sources éventuellement de tensions. Ainsi, que vont devenir les terres non agricoles ? Dans l'imaginaire des urbains, ce territoire leur est donné, ce n'est la propriété de personne. Dans leur esprit, si je caricature, ces espaces pourraient servir à une nature idéale, avec du gazon et des faons sortant directement des films de Walt Disney.

Dans une deuxième partie, nous avons développé l'aspect sociétal, la solidarité et la compréhension nécessaires au sien de la société française. Au-delà même des oppositions entre urbains et ruraux, nous pensons également aux problèmes de l'immigration et des banlieues.

Cercle 9. Rapporteur :

Bernard Guidez

« *Faut-il parler de la vache vivante ou seulement de l'entrecôte ?* »

Est-ce que les images influencent le comportement économique ? Nous avons répondu oui. Car quand le consommateur accepte de payer plus cher, c'est en fonction de l'image. En revanche, il faut être transparent, expliquer la réalité.

Par ailleurs, comment donner des critères de qualité ? Nous avons constaté que tout ce qui est produit et commercialisé à petite échelle est perçu positivement alors que ce qui est gigantesque apparaît angoissant. Enfin, aujourd'hui, dans l'imaginaire du consommateur, la nourriture serait plus à risques qu'avant. Il recherche la sécurité mais celle-ci a un coût et cela a donc une incidence économique.

Sur la question de la modification du comportement des consommateurs, nous nous sommes demandés quels acteurs pouvaient jouer un rôle. L'Education Nationale ? Nous avons en fait très peu de moyens. Il serait intéressant, au-delà des fermes pédagogiques, de faire des liens entre l'exploitation agricole et les enfants scolarisés mais on n'a ni le budget ni le temps. En fait, nous ne savons pas comment communiquer, même si on en perçoit la nécessité. Nous avons également évoqué les pouvoirs publics qui n'agissent pas suffisamment de concert avec les différents acteurs du monde agricole. Ensuite, nous nous sommes penchés sur les atouts et les risques de la communication. Faut-il parler de la vache vivante ou seulement de l'entrecôte ? Il y a le pour et le contre. Comment parler du produit, qui est à la fois issu du vivant et d'une culture ? Ce n'est pas si simple car il y a un danger à aller trop dans le sens du désir des gens, les éloignant de la réalité. De plus, il y a une confusion entre animal et végétal. Et enfin, n'oublions pas que l'aliment a une fonction sociale : quand on cuisine un plat, on y met des produits mais on y met aussi de sa personne, on crée un échange autour d'un repas. Sauf que nous nous sommes également dit que les familles sont de plus en plus déstructurées...

« N'aurions-nous pas manqué un peu d'audace ? »

Durant ces deux jours de discussion à l'Université d'été de Marcillac, nous n'avons pas manqué d'images pour illustrer les relations entre l'agriculture et la société, mais peut-être avons-nous un peu manqué d'audace pour dessiner un nouveau projet pour l'agriculture...

Emmanuelle Auriol

En vous écoutant parler d'imaginaire en agriculture, par opposition à des informations scientifiques et objectives, je me suis demandée de quelle information le consommateur avait besoin. Si je me tourne vers d'autres biens, la réponse est assez claire. Si on veut vendre des téléphones, il n'est pas utile d'informer les gens sur la façon précise dont ils fonctionnent ni sur quels principes physiques ils sont construits. C'est un problème qui concerne les ingénieurs et les techniciens. En revanche, ce que les consommateurs ont besoin de savoir, ce sont les services que peuvent rendre le téléphone. Ce qui a émergé de la réflexion des groupes, c'est l'idée de maintenir le rêve en agriculture, d'où la difficulté de réduire l'écart entre la réalité de la production et la consommation.

Il me semble effectivement que si l'on souhaite vendre des denrées alimentaires, il faut bien vanter leurs qualités gustatives, nutritives, pratiques, esthétiques, etc., et donc parler à l'imaginaire des gens. C'est plus important que de les abreuver d'informations techniques sur les processus de production, de conditionnement et de distribution. Reste que si la société s'est récemment intéressée à ces questions, a priori techniques, c'est que la crise de l'ESB et le problème des OGM ont révélé qu'en matière agricole, ces processus pouvaient affecter notre bien-être. Du coup, ce n'est pas le procédé

en tant que tel qui nous intéresse, mais le fait qu'il a un impact sur la qualité des produits que nous achetons. Comme il est impossible de savoir si un aliment contient des OGM ou du prion en l'observant ou en le goûtant, pour être rassuré sur sa qualité, il n'y a qu'un moyen, c'est connaître ses conditions de production. C'est dans cette mesure, et uniquement celle-là, qu'une information subjective nous intéresse.

Concernant le circuit court, je tiens à préciser qu'en 2050, nous serons neuf milliards. Si nous voulons que l'humanité mange dans son ensemble, je ne crois pas que nous y arriverons avec des circuits courts où chacun achète chez son voisin parce qu'il a confiance et connaît ses processus de production. Pour la majorité de l'humanité qui vivra dans des villes, la production intensive est la seule solution viable.

Deuxièmement, je suis étonnée que nous n'ayons pas parlé des nouvelles technologies, notamment d'Internet. Il me semble que si je voulais faire de la qualité et que mon produit ne puisse pas s'écouler uniquement localement, une façon de communiquer avec les autres serait de présenter mon travail sur un site web. Les gens pourraient au moins visiter virtuellement mon exploitation, voir mon visage, mes chèvres ou mes vaches, etc. Ça rend les choses un peu plus concrètes, et on sait à qui s'adresser en cas de problème. Je ne sais pas quel sera le rôle d'Internet plus tard mais je pense qu'il permet une vraie évolution puisqu'il offre une diminution des coûts de communication qui fait écho à une diminution des coûts de transport.

Cela explique que l'offre soit mondialisée. Ainsi, on a tous mangé chinois un jour dans notre vie. C'est le reflet du fait que les produits circulent beaucoup plus sur la planète

qu'avant. Comme la quantité de nourriture que nous pouvons consommer par jour n'est pas très élastique, cette diminution des coûts de transport et de communication est importante pour l'organisation du secteur agricole. En effet, la compétition entre les produits est très forte. C'est pour cette raison que je crois qu'il y a un vrai mal être de l'agriculteur : il est en compétition avec beaucoup d'autres agriculteurs, notamment à l'échelle planétaire, alors que la demande totale reste plus ou moins stable. A titre anecdotique, j'ai récemment mangé du quinoa en provenance d'Amérique latine acheté dans une grande surface à Pamiers. Ce jour-là, je n'ai pas consommé de blé.

Dernier point : on n'a pas parlé de la production agricole dans les villes qui est très importante. A Jakarta, par exemple, au moment de la crise, le prix des denrées alimentaires a augmenté de 70 % - ce qui correspond à un rationnement économique puisque les gens ne pouvaient plus les acheter. Le gouvernement a donc encouragé la population à produire dans leur jardin pour éviter de mourir de faim. C'est également ce qui se passe aussi en Russie où 65 % des Russes en ville ont un jardin.

Jean-Pierre Estrampes

Je crois que le plus souvent les agriculteurs aiment leur métier, mais ces personnes passionnées vivent mal certaines interrogations de la société qu'ils comprennent plus ou moins. Depuis la naissance de l'humanité, la mission de l'agriculture est de répondre aux aspirations de base de la société, et ce sera ainsi jusqu'à la fin. Ceci dit, quand on est trop souvent mis en cause, qu'on est trop secoué, on commence à douter de sa passion. Il y a du blues dans l'agriculture aujourd'hui. Des gens quit-

tent le métier à 35-40 ans et quand ces gens-là s'en vont, ce n'est pas l'agriculture qui est en danger, c'est la société.

Saadi Lahlou

Je m'étonne du manque d'audace des propositions qui ont été faites. Beaucoup portent sur la communication. Or, nous sommes à l'aube d'une époque où la principale industrie sera celle du vivant, et il faudrait que les gens dont c'est actuellement le travail se positionnent clairement sur cette question de la place de l'industrie du vivant. Ce n'est pas parce que le problème paraît difficile et compliqué, qu'il ne faut pas s'y attaquer. En sciences humaines, en politique, nombre de choses paraissent très compliquées en théorie et bien plus faciles à réaliser dans la pratique. Il est important de mettre l'accent sur des processus qui vont favoriser le dialogue, la concertation, la négociation et la résolution des rapports de force qui sont derrière les conflits de représentation, de compter sur des mécanismes qui permettent des discussions pratiques. On en voit ici quelques-uns. Je suis frappé de voir ce qui a pu se construire avec le festival de jazz de Marciac. 800 bénévoles, m'a-t-on dit, une « entreprise » qui a cru lentement et qui fonctionne très bien. Avec le temps et la mise en place de procédures concrètes, on se rend capable d'obtenir des modèles de production nouveaux, efficaces, satisfaisants pour tout le monde. Au moment où la société se pose des questions sur ces modèles de production, je pense qu'il y a une chance historique pour l'agriculture de dire : « Voilà comment nous allons gérer l'industrie du vivant ». Il y a un positionnement à prendre au quotidien dans les associations, dans les relations avec les distributeurs, dans les

relations avec les consommateurs, dans les relations avec les collectivités locales.

Samuel Ferret, sociologue

Juste une remarque générale sur le compte rendu des ateliers et sur l'orientation des débats. On n'a pas manqué de mémoire, dans nos discussions, pour évoquer l'agriculture d'hier. On n'a pas manqué non plus d'images pour évoquer l'agriculture d'aujourd'hui. En revanche, je trouve qu'on manque cruellement d'imagination pour dessiner l'agriculture de demain. On n'en a finalement assez peu parlé tant en terme de mise en perspective à la fois pour la société et pour l'avenir des acteurs de l'agriculture. Cela fait défaut et cela rejoint je pense la question du projet. Sur quel projet pouvons-nous collaborer ensemble pour, comme disait Bertrand Hervieu, faire terre ensemble.

Neuf paradoxes et quatre pistes pour avancer

Deux jours à prendre des notes sur un bloc posé à même les genoux, absorbant comme une éponge les propos échangés. Des heures à écouter, à distinguer, à classer pour proposer en quarante minutes une conclusion. Avec tout le talent qu'on lui connaît, Bertrand Hervieu, le président de l'Inra, « démêle l'indémêlable ». Pas un bruissement sous le chapiteau. Le ton est posé, le propos grave. Dans le foisonnement de cette Université, il a repéré neuf paradoxes comme autant de « marches vers l'intelligence », comme une exigence de compréhension et le refus de simplifier. Mais l'homme ne saurait s'arrêter là et nous livre quatre pistes de réflexion pour avancer. Et prévient : que ce soient les scientifiques, les agriculteurs, les politiques ou les citoyens, personne ne saurait échapper aux débats en perspective, si l'on veut recomposer un projet pour nos agricultures. L'un des enjeux majeurs : que « les paysans du Sud cessent de mourir ».

Il s'agit donc pour moi de démêler l'indémêlable, de distinguer et de classer. Je me suis imprégné de vos propos durant ces deux journées. Je vais essayer maintenant de presser l'éponge que j'ai tenté d'être, en ne citant personne pour vous citer tous. Cette conclusion sera la suite d'une lente et collective maturation sur nos mondes perdus, sur nos identités brisées. J'ai ressenti ces débats très conviviaux, mais non détachés d'une certaine tristesse. Au fond, nous sommes peut-être encore dans ce que j'appellerais notre impossible deuil de la France paysanne. Ce deuil étant impossible, voilà pourquoi se pose avec une si grande difficulté ce débat sur l'affirmation, la construction de nos images ou

même, tout simplement, la confession de nos imaginaires.

Je ne reviens pas sur ce qui a été dit de l'efficacité des images, qui sont d'autant plus efficaces lorsqu'elles sont utilisées partiellement à des fins très ciblées, entraînant des dégâts collatéraux finalement très nombreux. C'est peut-être cela qui est au cœur du désenchantement. Il me semble que face à ce constat, une question traverse le débat : comment y répondre ? Il y a deux tentations.

Qu'avons-nous à dire, puisque nous voulons communiquer ?

La première tentation consiste à prendre les mêmes armes que celles qu'utilisent ceux à qui on reproche précisément de les utiliser, en essayant de faire encore mieux, avec plus d'argent, plus de moyens et plus de communicants. Cette tentation est grande et déjà à l'œuvre, mais je crois sincèrement qu'elle est vouée à l'échec. La deuxième tentation, que nous ne voyons pas poindre, serait de savoir et de s'interroger sur ce qu'on a à dire, puisqu'on veut communiquer. Au fond, il faut revenir à une question préalable : cet échec dans la communication, n'est-il pas d'abord le reflet d'une absence de pensée, de mots et de message ? Sans vouloir tenter aucune sorte de procès, c'est ce que je pense : si nous n'avons pas les mots, si nous n'avons pas le projet, c'est que nous ne sommes pas encore sortis d'une situation beaucoup trop paradoxale pour s'engager dans la construction. C'est pourquoi aujourd'hui, je me réjouis de l'abondance des paradoxes que nous avons repérés et maniés, parce que la mise en évidence du paradoxe est une première marche vers l'intelligence,

vers le refus de la simplification. Il y a donc probablement un espoir. J'ai recensé neuf paradoxes.

Le paradoxe du succès

Le premier paradoxe est celui du succès. Le succès qu'a connu l'Europe en la deuxième moitié du ^{xx}e siècle ne peut pas être la voie pour penser ce qui pourrait être un succès pour le monde et pour le ^{xxi}e siècle. Il y a donc bien une rupture à opérer, on se l'est dit à l'envi. Là où il y a encore 70 ans un producteur, un paysan, assurait la couverture en matière première alimentaire de 3 à 4 personnes, il l'assure aujourd'hui pour une certaine de personnes et, pourquoi pas, pour 200 après-demains, si on le veut. Et nous savons que si nous poursuivons sur cette voie, si nous permettons que notre planète soit peuplée de sociétés sans paysans, qu'espérons-nous pour la moitié de l'humanité qui, en 2003, est paysanne ? Accepterions-nous de la faire basculer dans le non-sens, au nom de la poursuite d'un projet qui resterait pertinent puisqu'il a connu le succès ? C'est le paradoxe du succès et celui de l'avenir agricole du Sud.

Le paradoxe de la moitié du monde

Dans la foulée s'impose le deuxième paradoxe, celui de la moitié du monde. Si la culture dominante de la fin du ^{xx}e et de ce ^{xxi}e siècle commençant est bien une culture urbaine, si la croissance et la « littoralisation » des zones urbaines sont un fait dominant, il n'empêche que, une fois encore, la moitié du monde est constituée de paysans. Et ce paradoxe de la moitié du monde veut que là où les paysans sont majoritaires, ils sont silencieux, et que là où ils existent comme force sociale, ils sont minoritaires et les

seuls à pouvoir parler à la face du monde de l'ensemble de cette paysannerie mondiale. Le paradoxe est aussi au cœur de la paysannerie mondiale, dans des termes qui n'ont jamais été aussi exacerbés, à commencer par le paradoxe de la parole. Ajoutons à cela que cette urbanisation s'accompagne d'une agriculture urbaine prise dans un grand écart entre le jardin familial, d'un côté, et l'agriculture de firmes, de l'autre. Les cas de l'Inde, de la Chine et du Brésil sont les plus grandes illustrations de cette agriculture urbaine, qui n'est plus familiale, qui n'a jamais été paysanne, qui est abstraite, capitalistique et coupée délibérément du monde agricole.

Le paradoxe de la singularité

Le troisième paradoxe est celui de la singularité. Le monde agricole serait-il à ce point singulier qu'il ne serait définitivement plus accessible, ni compréhensible. Sauf qu'être une minorité singulière est le lot de tout groupe social dans des sociétés modernisées, atomisées. Il n'y a plus que des minorités singulières. D'une certaine façon, la singularité est une banalité. C'est sur cette banale singularité - ou cette singulière banalité - qu'il faut réfléchir afin de ne pas enfermer un secteur professionnel dans une singularité qui le confinerait au ghetto et le couperait de toute possibilité d'échanges et de respiration avec l'autre. Je ne crois pas définitivement que l'enfer ce ne soit que les autres, mais je ne crois pas non plus, pour reprendre l'Antichambre du Paradis de Zinoviev, qu'il faille penser qu'il y a, premièrement, nous et, deuxièmement, tous les autres. Il y a nous parmi d'autres. J'attire l'attention sur le fait que cette exacerbation de la singularité conduit à

penser assez spontanément qu'il existe des groupes plus dignes, plus intéressants, plus nobles dans leur fonction, plus citoyens et, pourquoi pas - puisqu'ils ont joué un rôle aussi fondamental dans la conquête de la République - les seuls Républicains possibles. C'est sur ce fond-là que, dans les années trente, sont montés les courants qui ont conduit à la grande coupure du monde paysan d'avec le reste de la société. Personne ici ne voudrait revivre ces moments noirs.

Le paradoxe de l'effacement

Le quatrième paradoxe est celui de l'effacement, un paradoxe étonnant puisque c'est en cessant d'être une société paysanne que nous sommes devenus une puissance agricole. Ce paradoxe de la disparition et de la puissance, évoqué à travers la question de la vocation exportatrice, est je crois un de ceux qui sont au cœur de cette difficulté de la recomposition du projet.

Le paradoxe du statut

Le cinquième paradoxe est celui du statut à l'évidence exceptionnel, original, pour le coup singulier, mais qui n'a pas de mot pour se dire. Il est intéressant de voir que le terme d'exploitant tombe en désuétude, sauf dans les formulaires administratifs. On ne le trouve plus dans les discours politiques, journalistique, ni dans la littérature et la presse parlée, alors qu'il a été le terme de la conquête. Du paysan au chef d'entreprise, ces oscillations verbales sont l'expression d'une recomposition de l'identité professionnelle. Elles sont évidemment la source d'un brouillage total pour qui n'en est pas et qui entend, tour à tour, des mots qui étymologiquement, économiquement, politiquement renvoient à des statuts, à des réali-

tés fort différentes. Pourtant ces mots sont censés véhiculer la dénomination d'un unique et même groupe. Derrière ce statut s'exprime aussi, non plus un paradoxe, mais une tension très forte, qui caractérise ce groupe plus que d'autres, entre la compétition des agriculteurs entre eux - sur le foncier, sur le marché, sur des soutiens... - et le discours obligé de la solidarité.

Le paradoxe du vivant

Le sixième paradoxe est celui du vivant ou encore celui de la nature, illustré par les agacements forts des mouvements écologistes et environnementalistes. Cette question de la nature, du vivant, de leur gestion, de qui pense leur gestion, reste très ardue car nous pourrions probablement nous mettre d'accord sur le fait que l'artificialisation du vivant s'accélère, qu'elle participe pour une grande part à notre bien-être et au développement très fort de nos standards de vie mais que, dans le même temps, cette accélération de l'artificialisation du vivant soulève un certain nombre de problèmes nouveaux concernant chacun d'entre nous. Comment prendre cette question de la réification du vivant autrement qu'en considérant que seuls ceux qui sont en contact direct avec la nature, donc le monde agricole, auraient le monopole de la conception, de la gestion du vivant et de la parole ? Nous voyons bien, là, qu'il y a plus qu'un paradoxe, une vraie coupure : pour certains, seuls les agriculteurs pourraient en parler ; pour d'autres, tous devraient non seulement en parler, mais aussi en traiter.

Le paradoxe d'Etat

Septième paradoxe, le paradoxe d'Etat. L'agriculture est une affaire d'Etat. Ceci a été rappelé par notre

collègue économiste, notamment sur les questions, lourdes, de régulation qui se posent derrière la construction de la sécurité quantitative alimentaire des populations. Une affaire lourde, donc, qui renvoie à la question de la formation des prix en agriculture et de l'intervention de la puissance publique. Pourquoi un paradoxe d'Etat ? Parce qu'au fond, cette question n'arrive pas à se clarifier contractuellement, clairement. Bien qu'elle soit une réalité exceptionnelle, elle est vécue comme une maladie honteuse. Alors que cette affaire devient une question majeure au plan mondial, je suis frappé qu'un siècle de traditions de relations entre l'Etat et la question agricole et alimentaire ne parvienne pas à atteindre la maturité politique que l'on pourrait espérer pour en faire un exemple.

Le paradoxe de l'abondance

Le huitième paradoxe est celui de l'abondance. Probablement le fait le plus fondamental qui nous travaille tous individuellement et collectivement, de la façon la plus forte et la plus inconsciente, tient à ce que nous sommes la deuxième, et bientôt la troisième, génération qui, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, vit comme si nous avions l'assurance de manger à notre faim tous les jours, jusqu'à notre mort. C'est la première fois dans l'histoire des civilisations qu'un phénomène aussi lourd, aussi massif se déploie non seulement dans un groupe, mais dans des sociétés entières. Ce qui est nouveau en ce début de XXI^e siècle, ce n'est pas la malnutrition ; c'est que près de la moitié de l'humanité vit dans cet état d'abondance, d'in-souciance et d'ignorance par rapport à l'alimentation. A mes yeux, c'est le phénomène de civilisation

le plus radical et je pense que cette rupture n'est pas « digérée », car elle n'a pas été « avalée », elle n'a pas été dite, pas comprise, pas nommée, là aussi, comme s'il y avait une sorte de culpabilité à avoir atteint ce que des civilisations plurimillénaires se sont échiné à atteindre sans jamais y parvenir. Et nous, surtout en Europe l'avons atteint assez tranquillement, dans la paix en plus. Ce paradoxe de l'abondance est celui d'une deuxième douleur puisqu'au moment où nous prenons conscience de cette abondance, nous mesurons aussi que ceux qui sont encore dans le souci, la famine et la malnutrition sont pour les 3/4 des paysans. Ce n'est pas si facile à gérer. Dès lors, que nous ayons de tels écarts, de telles tensions et de telles difficultés à concevoir et à mobiliser nos imaginaires d'une façon construite ne m'étonne pas. L'inverse serait étonnant.

Le paradoxe du changement

Le neuvième paradoxe est bien sûr celui du changement. Il est très frappant, dans les prises de parole au cours des débats, de noter qu'il y a toujours, sous-jacente, l'évocation d'un moment qui serait le Bon moment de l'agriculture et que c'est celui qu'il faudrait ou retrouver, ou figer : avant la Pac, après la Pac, à la fin du XIX^e, avant ou après la seconde guerre mondiale, à chacun son moment. Cet instant fait partie de nos imaginaires, de la construction de nos rêves et n'est jamais explicité, car s'il l'était, il s'effondrerait. Pour l'illustrer, il suffit de reprendre les 15 dernières années d'histoire de la Politique Agricole. C'est comme si c'était toujours mieux avant.

Voilà quelques points en forme de paradoxes, dont l'intensité para-

doxale n'est pas de même nature pour les uns et pour les autres. J'ai simplement voulu les rappeler pour essayer de comprendre pourquoi il est si difficile aujourd'hui, en France et en Europe, de penser un projet pour l'agriculture qui soit dans la continuité des débats qui la traversent et en nouveauté au regard de ce contexte local et mondial qui l'enserme. Alors comment sortir de cette énumération et comment avancer ? Comment poser les marches de la construction de ce projet ? Je donnerai quatre pistes.

La piste politique

La première est politique et il y aurait fort à craindre que les décisions prises en matière de Politique Agricole Commune, donc de politique publique, viennent tarir le débat. Le débat ne fait que continuer et peut être que ce qui vient de se passer va contribuer à faire rebondir l'aspiration à un débat collectif, partagé. L'agriculture reste une grande affaire politique, une grande affaire citoyenne. Cette Université l'a rappelé avec une très grande sagesse, une très grande maturité.

L'échange par principe

La deuxième piste est celle de l'échange par principe. Il a même été parlé de métissage. L'image est belle, elle est forte s'agissant de l'agriculture, de l'alimentation, de l'environnement. Tout citoyen est responsable de ne pas laisser isoler un groupe parmi d'autres. Ce qui me frappe, c'est que les agriculteurs, à certains moments de leur désespoir, pensent qu'ils ne sont pas attendus. C'est un malentendu. Ils sont attendus, mais pas de la façon dont ils voudraient l'être. C'est le début d'un débat.

Le vivant en questions

Troisième piste, le vivant en question. Est-ce que le XXI^e siècle peut prendre au sérieux cette assertion très simple : « L'animal n'est pas une chose ». En disant ceci, je ne plaide pour le droit de l'animal, je n'ai pas dit que l'animal était un être humain. Je pense que le droit est une construction humaine, et cela ne veut pas dire que nous n'avons pas des droits sur les animaux. Est-ce que nous pouvons en débattre au fond politiquement, culturellement, économiquement, socialement ? Car attention, cette remarque, qui surgit à la sauvette et qui n'est pas traitée, conduit nos sociétés sur certaines franges à faire émerger des relations complètement anthropomorphiques avec l'animal. Elles sont précisément le refoulé et la déviation d'un refus de la construction de l'animal dans nos sociétés modernes.

La science en partage

Enfin, la quatrième piste est celle de la science en partage. Je pense qu'il y a là aussi un débat par-dessus la haie entre le monde de la science et le monde agricole. Je pense que les scientifiques sont finalement assez bien placés pour comprendre ce qu'est la souffrance d'un groupe qui à un moment donné n'est pas compris du reste de la société, alors qu'il pensait sinon avoir tout donné, en tout cas le meilleur de lui-même. Personne n'est à l'abri de ça et, en ce début de XXI^e siècle, la question de la science appliquée à l'agriculture est un cas d'école formidable. Nous avons vu dans le débat sur la mondialisation, et sur la mondialisation des maladies émergentes, comment certaines formes de confiscation de la science – payée par les contribuables occidentaux pour sauver l'humanité – ont abouti à la confis-

cation du médicament destiné à sauver ceux qu'on était censé devoir sauver. Ce qui arrive aujourd'hui au médicament risque d'arriver demain aux ressources génétiques. Il serait temps que les scientifiques, le monde agricole à travers ses institutions et les collectivités territoriales et les pouvoirs publics, soient capables de construire entre eux des processus de mutualisation des résultats de la science. Il s'agit que des forces régulées, mutualisées, capables d'avoir un sens de l'intérêt général s'en emparent, de sorte qu'à aucun moment nous ne puissions, dans cette première moitié de XXI^e siècle, constater que loin d'avoir, ce qui est pourtant prétendu, sauver quelques sous-continentaux qui n'ont pas les premiers moyens technologiques de gérer ce matériel génétique, nous les avons définitivement privés non seulement des nouvelles ressources génétiques mais aussi des anciennes et de celles qu'ils ont aujourd'hui. Le problème est là. Et s'il n'y a pas l'émergence d'un débat très fort autour de ces questions, les scientifiques poursuivront leurs recherches, les agriculteurs continueront de semer leur blé, les politiques continueront de réguler mais les paysans du Sud continueront de mourir.

Alain Fauconnier, Président de la Commission Agriculture et Agroalimentaire du Conseil Régional Midi-Pyrénées.

« Que peut la Région dans toutes ces problématiques ? Elle peut agir notamment en termes de territoires, en déclinant les pistes et les propositions données par Bertrand Hervieu et par l'ensemble des participants. A titre personnel, j'ai été ravi de ce que j'ai entendu aujourd'hui, notamment dans le cercle de conversation auquel j'ai participé. Quand certains problèmes ne trouvent pas de solutions, il est habituel de les politiser au sens péjoratif du terme, mais ici, j'ai l'impression que le rôle du politique est à la fois bien cerné, intégré par tous et ramené à sa juste mesure.

Midi-Pyrénées est, d'une certaine manière, une petite France agricole qui réunit tous les types de production, et des territoires très divers, depuis les plaines jusqu'aux zones de montagne - ce territoire est à cheval sur le massif central et les Pyrénées. Dans ce cadre, il est important de réfléchir à la manière dont, nous autres les politiques, allons pouvoir organiser la région en termes d'agriculture, d'agroalimentaire et de dynamiques rurales, et faire vivre ensemble toutes ces diversités. Le pire pour Midi-Pyrénées serait en effet que l'imaginaire soit réduit à un patrimoine, à une sorte de devoir de mémoire. En même temps, faire vivre ces diversités est extrêmement compliqué, car chacune d'entre elles touche à des histoires, des rivalités, des tensions. Nous y sommes en tout cas très attentifs et très engagés. Sachez que cet exercice auquel vous vous prêtez depuis neuf ans concourt d'ailleurs à nourrir notre réflexion ».

Francis Daguzan, Vice-président du Conseil général du Gers, Président de la Communauté de Communes Bastides et Vallons du Gers.

« Je souhaite tout simplement remercier tous les intervenants de cette neuvième Université d'Eté mais aussi ceux qui ont aidé à la financer : la Région Midi-Pyrénées que préside Martin Malvy, le Conseil général du Gers, présidé par Philippe Martin, ainsi que la Communauté de communes qui ajoute aux moyens financiers des moyens techniques et humains. Merci aussi à Jean-Claude Flamant, pour son engagement dans nos territoires, notamment à travers nos cafés-débats mensuels.

Malgré tout, je ne peux m'empêcher de vous faire part d'une inquiétude. Car j'ai peur que ce département du Gers soit victime dans les années à venir de certaines tendances ou dérives. Ces périodes de sécheresse et de canicule nous démontrent d'ailleurs la fragilité de nos systèmes. Mais je n'imagine pas un département du Gers et une région Midi-Pyrénées sans paysans. Ce sont eux qui, entre autres, contribuent à maintenir ces paysages et cette convivialité ».

Jean-Claude Flamant, Responsable de la Mission d'Animation des Agrobiosciences.

« D'abord ce constat : il sera dit que cette université d'été fut celle de l'arbre à frites...

Ensuite, il me semble que le climat d'échanges que nous souhaitons créer ici, depuis le début, s'est amplifié, tout en laissant de l'espace à des expressions sans complaisance.

De même, nous souhaitons développer la fonction de laboratoire d'idées, en mettant en œuvre, plus largement que les années antérieures, des dispositifs divers qui permettent une progression collective. Ceci est d'autant plus important que nous choisissons volontairement de nous positionner sur des sujets inconfortables, voire même des sujets de controverse. Personnellement, je crois que c'est véritablement là que nous avons quelque chose à gagner, en nous positionnant sur des lignes de fractures et non sur des certitudes.

L'an prochain nous célébrerons la 10e Université d'Eté, sous une forme encore à déterminer. Pourquoi pas un « Best of » des éditions précédentes puisque nous sommes dans un lieu artistique. Il est en tout cas probable que le sujet s'appuiera sur la compréhension des agricultures du monde, que nous avons acquise dans le cadre des cafés-débat de Marciac, qui se déroulent une fois par mois. Merci à vous tous, rendez-vous à l'an prochain. »